

20 25

srgssr.ch/rg2025



01

Avant-propos

003 – 004

02

Stratégie et transformation

005 – 011

03

Service public

012 – 028

04

Statistiques de programme

029 – 060

05

Qualité

061 – 077

06

Collaboratrices et collaborateurs

078 – 091

07

Corporate governance

092 – 130

08

Comptes annuels

131 – 185

La SSR face aux mutations rapides du monde



Susanne Wille, directrice générale SSR, et Jean-Michel Cina, président du Conseil d'administration SSR (image: SSR / Mirjam Kluka)

A une époque où on peut suivre les conflits mondiaux en temps réel depuis nos smartphones et où l'intelligence artificielle modifie radicalement la manière dont on utilise les médias, nous avons besoin, plus que jamais, d'un journalisme fiable et indépendant. Les médias font bien plus que fournir des informations. Ils nous aident à garder une vue d'ensemble, offrent un espace pour les débats et la diversité et favorisent l'orientation et la cohésion au sein de la société.

Depuis plus de 90 ans, la SSR assume cette responsabilité et s'adapte en permanence à la manière dont le public utilise les médias. Elle s'adapte également continuellement aux réalités changeantes du marché des médias. Cela vaut en particulier pour l'année 2025. A l'occasion de l'initiative «200 francs, ça suffit!» du 8 mars 2026, il a de nouveau été question du rôle de la SSR dans le futur paysage médiatique suisse.

Le «non» à l'initiative populaire donne un signal clair: la SSR doit continuer de proposer un service public média fort – en ligne également. Mais cela ne signifie pas pour autant s'en tenir au statu quo. Bien au contraire: indépendamment du résultat du 8 mars, la SSR va poursuivre sa mutation. Parce que nous le voulons. Parce que du fait de l'évolution de la consommation média, nous le jugeons nécessaire. Et parce que le Conseil fédéral a prescrit de nouvelles conditions-cadres financières. D'ici 2029, nous devons en effet économiser quelque 270 millions de francs – parce que le montant de la redevance média va diminuer, parce que les recettes commerciales reculent et parce que les coûts augmentent sous l'effet du renchérissement.

Dès 2024, nous avons lancé le processus de transformation «Enavant SRG SSR» (romanche pour «en avant») à l'échelle de l'entreprise. Notre objectif est de positionner la SSR de manière qu'elle puisse continuer à accompagner la population dans son quotidien avec des contenus pertinents. En tant que SSR, nous deviendrons plus efficaces, plus agiles, plus numériques, plus légers. Le projet «Enavant SRG SSR» vise à renforcer la collaboration dans toutes les régions, à simplifier les structures et à rendre les processus commerciaux plus efficaces, afin que la SSR soit prête à relever les défis du futur. Au printemps et à l'été 2025, nous avons communiqué la nouvelle structure organisationnelle, les modèles de conduite et les processus qui seront mis en place dans les mois à venir.

«La transformation, l'augmentation de l'efficacité et les mesures d'économie ne sont pas une fin en soi. [...] Tou.tes les habitant.es de la Suisse doivent pouvoir compter sur un journalisme de qualité et un programme diversifié.»

L'entreprise média, organisée jusqu'ici de manière décentralisée avec des unités largement autonomes, se réinvente en resserrant ses rangs. Ce qui peut être fait ensemble le sera désormais, sans pour autant renoncer à l'ancrage régional et à la proximité avec les différentes zones culturelles et linguistiques.

La transformation ne concerne pas seulement l'organisation, mais aussi la culture d'entreprise. De nouveaux processus, des normes communes et une coopération plus étroite par-delà les frontières linguistiques exigent un changement de mentalité – de la part de l'ensemble des collaborateur.trices.

L'efficacité et l'économie ne doivent pas se faire au détriment de la créativité et de la liberté journalistique. La nouvelle réalité financière a également des répercussions sur le personnel: d'ici 2029, environ 900 postes à temps plein seront supprimés. Il est évident que cela sera radical pour les personnes concernées. Nous les soutiendrons par des mesures socialement acceptables.

En modernisant les structures, en exploitant systématiquement les synergies et en poursuivant de manière ciblée le développement des offres numériques, des contenus à la demande à la distribution sur différents plateformes et canaux, nous mettons les contenus à disposition là où le public les attend: de manière linéaire, numérique, mobile et sans contrainte temporelle.

Nous assurons ainsi la pérennité, la force d'innovation et la performance de la SSR. La transformation, l'augmentation de l'efficacité et les mesures d'économie ne sont pas une fin en soi. Elles servent la mission de la SSR: tou.tes les habitant.es de Suisse doivent pouvoir compter sur un journalisme de qualité et un programme diversifié. C'est la seule façon pour la SSR de maintenir son indépendance, sa cohésion et sa diversité dans un monde complexe et en rapide évolution, et de faire face aux fake news.



Susanne Wille
Directrice générale SSR



Jean-Michel Cina
Président du Conseil d'administration SSR

02 Stratégie et transformation

Image: enregistrement de podcast chez SRF

Avec Enavant, la SSR se réorganise et se fait plus compacte et plus numérique

La SSR est à la veille d'une profonde transformation. A partir de 2027, la redevance média des ménages passera en deux étapes de 335 à 300 francs. Dans le même temps, le contexte politique et médiatique ainsi que les habitudes d'utilisation du public évoluent. Afin de pouvoir continuer à proposer un programme de qualité à tous les groupes de la population, la SSR a lancé fin 2024 le processus de transformation «Enavant». L'objectif? Devenir plus numérique, plus compacte, plus mobile, rester pertinente pour la population suisse et renforcer la coopération entre les régions.

Le Conseil fédéral a décidé d'exempter davantage d'entreprises du paiement de la redevance média, et de ramener à 300 francs, en deux étapes entre 2027 et 2029, le montant de celle des ménages. La réduction de la redevance média, le recul des recettes commerciales ainsi que le renchérissement en cours font que la SSR devra, d'ici 2029, économiser environ 17 % – ou 270 millions de francs – de son budget par rapport à 2024. Sur cette somme, 125 millions de francs devront déjà être économisés en 2027.

Afin d'épargner l'offre le plus longtemps possible et de parvenir à la réduire le moins possible, la SSR économise d'abord dans ses structures, en supprimant les doublons dans les domaines des Ressources humaines, des Finances, de l'Etat-major, des Opérations et de la Communication. C'est pourquoi l'entreprise doit se repositionner de manière fondamentalement différente, uniformiser les processus et les normes, développer des contenus communs et les diffuser davantage dans les quatre espaces linguistiques et culturels de Suisse. C'est l'objet du projet de transformation «Enavant», terme romanche qui signifie «aller de l'avant».



Visuel du projet de transformation «Enavant SRG SSR»

Les piliers du projet «Enavant SRG SSR»:

Des structures plus compactes: depuis le 1^{er} janvier 2026, les domaines fonctionnels Finances et Ressources humaines sont regroupés à l'échelle de l'entreprise et organisés avec des équipes régionales spécialisées. La nouvelle direction Offre rassemble désormais les domaines Offre et Distribution. La Technologie et la Production seront également gérées conjointement sous la direction Opérations à l'avenir. D'autres domaines comme l'Etat-major, la Communication et les Affaires publiques sont également gérés au niveau national.

Une gestion uniformisée: le Comité de direction, qui comptait auparavant neuf membres, n'en compte plus que huit à compter du 1^{er} avril 2026.

Des synergies mieux exploitées: les équipes Production et Technologie travaillent sous une seule et même ligne hiérarchique à l'échelle de toute la SSR. Les genres Fiction et Sport sont coordonnés de manière centralisée afin de créer des synergies et de planifier au mieux les productions propres. En outre, la filiale SWISS TXT est dissoute; ses prestations et son expertise sont intégrées dans l'organisation du groupe.

Le repositionnement de SWI swissinfo.ch: l'unité internationale SWI swissinfo.ch est rattachée à la nouvelle direction Offre le 1^{er} avril 2026. Son organisation et son orientation dépendent toutefois du processus politique, qui a un impact direct sur le financement de l'offre SSR pour l'étranger.

La transformation de la SSR ne pourra se faire sans suppressions de postes

La transformation est un grand défi pour la SSR, car elle concerne toute l'entreprise, et donc tou.tes les collaborateur.trices. Environ 500 d'entre eux.elles sont en outre impliqués de manière intensive dans l'élaboration des mesures «Enavant», en plus de leurs activités quotidiennes habituelles, ce qui leur impose une forte charge de travail dans des délais serrés.

Malgré des regroupements et des optimisations de grande ampleur, les objectifs d'économie ne pourront malheureusement pas être atteints sans une réduction des effectifs. D'ici 2029, il est ainsi prévu de supprimer environ 900 postes à temps plein. Cela pourra se faire en partie par le biais de fluctuations et de départs à la retraite, mais des licenciements seront inévitables. Le plan social de la SSR s'appliquera pour les personnes concernées.

La SSR conserve ses points forts et améliore encore son offre numérique

L'ancrage régional est l'ADN et la force de la SSR; il doit continuer à être préservé au maximum grâce au gain d'efficacité permis par le projet «Enavant». Dans les régions, la SSR continue d'assurer la proximité avec le public via ses contenus. A l'avenir, elle partagera davantage les formats qui présentent un intérêt pour plusieurs régions.

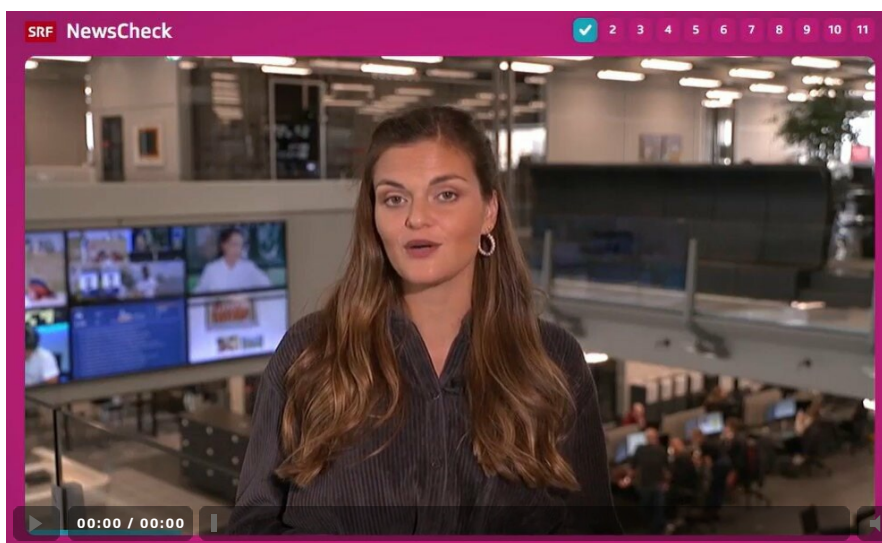
La SSR devient également numérique. Elle s'oriente plus fortement sur les nouvelles habitudes du public et concentre sa réflexion et son action sur l'utilisation numérique. Grâce à un pilotage à l'échelle de la SSR, ses plateformes numériques ont plus de poids, ce qui profite au public. C'est d'autant plus important que les mesures d'économie impliquent également des coupes ciblées dans le programme.

La SSR saisit les défis actuels comme une opportunité de se préparer à l'avenir et de maintenir et d'ancrer son rôle de prestataire de service public essentiel sur le marché suisse des médias. Car les thèmes tels que la désinformation, les fake news, l'érosion de la démocratie et la partialité dans la couverture média continueront d'être présents dans les années à venir.

Renforcer la confiance dans les médias de manière ludique

Une équipe interdisciplinaire de la SSR a développé un quiz sur les actualités à l'intention des adolescent.es et des jeunes adultes. Ce jeu en ligne est l'occasion de faire entrer les utilisateur.trices dans la newsroom de SRF pour leur montrer comment travaillent les journalistes.

L'équipe du projet souhaite ainsi promouvoir les compétences média de la jeunesse et renforcer sa confiance dans le journalisme.



Dans le jeu en ligne «NewsCheck», les utilisateur.trices aident la présentatrice Angela Haas à prendre des décisions en accord avec les directives journalistiques. (vidéo: SSR)

Une photo du président américain Donald Trump portant un gilet réfléchissant – image réelle ou fausse? Des articles sur les vertus curatives du jus de citron – tendance des réseaux sociaux ou actualité digne d'intérêt? Telles sont les décisions auxquelles sont confronté.es les utilisateur.trices du jeu en ligne «NewsCheck» qui, en endossant le rôle d'un.e professionnel.le des médias, découvrent les questionnements qui se posent quotidiennement au métier de journaliste: une vidéo virale sur les réseaux sociaux peut-elle servir pour un reportage ou s'agit-il d'un fake? Combien faut-il de sources pour pouvoir reprendre une information? A partir de quel moment un événement mérite-t-il d'être rapporté?

Avec «NewsCheck», les initiateur.trices du projet d'innovation souhaitent promouvoir les compétences média des adolescent.es et des jeunes adultes à une époque où les fake news sont légion et où le faux est souvent difficile à distinguer du vrai. Ce contexte favorise la méfiance envers les médias: d'après le rapport «Digital News Report 2025» de l'Institut Reuters, seuls 46 % des adultes déclarent encore accorder une confiance de principe aux actualités (source: [DNR 2025 pour la Suisse](#)).

«Si nous voulons renforcer la confiance dans le journalisme, nous devons montrer comment fonctionnent les médias sérieux et comment travaillent les journalistes», explique Felix Münger de la rédaction Littérature de SRF. Dans le cadre du programme 2024 de développement des potentiels et de promotion de l'innovation au sein de la SSR, lui et ses collègues Isabelle Bannerman d'Audience Swissinfo et Nicolas Malzacher, producteur et présentateur de SRF 4 News, ont décidé de s'atteler à cette tâche en ouvrant la newsroom de SRF aux utilisateur.trices de «NewsCheck».



Felix Münger
rédacteur SRF Littérature
(image: SRF)

Un développement de projet proche de son groupe-cible

Au lieu d'opter pour des fiches de travail et des textes factuels, les initiateur.trices du projet ont imaginé une solution ludique et attrayante. Pour donner corps à son idée, l'équipe s'est adressée directement aux jeunes utilisateur.trices et les a interrogé.es sur leur consommation média et leurs besoins en matière d'utilisation des médias. «Tous les jeunes gens interrogés ont montré un grand intérêt pour notre métier de journaliste: comment préparons-nous les actualités? Comment vérifions-nous les sources? Comment reconnaissons-nous les fausses informations?», se souvient Felix Münger. Et ils ont clairement exprimé le besoin de jouer! C'est ainsi qu'est née l'idée d'un jeu vidéo en ligne, inspiré d'un projet de la BBC.

Le prototype créé fin 2024 a été testé auprès d'un groupe-cible. Sur la base des retours ainsi obtenus, l'équipe a adapté le scénario et procédé à des ajustements jusqu'à ce que «NewsCheck» soit fin prêt pour sa phase de mise en œuvre. Le projet a bénéficié du partenariat de SRF school pour son implémentation et, dans un deuxième temps, pour l'hébergement du jeu. Depuis janvier 2026, «NewsCheck» est disponible sur le site Internet de SRF school. Une série de onze petites vidéos, commentées par la présentatrice Angela Haas, accompagne les utilisateur.trices dans la vérification des faits. Un helpdesk propose par ailleurs des vidéos explicatives et des conseils. Le jeu dure environ 20 minutes. Comme son format est adapté aux smartphones et aux tablettes, les enseignant.es peuvent l'utiliser pour leurs cours sur les médias. Le quiz est accessible aux personnes sourdes ou malentendantes grâce au sous-titrage, et il peut être traduit pour convenir à toutes les régions linguistiques.

Financement initial par le Fonds d'innovation de la SSR

Pour pouvoir réaliser concrètement son projet, l'équipe a sollicité une subvention auprès du Fonds d'innovation de la SSR. Le montant attribué a notamment permis de financer la programmation du jeu et la production des vidéos. «La contribution du Fonds d'innovation nous a donné la liberté nécessaire pour finaliser «NewsCheck» en plus de nos activités quotidiennes», se félicite Felix Münger. Le Fonds d'innovation SSR accorde un financement initial pour des projets innovants internes à l'entreprise qui contribuent à la stratégie et la transformation numérique de la SSR. Les projets éligibles doivent être nouveaux, réalisables et pertinents pour un grand nombre d'utilisateur.trices.

Pour Barbara Kobelt, responsable du Fonds d'innovation SSR, l'intérêt de «NewsCheck» est évident: «A l'ère des fake news, le sujet est d'une actualité brûlante. Ce jeu en ligne permet aux utilisateur.trices de tester leur capacité à distinguer les vraies informations des fausses et leur permet d'en apprendre davantage sur les questionnements qui caractérisent un journalisme sérieux.»



Barbara Kobelt

experte Offre et Innovation à la SSR
(image: SSR)

Barbara Kobelt reconnaît le fort potentiel de «NewsCheck»: «Grâce au partenariat avec SRF school, nous espérons que le jeu en ligne entrera bientôt dans les salles de classe, notamment pour les cours sur les médias.» Le quiz est adapté à l'enseignement à partir du degré secondaire I.

Perspectives pour le rapport non financier 2025

En 2026, la SSR rendra compte pour la première fois des questions non financières en conformité avec ses obligations légales selon l'art. 964a ss. du Code des obligations (CO) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Durant l'exercice 2025, les questions environnementales, sociales et de gouvernance («Environmental, Social, and Governance» ou questions «ESG») ont été particulièrement pertinentes pour la SSR. Notamment en raison de l'emprunt émis en août 2025 et des obligations de reporting en résultant, l'accent a été mis sur le respect des exigences posées par l'art. 964a ss. du Code des obligations – une nouveauté pour la SSR.

Au moment de la publication du présent rapport de gestion, toutes les données requises pour le premier rapport non financier n'étaient pas encore disponibles. La SSR informe donc ici de la mise en œuvre imminente des exigences légales en vue de la deuxième Assemblée des délégué.es de la SSR du 27 novembre 2026. Elle est consciente de ses nouvelles obligations en matière de reporting et veille à ce que le rapport soit soigneusement préparé et complet au plan du contenu.

Le rapport non financier couvrira la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 et inclura toutes les unités d'entreprise et d'organisation ainsi que les filiales de la SSR. Afin de garantir la transparence, la comparabilité et l'exhaustivité, le rapport va au-delà des exigences légales minimales et est établi selon les normes de la Global Reporting Initiative (GRI). La SSR souligne ainsi son ambition de ne pas seulement satisfaire aux nouvelles exigences légales, mais de les mettre en œuvre de manière transparente et structurée.

Les thèmes du rapport sont conformes aux dispositions du Code des obligations. Ce rapport sera soumis à l'approbation de l'Assemblée des délégué.es le 27 novembre 2026 et sera ensuite publié.

A vibrant stage performance with two singers, a DJ, and bright lights. The scene is filled with energy, featuring a woman in a dark jacket and a man in a colorful floral shirt singing into microphones. A DJ is visible on the right, and the stage is illuminated with blue and green spotlights, creating a dynamic atmosphere. The background is dark with bright, colorful light patterns.

03 Service public

Image: l'émission SRF
«Happy Day»

Notre offre



■ Studios principaux (7) ■ Studios/bureaux régionaux (17)

SRF

Radio



Télévision



y compris
télétexte
HbbTV

Médias en ligne

srf.ch
Play SRF
Apps
Podcasts
Médias sociaux

RTS

Radio



Télévision



y compris
télétexte
HbbTV

Médias en ligne

rts.ch
Play RTS
Apps
Podcasts
Médias sociaux

RSI

Radio



Télévision



y compris
télétexte
HbbTV

Médias en ligne

rsi.ch
Play RSI
Apps
Podcasts
Social Media

RTR

Radio



Télévision



y compris
télétexte

Médias en ligne

rtr.ch
Play RTR
Podcasts
Médias sociaux

SWI

SWI swissinfo.ch

Langues

Anglais
Allemand
Français
Italien
Espagnol
Portugais
Japonais
Arabe
Chinois
Russe

Médias en ligne

swissinfo.ch
tvsvizzera.it
Apps
Podcasts
Médias sociaux

SRG SSR

Radio



Médias en ligne

Médias sociaux SSR
Instagram Play Suisse
Facebook Play Suisse
Youtube Play Suisse

Play Suisse

Solidarité

La SSR contribue à la cohésion entre les différentes parties du pays, à la diversité des opinions et à la compréhension entre les cultures. Dans ses offres, elle tient compte des besoins des personnes atteintes de handicap sensoriel et propose du sous-titrage, de l'audiodescription et du doublage en langue des signes.

Offres accessibles à toutes et tous à la télévision et en ligne

Fin 2022, la SSR a conclu avec ses organisations partenaires un accord portant sur les prestations destinées aux personnes atteintes de déficiences sensorielles. Dans cet accord, la SSR s'engage à poursuivre jusqu'en 2027 le développement de ses prestations en faveur des personnes malentendantes et malvoyantes et à améliorer l'accès à ses offres. Concrètement, elle projette de sous-titrer l'intégralité de ses émissions rédactionnelles télévisées et d'augmenter la part des émissions sous-titrées dans son offre en ligne. En 2025, la SSR a déjà dépassé les valeurs convenues pour les émissions traduites en langue des signes dès la première diffusion (objectif de 1300 heures) et pour les émissions audiodécrites (objectif de 2000 heures). L'accessibilité des sites web et des applications est également amélioré en continu.

Sous-titrage

En 2025, **83,8 %** des programmes télévisés – soit **47 997 heures** – ont été diffusés avec des sous-titres pour les personnes malentendantes. Certains programmes proposés sur Internet ont également été sous-titrés. Le sous-titrage peut aussi être activé sur les applications Play SRF et Play RTS ainsi que sur rsi.ch/play et sur la plateforme de streaming Play Suisse.

Langue des signes

Depuis 2008, la RSI, la RTS et SRF diffusent chaque jour une édition de leur téléjournal doublée en langue des signes. Les allocutions du Conseil fédéral sur les votations fédérales, l'émission nationale du 1^{er} août, d'autres allocutions du Conseil fédéral (comme pour la Journée des malades) et l'émission «Signes» sont également disponibles en langue des signes chez les trois diffuseurs. En 2025, la SSR a diffusé 1314 heures de contenus doublés en langue des signes: 495 heures pour SRF, 368 heures pour la RTS et 451 heures pour la RSI (y compris la HbbTV et les allocutions du Conseil fédéral, hors conférences de presse). SRF et la RSI ont par ailleurs transmis pendant 3 heures des conférences de presse du Conseil fédéral avec un doublage en langue des signes. Au total, l'offre en langue des signes a donc représenté **1317 heures** en 2025 (y compris les allocutions et les conférences de presse du Conseil fédéral).

- SRF double en langue des signes des émissions comme «Tagesschau», «Meteo», «Börse», «Gesichter & Geschichten» (jusqu'au 27 juin 2025), «Schweiz aktuell», «Kassensturz», «Puls», «Rundschau», «Miteinander», «Einstein», «Reporter», «Mona mittendrin», «rec.», «Puls Check», «Maloney», «SRF Kids News» et «Clip und klar!». En 2025, l'unité alémanique a également doublé en langue des signes des formats de reportage et des émissions scientifiques: durant l'été, la série en huit épisodes «Reporter Spezial – Donat auf Achse» et l'émission spéciale «Umbruch im Bergdorf – Von der Zukunft in den Alpen»; à l'automne, la série en six épisodes «Mental Health bei Jugendlichen» proposée par SRF school; durant l'hiver, la série culturelle en six épisodes «Swiss Success Stories» présentant la vie de trois personnalités suisses à succès. La rédaction de «Signes» a par ailleurs produit une série en ligne de sept épisodes sur le thème «Kampf um Gehörlosenbildung». Cette année encore, l'émission nationale du 1^{er} août a été doublée dans les trois langues des signes. Et pour la première fois, l'ESC a été proposé en langue des signes, également dans trois langues: suisse allemand, français et italien.
- En 2025, la RTS a doublé en langue des signes les émissions «19h30», «Couleurs locales», «A bon entendeur», «Basik», «Caravane FM», «36.9°», «Ensemble», le programme pour la jeunesse «Oki», les trois shows de l'ESC et – une fois de plus – l'émission nationale du 1^{er} août.
- En 2025, la RSI a ajouté le programme d'actualité régionale «Il Quotidiano» au catalogue de ses émissions en langue des signes, dont font partie depuis plusieurs années «Il Giardino di Albert», «Insieme», «La Cavia» et «Patti Chiari». L'émission nationale du 1^{er} août et l'ESC ont été traduits en langue des signes. Et bien évidemment, les actualités nationales et internationales ont elles aussi été rendues accessibles en langue des signes italienne – tant le téléjournal de 20 h 00 que les allocutions des conseiller.ères fédéraux.ales. L'unité italoophone a également maintenu la traduction de vidéos pour le jeune public sur la plateforme en ligne «RSI EDU». Est venue s'ajouter la nouvelle rubrique «Curiosordità», présentée par des animateur.trices sourd.es.

Audiodescription

Grâce à l'audiodescription (description acoustique continue), les personnes aveugles ou malvoyantes peuvent suivre ce qui se passe à l'écran. En 2025, la SSR a diffusé **2245 heures** de programmes audiodescrits (rediffusions comprises), parmi lesquels des émissions de divertissement, des documentaires, des films et des séries. Les séries de fiction «The Deal», «Intraçables», «Notre petite ambassade», «DéTECTIVES... ou presque» et «Maloney» ont été audiodescrites dans trois langues régionales. Au total, SRF, la RTS et la RSI ont diffusé respectivement 1 271, 631 et 343 heures de programme audiodescrit.

Le premier Eurovision en totale accessibilité

Mi-mai 2025, Bâle accueillait le plus grand événement musical au monde: le Concours Eurovision de la chanson (Eurovision). Avec SWISS TXT, la SSR a garanti la totale accessibilité des trois shows TV grâce à un doublage en langue des signes, à des sous-titres et à de l'audiodescription pour les personnes atteintes d'un handicap auditif ou visuel. Pour cela, dix interprètes sourd.es en langue des signes de la SSR avaient enregistré et doublé en amont les 37 titres du concours en langue des signes internationale – une première. Les enregistrements ont été projetés lors des demi-finales et de la finale. Les présentations et les intermèdes ont été traduits en direct par des interprètes en langue des signes en français, en italien et en dialecte suisse-allemand. De plus, les trois shows ont été audiodescrits en direct en trois langues. Pour la SSR, l'Eurovision à Bâle a été la plus importante émission nationale de divertissement jamais proposée avec une audiodescription en direct. L'entreprise média a ainsi envoyé un signal fort en faveur de l'inclusion et offert au public de l'Eurovision une expérience plus accessible que jamais.



Barbara Rossier (à droite) et Tamara Bangarter (à gauche), coach et interprète en langue des signes (image: SSR)

Chaîne du Bonheur

L'idée de la **Chaîne du Bonheur** est née après la Seconde Guerre mondiale avec Radio Lausanne (l'actuelle RTS), avec un appel lancé pour venir en aide aux enfants victimes de la guerre. L'émission radio «Chaîne du Bonheur» voit le jour peu de temps après. Depuis 1983, la Chaîne du Bonheur est une fondation indépendante qui, en partenariat avec la SSR, recueille des dons lors de catastrophes naturelles, de conflits ainsi que pour les enfants et les personnes vulnérables en Suisse. La Chaîne du Bonheur travaille exclusivement avec des organisations partenaires suisses accréditées et garantit une utilisation transparente et responsable des dons.

En 2025, la fondation a récolté plus de 52 millions de francs pour les personnes en détresse et a ainsi soutenu plus de 3,1 millions de personnes dans des situations de crise. Avec la SSR, elle s'est montrée solidaire avec les personnes touchées par le tremblement de terre en Asie du Sud-Est (7,7 millions de francs), l'éboulement de Blatten (23,1 millions de francs) ainsi que pour l'aide humanitaire à Gaza (6 millions de francs). A la fin de l'année, la SSR a organisé une semaine de solidarité pour les enfants victimes de crises en Suisse et dans le monde et a récolté plus de 5,7 millions de francs à cet effet.



Le 8 avril 2025, des personnalités comme Rôbi Koller («Happy Day») ont soutenu la journée nationale de solidarité après le terrible tremblement de terre en Asie du Sud-Est. (Image: SRF / Gian Vaitl)



Le 22 octobre 2025, le présentateur SRF Dani Fohrlér a animé la journée de solidarité pour Gaza en compagnie de personnes touchées, d'organisations partenaires et d'expert.es. (Image: SRF / Gian Vaitl)



Lors des journées de solidarité de la Chaîne du Bonheur, les promesses de dons peuvent être faites par téléphone dans les centrales de collecte, de 7 à 23 heures. (Image: SRF / Gian Vaitl)

Interrégionalité

La RSI, RTR, la RTS et SRF produisent ensemble des émissions et des séries multilingues et adaptent à leur région des formats à succès des autres unités d'entreprise. La SSR remplit ainsi son mandat conformément à l'art. 12 de la Concession et contribue à la cohésion de la Suisse.

En 2025, la SSR a encouragé de nombreux projets nationaux, mais elle a également renforcé la cohésion entre les régions linguistiques et culturelles grâce à des productions régionales qui, par le biais de traductions (doublages et sous-titres), ont été rendues accessibles aux autres régions linguistiques. Parmi les événements en direct repris par les autres unités d'entreprise, on mentionnera les carnivals de Bellinzone, Lucerne et Bâle, ainsi que la finale nationale des combats de reines à Aproz. Des docu-séries «Hoch hinaus – Das Expeditionsteam», «La course aux étoiles» et «Inside Kronenhalle» aux documentaires tels qu'«Il cacciatore di balene» et «Zusammenbruch der Credit Suisse», les formats adaptés ont également été variés.

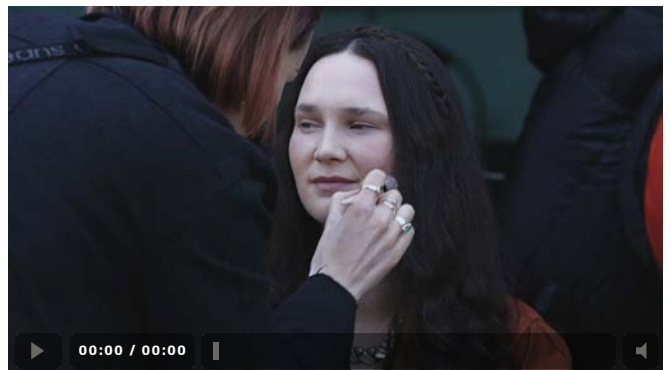
Dans les coulisses du plus grand show musical au monde

En 2025, la SSR était chargée d'organiser le Concours Eurovision de la chanson (Eurovision). Une équipe de SRF Dok a accompagné le projet dès le début. «La collaboration a été excellente», résume la réalisatrice Belinda Sallin. «Mais c'était aussi une aventure que produire deux films documentaires en temps voulu et les diffuser simultanément sur la RSI, la RTS et SRF. A notre connaissance, la SSR n'avait jamais encore pris un tel risque.» Avec des délais très serrés, il a fallu générer spécialement un nouveau workflow et planifier minutieusement chaque étape de travail: «Il est agréable de constater que ce projet nous a permis d'acquérir un grand savoir-faire en matière de collaboration nationale.»

Pour le casting, le réalisateur Béla Batthyany a misé très tôt sur Yves Schifferle: en tant que Head of Show, il a offert un regard unique sur les coulisses de l'événement. Zoë Mè, la candidate suisse à l'Eurovision, est également devenue une voix centrale de la série en deux volets grâce à son franc-parler. «Avec une bonne intuition, et un peu de chance aussi, nous avons en outre choisi le chanteur d'opéra autrichien Johannes Pietsch, alias JJ. Il était certes déjà considéré comme une valeur sûre avant la finale, mais à l'époque, nous ne pouvions pas imaginer qu'il remporterait l'Eurovision.»



Première partie: Le chemin vers le ESC 2025 (bande-annonce SRF Dok)



Deuxième partie: Le grand show (bande annonce SRF Dok)

«Les autres» partent en «Tour de Suisse»

Pendant 15 ans, chaque week-end sur SRF 1, RTS Première, Rete Uno et RTR, on a pu entendre: «Die Anderen. Les autres. Gli altri. Ils auters». Semaine après semaine, les quatre premières stations radio de la SSR se penchent sur une nouvelle région linguistique et jettent ainsi des ponts vers le monde des «autres»: la rubrique a tenté de rapprocher les auditrices et auditeurs de notre pays quadrilingue et multiculturel en racontant de petites histoires et anecdotes sur le quotidien, la culture et les traditions – au-delà des clichés.

En 2026, le groupe radio interrégional de la SSR lancera le nouveau projet radio «Die Anderen – le Tour de Suisse»: un voyage thématique à travers la Suisse, au cours duquel SRF 1, RTS Première, Rete Uno et RTR exploreront ensemble le pays et rendront compte en direct d'une région linguistique lors de quatre journées thématiques. En mars, nous nous rendrons à la «frontière» du Tessin, en mai au bord de «l'eau» en Suisse romande, en septembre sur les «ponts» de la Rumantschia et en novembre dans une «agglomération» de la Suisse alémanique. Chaque journée thématique s'achèvera sur une émission en direct, animée en quatre langues et diffusée simultanément sur les quatre chaînes de la SSR. Une nouveauté et une idée suisse par excellence!



Gli altri



Ils auters



Les autres



Die Anderen

Grands événements sportifs 2025

La couverture d'événements sportifs majeurs impose à la SSR des exigences élevées, tant en matière de droits de diffusion que de moyens de production. Pour y répondre, les différentes unités d'entreprise collaborent étroitement sur de nombreux événements du calendrier sportif.

En 2025, lors des Championnats du monde de ski alpin, de l'Euro féminin de football ou encore de la Fête fédérale de lutte suisse et des jeux alpestres (FELS), la RSI, la RTS et SRF ont travaillé de manière coordonnée, afin d'offrir des couvertures régionales adaptées sur l'ensemble des vecteurs. Cette collaboration débute par la négociation des droits, puis par la mise en place d'un projet de production national reposant sur une infrastructure commune, pilotée par la Business Unit Sport de la SSR. Pendant les événements, les unités partagent infrastructures, ressources techniques et contenus éditoriaux.

C'est en travaillant ainsi que la SSR parvient à faire des économies et à développer une productivité qui rend possible une offre sportive dense et variée. Et ce n'est qu'en travaillant ainsi que les unités minoritaires parviennent à offrir un contenu qui, sinon, ne leur serait pas accessible.



Olivier Dominik, journaliste RTS Sport, en mission à la FELS en août 2025 (image: RTS/capture d'écran)

Grande force de cohésion grâce à la couverture interrégionale



En 2025, les unités d'entreprise RSI, RTR, RTS et SRF ont thématiqué l'actualité des autres régions linguistiques dans presque 30 % de leurs contenus audio et vidéo, à l'instar de la RTS et de sa couverture d'un événement en Suisse alémanique ou, à l'inverse, de SRF pour un événement en Suisse romande. Avec sa couverture interrégionale, en tant qu'entreprise globale, la SSR contribue de manière substantielle à la cohésion nationale.

Elle mesure cette contribution en comptant les noms des lieux dans ses métadonnées, et en examinant si ces noms se rapportent bien à la propre région linguistique ou à une autre. Le rapport est calculé sur cette base.

Le service public en chiffres

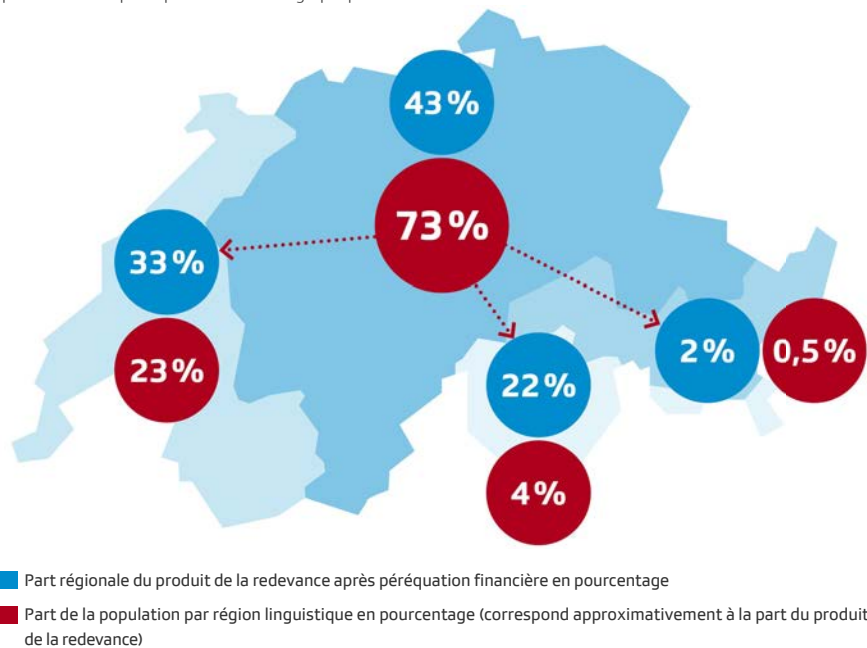
Dans son rapport de gestion, la SSR présente l'utilisation des moyens financiers dont elle dispose.

Péréquation financière: des programmes pour toutes et tous

La SSR est la seule entreprise média à produire des contenus audiovisuels dans les quatre régions linguistiques et les quatre langues nationales. Et ce, grâce à des valeurs typiquement suisses telles que la solidarité et le fédéralisme, sur lesquelles se fonde sa philosophie et qui animent ses collaborateurs.trices dans leur travail quotidien. Seule la solidarité des Suisses alémaniques permet à la SSR de proposer chaque jour aux autres régions linguistiques une offre radio, TV et en ligne diversifiée et de grande qualité. Grâce à sa péréquation financière, la SSR contribue dans une large mesure à la cohésion nationale, à la compréhension mutuelle et à l'échange entre les différentes régions linguistiques.

Péréquation financière

Les services fournis de manière centralisée ainsi que SWI swissinfo.ch (voir à ce sujet les informations sectorielles dans les comptes consolidés) sont répartis proportionnellement entre les régions linguistiques dans ce graphique. Les effets spéciaux ne sont pas représentés dans le graphique.



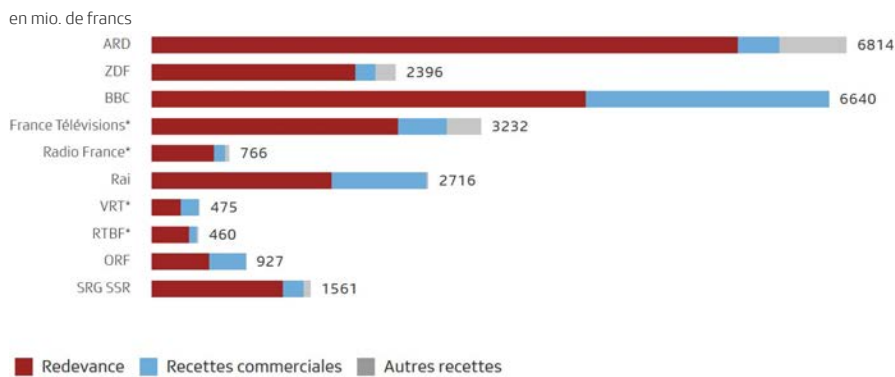
Comparaison internationale des recettes de la SSR

Les recettes de la SSR s'élèvent à environ 1,56 milliard de francs. Elles lui permettent de produire **17 programmes radio et 7 programmes TV dans les 4 régions linguistiques ainsi que diverses offres en ligne pour la Suisse et l'étranger.**

Comme le montre la comparaison internationale des recettes issues de la redevance, l'enveloppe financière de la SSR reste plutôt modeste par rapport à d'autres pays. Les pays fortement peuplés ont globalement des redevances moins élevées que les pays avec peu d'habitant.es, car ils répartissent les frais fixes (liés au personnel et aux infrastructures) entre un plus grand nombre de personnes ou de ménages. Pour cette raison, les comparaisons entre pays doivent tenir compte des facteurs suivants:

- nombre d'habitant.es,
- nombre de communautés linguistiques,
- topographie du pays,
- niveau national des salaires et de l'inflation,
- possibilités de financement par des recettes commerciales, taille et structure du marché de la publicité, restrictions éventuelles en matière de publicité,
- contributions publiques directes et autres subventions versées en plus des recettes de la redevance, autres sources de recettes

Comparaison internationale: total des recettes



Source: chiffres 2024 de l'European Broadcasting Union; cours de conversion de €/CHF 0,95 (année précédente: 0,97); chiffres 2025 pas encore disponibles

* Les recettes proviennent du budget de l'Etat.

Sociétés de gestion: recettes et dépenses liées aux droits d'auteur.e

La SSR est en Suisse la plus grande utilisatrice d'œuvres audiovisuelles, musicales et littéraires. Elle acquiert les droits d'auteur.e et les droits voisins directement auprès de leurs titulaires, notamment auprès d'auteur.es, d'artistes et de producteur.trices de films. Elle verse par ailleurs d'importantes rémunérations, au titre des droits d'auteur.e, aux sociétés de gestion Suisa, SSA, Pro Litteris, Suissimage et Swissperform (en particulier pour la diffusion et la mise à disposition sur Internet). Pendant l'année sous revue, le montant de ces dépenses s'est élevé à 54,5 millions de francs.

La SSR est aussi une titulaire de droits et elle perçoit à ce titre des recettes. Par l'intermédiaire de l'association Communauté d'intérêts radio et télévision (IRF), les sociétés de gestion Suissimage, Pro Litteris et Swissperform lui ont ainsi versé en 2025 la somme de 18,8 millions de francs (principalement pour la rediffusion de ses programmes).

Investissements dans les quatre régions linguistiques

Grâce à ses investissements dans les immeubles et la technique (véhicules de production, équipements techniques et systèmes informatiques), la SSR garantit que ses sites de production sont modernes tout en réduisant de manière durable la consommation d'énergie et les coûts d'exploitation. D'ici 2030, la SSR entend réduire de 27 % la surface d'exploitation par rapport à 2014.

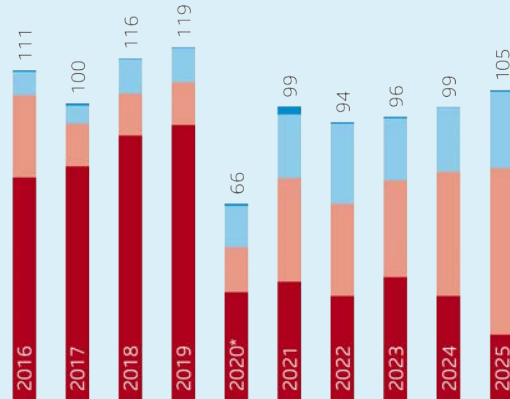
Au cours des dix dernières années, la SSR a investi en moyenne plus de 100 millions de francs dans les immeubles et la technique. Depuis 2016, elle a investi au total 547 millions de francs en Suisse alémanique, 285 millions en Suisse romande, 169 millions en Suisse italienne et 7 millions en Suisse romanche. Les investissements dans les immeubles sont intégralement réalisés en Suisse et profitent aux fournisseurs locaux. Quelque 700 fournisseurs répartis dans les quatre régions linguistiques bénéficient de ces investissements.

Frais d'entretien

Sur une période de dix ans, la SSR a dépensé en moyenne plus de 30 millions pour l'entretien des immeubles et des systèmes. Des entreprises suisses ont profité à hauteur de plus de 80 % de ce volume de commandes.

Investissements dans les immeubles et la technique dans les quatre régions linguistiques (2016–2025)

en mio. de francs



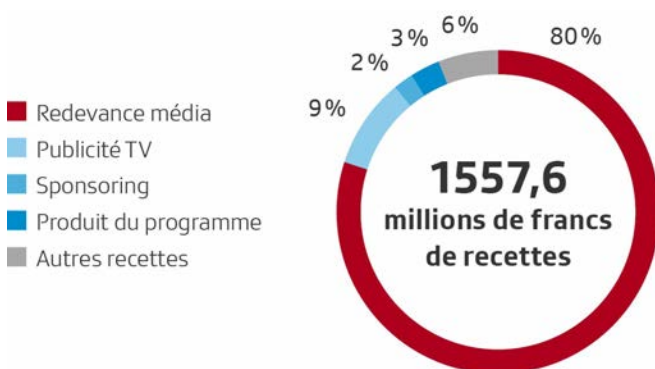
■ Suisse alémanique (SRF, SWI, Direction générale, SWISS TXT)**
 ■ Suisse romande (RTS) ■ Suisse italienne (RSI) ■ Suisse romanche (RTR)

* En 2020, les investissements se sont effondrés du fait de la pandémie de coronavirus et des difficultés de livraison et retards de construction qu'elle a causés.

** Les chiffres de la Suisse alémanique englobent également les investissements nationaux de la Direction générale et de SWISS TXT.

Recettes

Total des recettes: 1557,6 millions de francs



Recettes 2025

Près de 80 % (1252,8 millions de francs) des recettes de la SSR proviennent de la redevance média, tandis que 14 % (210,9 millions de francs) du budget sont financés par des recettes commerciales: 9 % (137,8 millions de francs) par la publicité télévisée, 2 % (29,3 millions de francs) par le sponsoring et 3 % (43,8 millions de francs) par le produit du programme. Le produit du programme se décompose en vente de droits, de licences et d'archives, en services téléphoniques payants à valeur ajoutée ainsi qu'en recettes générées par des coproductions. Les 6 % restants (93,8 millions de francs) correspondent principalement aux subventions fédérales pour SWI swissinfo.ch et tvsvizzera.it et pour la collaboration avec 3sat et TV5 Monde, au produit de la location d'immeubles ainsi qu'aux revenus liés à la vente des cartes Sat Access et à l'Eurovision de la chanson.

La SSR est principalement financée par la redevance média, afin qu'elle puisse remplir le mandat de prestations que lui a confié le Conseil fédéral: produire et diffuser des programmes équivalents de radio et de télévision pour la Suisse romande, la Suisse italienne et la Suisse alémanique, et proposer une offre adéquate pour la Suisse romanche. En d'autres termes, des programmes pour un petit marché d'environ 9 millions de personnes, subdivisé en quatre langues.

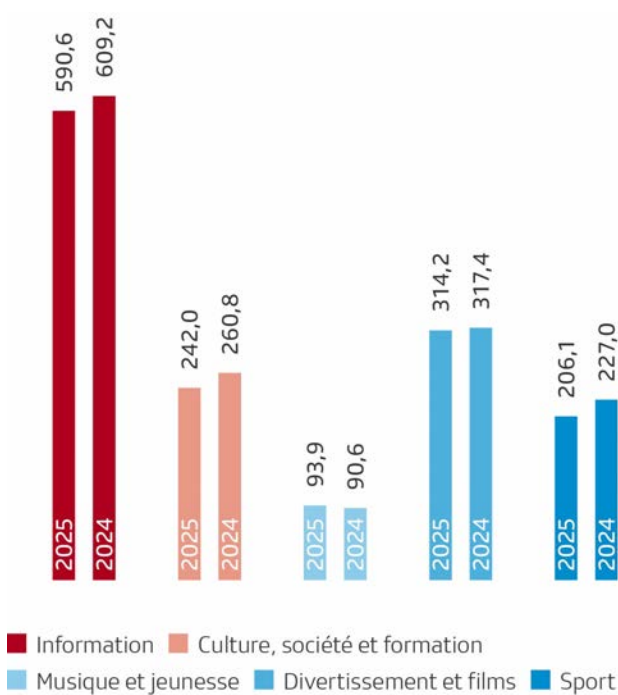
La SSR répartit ses recettes entre ses unités d'entreprise, dans les quatre régions linguistiques, au moyen d'une clé de financement. Du fait de cette péréquation solidaire, les minorités linguistiques reçoivent davantage de moyens par rapport au nombre de ménages.

Dépenses en fonction des coûts complets 2025

La SSR présente ici ses coûts complets: les montants indiqués comprennent tous les coûts liés à la production des émissions, y compris les dépenses relatives aux domaines de support Finances, Ressources humaines, Communication, Logistique et Informatique, Archives et Gestion des immeubles; ces dépenses ne pouvant pas être imputées à un seul contenu de programmes, elles sont réparties entre tous.

Dépenses par contenu de programmes

en mio. de francs*



Total des dépenses en 2025: 1446,8 millions de francs

* Dépenses sans effets extraordinaires et sans les coûts des prestations de tiers ne faisant pas partie des activités définies par la Concession

Dépenses par contenu de programmes

La SSR propose un programme dans cinq domaines différents. En 2025, elle a affecté

- 41 % de ses dépenses au domaine «Information»,
- 22 % au domaine «Divertissement et films»,
- 17 % au domaine «Culture, société et formation»,
- 14 % au domaine «Sport» et
- 6 % au domaine «Musique et jeunesse».

Le total des dépenses, qui s'élève à 1446,8 millions de francs, a baissé par rapport à l'année précédente (1505,5 millions de francs). Cela est notamment dû à l'absence de grands événements tels que le Championnat d'Europe de football, les Jeux olympiques d'été ou les Championnats du monde de cyclisme, qui ont eu lieu en 2024, ainsi que par la mise en œuvre de mesures d'économie en raison de la suppression du renchérissement sur la redevance médias.

Au cours de l'année sous revue, la SSR a investi 590,6 millions de francs dans des émissions d'information quotidiennes, des magazines et des émissions de débat et 39,6 millions de francs pour le compte rendu des événements sportifs nationaux et internationaux – soit un montant total de 630,2 millions de francs. Cela représente une part de 50 % des recettes issues de la redevance média (1252,8 millions de francs). Ainsi, la SSR remplit l'exigence posée par la Concession d'investir au moins la moitié des recettes issues de la redevance média dans l'information.

Dépenses par type de productions

en mio. de francs*

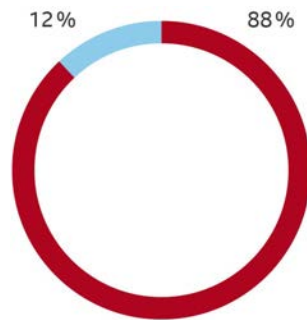
■ Productions maison

2025: 1271,0 mio.
2024: 1329,8 mio.

■ Productions de tiers

2025: 175,8 mio.
2024: 175,2 mio.

Total des dépenses en 2025:
1446,8 mio. de francs



* Dépenses sans effets extraordinaires et sans les coûts des prestations de tiers ne faisant pas partie des activités définies par la Concession

Dépenses par type de productions

Les unités d'entreprise de la SSR (la RSI, RTR, la RTS, SRF et SWI swissinfo.ch) produisent elles-mêmes la plupart de leurs programmes: 88 % des dépenses (1271,0 millions de francs) ont été consacrées à des émissions radio telles que «Seidiserà» (RSI), «Profil» (RTR), «Forum» (RTS) et «Echo der Zeit» (SRF), à des programmes TV tels que «Telegiornale» (RSI), «Cuntrasts» (RTR), «19h30» (RTS) et «10 vor 10» (SRF), et à des web-séries produites spécialement pour Internet telles que «Skate Borders – Storie di skaters nella Svizzera italiana» (RSI), «L'ultim Rumantsch 2» (RTR), «Vraiment» (RTS), «rec.» (SRF) ou «Let's talk» (SWI).

Les contenus audio et vidéo produits par des tiers représentent 12 % (175,8 millions de francs) des dépenses de la SSR. Par rapport à l'année précédente (175,2 millions de francs), les dépenses pour des productions de tiers ont légèrement augmenté. Elles recouvrent les productions achetées dans le domaine sportif, mais aussi les films de fiction et les documentaires achetés ainsi que des séries à succès.

Dépenses par vecteur audio et vidéo

en mio. de francs*

Vidéo

2025	1056,3 mio.
2024	1085,6 mio.

Audio

2025	390,5 mio.
2024	419,4 mio.

Total des dépenses en 2025: 1446,8 millions de francs

* Dépenses sans effets extraordinaires et sans les coûts des prestations de tiers ne faisant pas partie des activités définies par la Concession

Dépenses par vecteur audio et vidéo

Le domaine de l'audio couvre l'ensemble des contenus audio diffusés à la radio, proposés en live streaming sur le web ou sur les plateformes en ligne SSR ou accessibles via des applications et sur le Player SSR. Par analogie, le domaine de la vidéo comprend les contenus filmés diffusés à la télévision ou disponibles sur les canaux en ligne. En 2025, la SSR a consacré près de 27 % de ses dépenses (390,5 millions de francs) à la production audio et environ 73 % (1056,3 millions de francs) à la production vidéo.

Dépenses correspondant aux différents blocs de coûts 2025

La SSR présente ses coûts à l'échelle du groupe entier, filiales comprises.

284,1 mio.

Production et informatique



Production et informatique

Les coûts pour la production et l'informatique représentent le bloc le plus important, en particulier dans le domaine de la TV. Ils constituent près de 19,3 % des dépenses de la SSR. Le bloc de coûts Production et informatique englobe les dépenses pour la mise en place, la maintenance et l'exploitation (y c. coûts d'amortissement) des studios de production, les moyens de production mobiles pour la radio et la TV, les caméras, les postes de montage, les systèmes graphiques, l'infrastructure de stockage interne et de distribution des contenus, les systèmes de planification, etc. Il comprend également les playouts de diffusion et les systèmes informatiques. Les coûts informatiques de l'entreprise dans son ensemble (programme inclus) sont générés par les services d'assistance, les serveurs, la gestion des données et différentes applications, dont SAP et Office. Aujourd'hui, les investissements dans la cybersécurité en constituent une grande partie. En effet, la cybercriminalité est de plus en plus souvent dirigée contre les entreprises média et ce, avec des méthodes toujours plus sophistiquées – et renforcées par les possibilités offertes par l'intelligence artificielle. C'est pourquoi la SSR, comme toutes les entreprises, doit se développer continuellement dans ce domaine et consolider en permanence ses mesures de protection.

44,3 mio.

Distribution



Distribution

La Distribution met les programmes de la SSR à la disposition du public. La Confédération a édicté des règles très strictes relatives à la distribution des programmes, la SSR étant tenue de veiller à ce que son offre puisse être reçue partout en Suisse. En outre, la loi définit de manière précise les technologies utilisées pour la diffusion. Ainsi, les programmes de télévision de la SSR peuvent être reçus par câble et par satellite, sur Internet et par HbbTV, tandis que les programmes radio sont diffusés en DAB+, par câble, par satellite et par Internet (en mobile et en stationnaire). Les coûts de diffusion des programmes représentent environ 3 % des coûts totaux, y compris les charges d'exploitation et de maintenance des réseaux d'émetteurs et des installations de distribution pour la diffusion primaire des programmes.

94,3 mio.

Immobilier



Immobilier

Environ 6,4 % des dépenses de la SSR correspondent aux coûts immobiliers. Il s'agit principalement de l'entretien des biens fonciers, de la gestion technique, infrastructurelle et commerciale des bâtiments, de tous les frais accessoires et de chauffage, d'électricité ainsi que des assurances. Ce montant de 94,3 millions de francs comprend aussi les coûts liés aux services (réception, sécurité, courrier et service intérieur) ainsi que les frais d'amortissement.

43,5 mio.

Droits sportifs



Droits sportifs

Près de 3 % des dépenses totales de la SSR sont consacrées à l'achat de droits de diffusion dans les médias pour des événements sportifs nationaux et internationaux et à l'achat d'autres droits qui y sont liés. Ces droits sont achetés pour l'ensemble des unités d'entreprise de la SSR. En raison des variations entre les années paires et impaires, les coûts communiqués correspondent aux coûts annuels moyens des quatre dernières années (2022–2025). Il s'agit de coûts bruts, sans déduction des éventuelles reventes ou cessions sous licence des droits acquis.

27,4 mio.**Activités pour tiers****Activités pour tiers**

Les activités pour tiers comprennent les prestations qui ne font pas partie des activités concessionnées de la SSR, notamment les productions radio et TV pour des tiers, la production de DVD/CD pour des clients commerciaux, les visites guidées des studios et les prestations de SWISS TXT pour des tiers. Si les activités pour tiers génèrent des recettes, la fourniture de ces prestations engendre également des coûts. Les dépenses dans ce domaine représentent près de 2 % des coûts totaux.

0,2 mio.**Affaires publiques****Affaires publiques**

Ce bloc de coûts regroupe les dépenses liées au dialogue avec des personnalités politiques, la production de fiches d'information et de documents de position, ainsi que la veille thématique et le suivi de dossiers pertinents pour la SSR. Il comprend les honoraires de l'agence Les Tailleurs Communication, spécialisée dans les affaires publiques, mandatée par la SSR. Pendant l'année sous revue, la SSR a dépensé près de 0,2 million de francs pour les achats de prestations et les coûts de tiers, ce qui représente 0,01 % des dépenses totales.

Dépenses pour émissions de radio et de télévision 2025

Les coûts des émissions tiennent compte des frais effectifs directement liés à la production d'émissions de radio et de télévision. En font notamment partie les dépenses pour les prestations rédactionnelles et techniques fournies par le personnel, les achats de programmes et les moyens de production. Ces derniers englobent par exemple les studios, les caméras et les micros, mais également les postes de montage et les cars de reportage.

Depuis mai 2016, chacune des unités d'entreprise publie une liste exhaustive des coûts de nombreux formats télévisés à l'occasion de la publication du présent rapport de gestion: émissions d'actualité, magazines et débats, films et séries, émissions de divertissement et émissions musicales, documentaires et reportages, émissions sportives. En outre, toutes les unités d'entreprise présentent les coûts de leurs stations radio.

Les liens ci-après permettent d'accéder aux sites web des différentes unités d'entreprise, où ces coûts sont indiqués en détail pour chaque région linguistique.

 [Coûts des émissions SRF](#) [Coûts des émissions RTS](#) [Coûts des émissions RSI](#) [Coûts des émissions RTR](#)


Pacte de l'audiovisuel – pour unir la SSR et la branche du film

Depuis 1996, la SSR définit son engagement envers la branche du cinéma suisse dans le Pacte de l'audiovisuel et encourage ainsi la création cinématographique nationale. Le Pacte permet une production cinématographique indépendante qui, dans un pays aussi petit que la Suisse, ne pourrait pas être financée via le marché libre. En 2025, cet accord a permis une fois de plus de coproduire et de diffuser des séries particulièrement plébiscitées telles que la série de détective «Maloney» de SRF, le thriller «Intraçables» de la RTS, la série policière historique «La linea della palma» de la RSI ou encore la deuxième saison de la saga familiale «L'ultim Rumantsch» de RTR. Avec ces productions qui racontent des histoires de la Suisse, l'identité culturelle de notre pays s'en trouve renforcée.

L'actuel Pacte est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2024 et court jusqu'à fin 2027. La SSR s'engage à investir chaque année 34 millions de francs dans le film suisse. Jusqu'à présent, ce sont déjà plus de 4500 films de cinéma, téléfilms, documentaires, courts métrages et films d'animation et plus de 60 séries qui ont vu le jour grâce aux moyens alloués via le Pacte de l'audiovisuel. Toutes les régions en profitent: les séries sont doublées ou sous-titrées en français, en allemand et en italien, diffusées dans le programme linéaire et mises à disposition en ligne.

Nombre de coproductions Pacte financées en 2025

Programme	2025	2024	2023
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)	72	75	84
Radio Télévision Suisse (RTS)	61	56	69
Radiotelevisione svizzera (RSI)	28	26	28
Radiotelevisiun Svizra Rumantscha (RTR)	8	4	6
Total	169	161	187



04 Statistiques de programme

Image: régie de télévision

Collecte et méthodologie

Utilisation globale radio, TV, online et médias sociaux

Afin de recenser l'**utilisation globale de l'ensemble de ses offres**, la SSR mène, en collaboration avec l'institut d'études de marché Intervista, une enquête représentative en ligne auprès de la population. Deux fois l'an, quelque 2300 personnes (15 ans ou plus, toutes régions linguistiques suisses) indiquent les vecteurs via lesquels elles utilisent les offres média de la SSR et de ses unités d'entreprise, et à quelle fréquence elles le font. Grâce à l'utilisation ainsi recensée (offres radio, TV, en ligne, apps et contenus SSR sur les plateformes de médias sociaux), il est possible de calculer l'utilisation globale de la population active sur le web – soit les personnes qui utilisent Internet – de 15 ans ou plus en Suisse. Critère d'utilisation appliqué: utilisation hebdomadaire d'au moins une offre de la SSR à la TV, à la radio ou sur ses sites web, ses apps ou ses plateformes de médias sociaux (pénétration hebdomadaire en %).

Mesure de l'audience Radio

Les taux d'écoute reposent sur les mesures de l'institut de recherche Mediapulse et peuvent être comparés avec ceux de n'importe quel autre radiodiffuseur en Suisse.

Analyse de 230 stations radio en Suisse

L'institut de recherche Mediapulse mesure chaque jour la consommation radio d'au moins 1533 personnes issues des quatre régions linguistiques suisses. Cet échantillon représentatif permet d'analyser l'utilisation radio en direct de la population suisse. Mediapulse mesure l'utilisation en direct de programmes radio via l'ensemble des vecteurs de diffusion (analogiques et numériques), streaming en simultané compris, pour autant qu'il ne se fasse pas à l'aide d'un casque audio. L'utilisation d'offres radio en différé et à la demande n'est quant à elle pas recensée.

Pour la mesure de l'utilisation radio, des personnes âgées de 15 ans ou plus comprenant une langue nationale et domiciliées en Suisse sont sélectionnées au hasard et dans le respect de critères représentatifs de la population – comme l'âge, le genre ou la région de domicile. Ces personnes portent une montre spéciale à leur poignet pendant un ou six mois (chaque groupe compte la moitié des participant.es). La montre enregistre l'environnement acoustique, environnement ensuite comparé aux programmes radio mesurés. De cette manière, on peut déduire quelles stations la personne a écoutées ou étaient diffusées en fond sonore. Les valeurs ainsi collectées renseignent sur la pénétration, les parts de marché et la durée d'utilisation d'environ 230 stations radio suisses et limitrophes.

La source ainsi que des informations complémentaires sur la méthodologie appliquée sont disponibles sur le site web de Mediapulse sous mediapulse.ch/fr/radio/introduction.

Contenu des programmes des stations radio SSR

Les stations radio SSR proposent un programme généraliste. Cela signifie qu'elles émettent tous les jours, 24 heures sur 24. Les statistiques des programmes offrent une synthèse – présentée en heures – des contenus des programmes diffusés au cours de l'exercice sous revue. Elles documentent la diversité des contenus et soulignent les spécialités de chacun des programmes radio. Les statistiques de programmes ne font pas la distinction entre une première diffusion et une rediffusion ni entre les productions maison et les productions de tiers. De même, les statistiques ne permettent pas de déterminer des profils de prime time ni d'établir des comparaisons de programmes à l'échelle interrégionale.

Mesure de l'audience TV

Les taux d'écoute reposent sur les mesures de l'institut de recherche Mediapulse et peuvent être comparés avec ceux de n'importe quel autre télédiffuseur en Suisse.

Consommation TV en Suisse

La mesure de l'audience TV de l'institut de recherche Mediapulse renseigne sur la consommation TV de toutes les personnes résidant en Suisse, âgées de 3 ans ou plus, qui vivent dans un ménage comptant au moins un téléviseur. Comme il serait impossible de mesurer directement la consommation TV de tous les ménages du pays, Mediapulse collecte des données auprès d'un échantillon de ménages sélectionnés au hasard. Le panel télévision de Mediapulse comprend aujourd'hui presque 1900 foyers répartis dans toute la Suisse, qui transmettent quotidiennement des données d'utilisation TV.

Pour mesurer l'utilisation, un appareil de mesure relié à la télévision transmet le son de l'appareil à un centre de données. Dans ce dernier, le signal audio enregistré est comparé à plus de 400 signaux de référence enregistrés directement auprès des chaînes TV. Les sons correspondants aux signaux de référence permettent de savoir quelle chaîne est regardée, et donc de mesurer l'utilisation. Ce procédé permet de mesurer non seulement l'utilisation en direct, mais aussi celle en différé, jusqu'à sept jours après la diffusion initiale.

Le 1^{er} juillet 2022, la recherche d'audience TV est passée à un système hybride de mesure TV qui ajoute à la mesure via panel existante les données de set top boxes numériques. Le système de mesure TV hybride augmente la granularité des données d'utilisation TV.

Source et informations complémentaires sous mediapulse.ch/fr/tv/introduction.

Contenu des programmes des chaînes TV SSR

Les chaînes de télévision SSR proposent un programme généraliste. Cela signifie qu'elles émettent tous les jours, 24 heures sur 24. Les statistiques des programmes offrent une synthèse – présentée en heures – des contenus des programmes diffusés au cours de l'exercice sous revue. Elles documentent la diversité des contenus et soulignent les spécialités de chacun des programmes TV. Les statistiques de programmes ne font pas la distinction entre une première diffusion et une rediffusion ni entre les productions maison et les productions de tiers. De même, les statistiques ne permettent pas de déterminer des profils de prime time ni d'établir des comparaisons de programmes à l'échelle interrégionale.

Mesures d'utilisation Offre en ligne

La mesure d'utilisation de l'offre en ligne renseigne sur l'utilisation des offres en ligne de la SSR au cours de l'exercice sous revue. Elle couvre l'utilisation de sites web, d'apps, de la HbbTV et des médias sociaux. Les chiffres d'utilisation de la plateforme de streaming nationale Play Suisse sont présentés séparément. Play Suisse propose un large éventail de séries, de films et de documentaires provenant des quatre régions linguistiques du pays. Elle est disponible sous forme d'application web ou d'application pour smartphone, tablette, PC et TV.

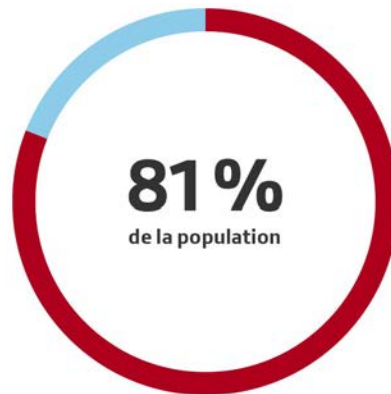
Méthodologie

La mesure de l'utilisation des sites web et des apps se base sur le logiciel d'analyse numérique Mapp Intelligence. La mesure technique se fait au moyen de «tracking tags». Les chiffres d'utilisation des médias sociaux sont déterminés à l'aide du logiciel Facelift Data Studio, les plateformes de médias sociaux étant les sources de données primaires connectées à Facelift Data Studio.

Utilisation globale de l'offre SSR

Utilisation globale de l'offre SSR

TV, radio, sites web, apps, médias sociaux

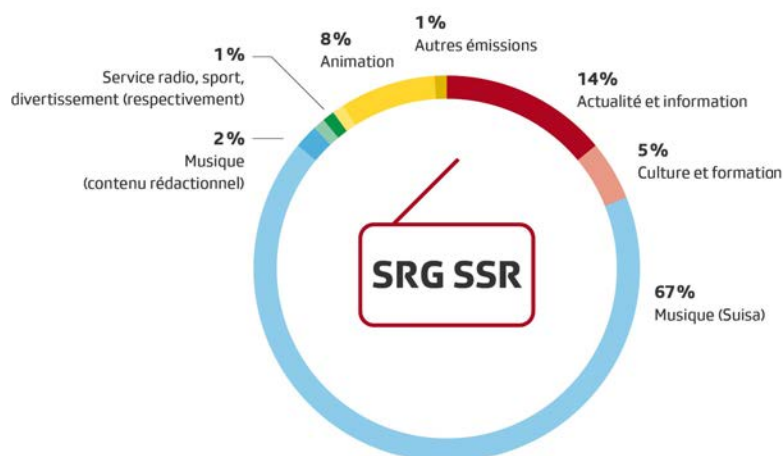


81 % de la population active sur le web âgée de 15 ans et plus en Suisse utilise au moins une fois par semaine une offre de la SSR à la TV, à la radio ou sur ses sites web, ses apps ou ses plateformes de médias sociaux.

Source: [enquête en ligne SSR](#) (Intervista), automne 2025, n(CH)=2303, population active web de 15 ans et plus, pénétration hebdomadaire en %.

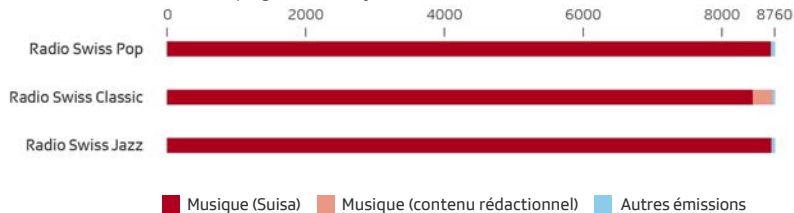
Programmes radio SSR

Temps de programme par type de contenu – SSR



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Swiss Satellite Radio

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)*



La musique et les musicien.nes suisses à l'honneur

Dans son offre radio, TV et en ligne, la SSR promeut l'image de la musique suisse, tous styles confondus, et offre une plateforme aux musicien.nes et aux jeunes talents. En outre, elle soutient la branche de la musique suisse au travers de contenus rédactionnels, d'émissions spéciales, d'événements et de partenariats (p. ex. Journée de la musique suisse de la SSR, M4music et Label Suisse Festival), ainsi qu'avec les plateformes mx3.ch et Play Suisse.

En 2004, avec la signature la Charte de la musique suisse, la SSR s'est engagée à diffuser une part appropriée de productions musicales suisses dans ses programmes radio. L'accord avec la branche de la musique est une véritable success story: depuis son entrée en vigueur, la part de musique suisse a augmenté sur l'ensemble des stations SSR. En 2025, elles ont ainsi diffusé en moyenne 38 % de musique suisse.

Temps d'antenne dévolu à la musique suisse* à la radio selon l'accord avec la branche de la musique (objectif) et temps effectif (part réelle)

Station	2025		2024		2023	
	Objectif	Part réelle	Objectif	Part réelle	Objectif	Part réelle
Radio SRF 1	24,0	25,3	24,0	26,7	24,0	25,5
Radio SRF 2 Kultur	30,0	45,5	30,0	45,7	28,5	45,3
Radio SRF 3	30,0	43,9	30,0	42,9	30,0	43,1
Radio SRF Virus	46,0	49,7	46,0	50,1	45,0	50,3
Radio SRF Musikwelle	48,0	54,4	48,0	54,3	47,0	54,4
RTS Première	28,0	28,3	26,0	28,3	25,0	27,6
RTS Espace 2	27,0	23,1	24,0	26,5	21,0	24,0
RTS Couleur 3	27,0	25,2	25,0	27,0	24,0	27,2
RTS Option Musique	27,0	29,2	26,0	27,6	25,0	27,2
RSI Rete Uno	14,0	16,4	14,0	16,6	13,0	17,1
RSI Rete Due	25,0	32,1	24,0	32,5	24,0	35,7
RSI Rete Tre	15,0	18,6	15,0	17,1	14,0	18,4
Radio RTR	50,0	56,2	50,0	54,2	50,0	54,7
Radio Swiss Pop	50,0	50,2	50,0	50,3	50,0	50,8
Radio Swiss Jazz	50,0	54,5	50,0	55,2	50,0	54,8
Radio Swiss Classic	50,0	57,5	50,0	58,5	50,0	57,8

* Par musique suisse, on entend tout enregistrement ou toute diffusion en direct d'un.e compositeur.trice, interprète ou producteur.trice suisse, ou tout enregistrement à participation suisse substantielle.

Pénétration – Total programmes radio SSR

☞ Nombre d'auditeur.trices par jour en Suisse

Programmes radio SSR



Stations privées CH



Stations étrangères



45 % de la population suisse écoute chaque semaine les stations radio SSR.

Source: Panel radio Mediapulse, EvoRep, total Suisse, 15 ans et +, 1.1.–31.12.2025, lu–di, 24h, PN-m, radio en direct.

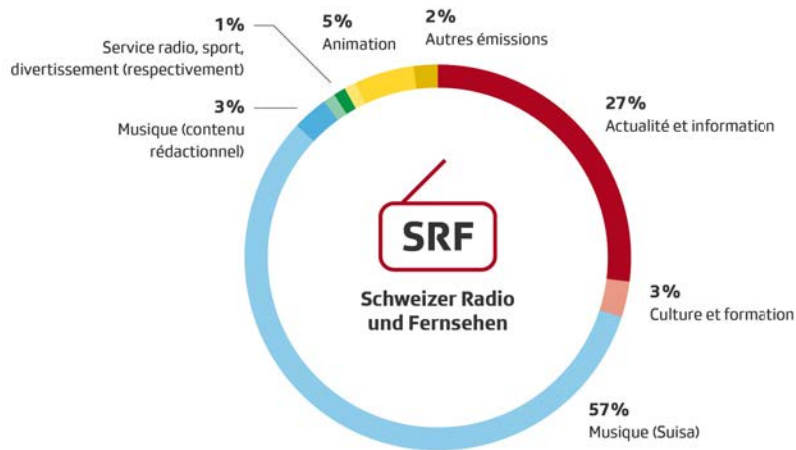
* L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

Source: valeur de 45 %: Mediapulse Radio Data, total Suisse, personnes de + de 15 ans, lu-di, 24h, pénétration hebdomadaire en % (définition de contact: au moins 15 min. d'utilisation consécutive par semaine), du 30.12.2024 au 28.12.2025, Univers radio à partir de 15 ans (7 442 694).

Radio SRF

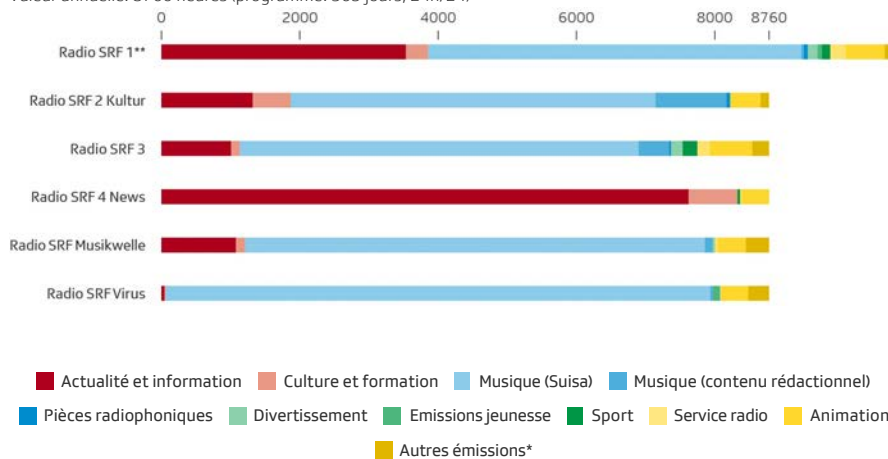
Temps de programme par type de contenu (en heures) – Radio SRF

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)
Différences possibles en raison des arrondis



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Programmes radio SRF

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)



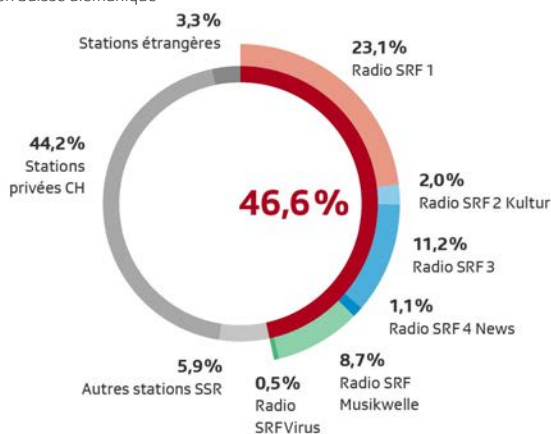
L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures.

** Sur Radio SRF 1, le total effectif dépasse 8760 heures par an en raison de la diffusion en parallèle des journaux régionaux.

Parts de marché – Radio SRF

Part de l'utilisation globale en Suisse alémanique



Pénétration – Radio SRF

∅ Nombre d'auditeur.trices par jour en Suisse alémanique

Total Radio SRF



Radio SRF 1



Radio SRF 2 Kultur



Radio SRF 3



Radio SRF 4 News



Radio SRF Musikwelle



Radio SRF Virus



Autres stations SSR



Stations privées CH



Stations étrangères

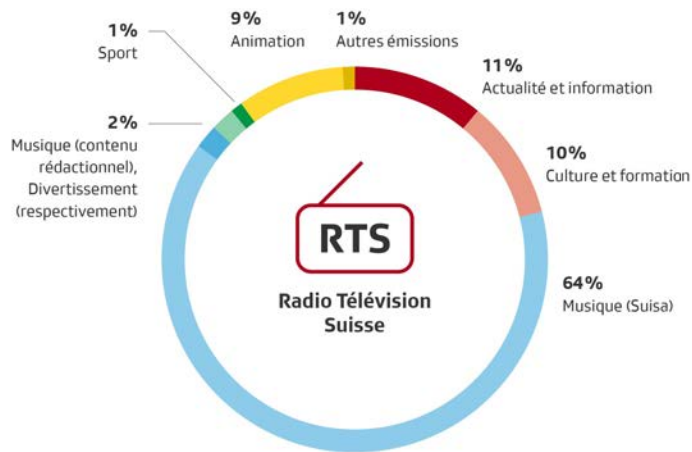


Source: Panel radio Mediapulse, EvoRep, Suisse alémanique, personnes de 15 ans et +, 1.1.–31.12.2025, lu–di, 24h, PN-m, radio en direct

Radio RTS

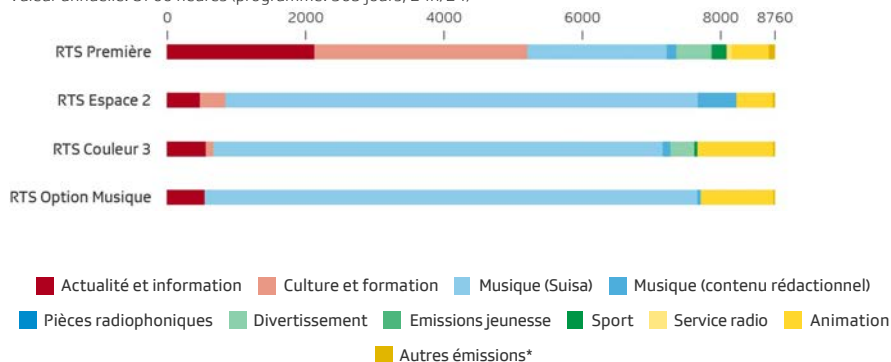
Temps de programme par type de contenu (en heures) – Radio RTS

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)
Différences possibles en raison des arrondis



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Programmes radio RTS

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)

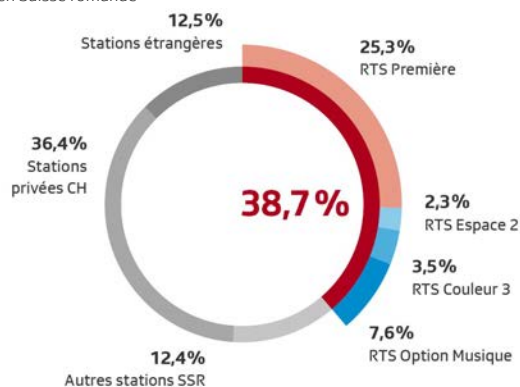


L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures.

Parts de marché – Radio RTS

Part de l'utilisation globale en Suisse romande



Pénétration – Radio RTS

∅ Nombre d'auditeur.trices par jour en Suisse romande

Total RTS



RTS Première



RTS Espace 2



RTS Couleur 3



RTS Option Musique



Autres stations SSR



Stations privées CH



Stations étrangères

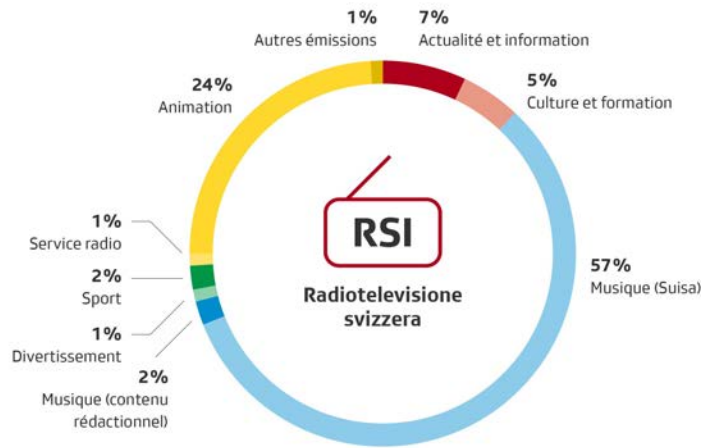


Source: Panel radio Mediapulse, EvoRep, Suisse romande, personnes de 15 ans et +, 1.1.–31.12.2025, lu–di, 24h, PN–m, radio en direct.

Radio RSI

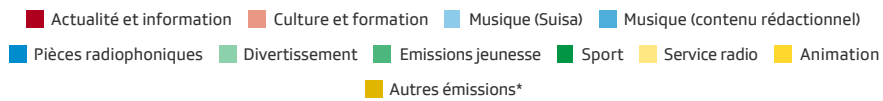
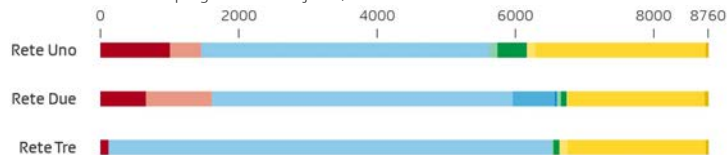
Temps de programme par type de contenu (en heures) – Radio RSI

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)
Différences possibles en raison des arrondis



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Programmes radio RSI

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)

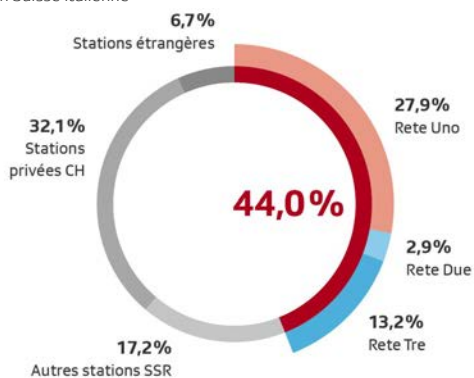


L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures.

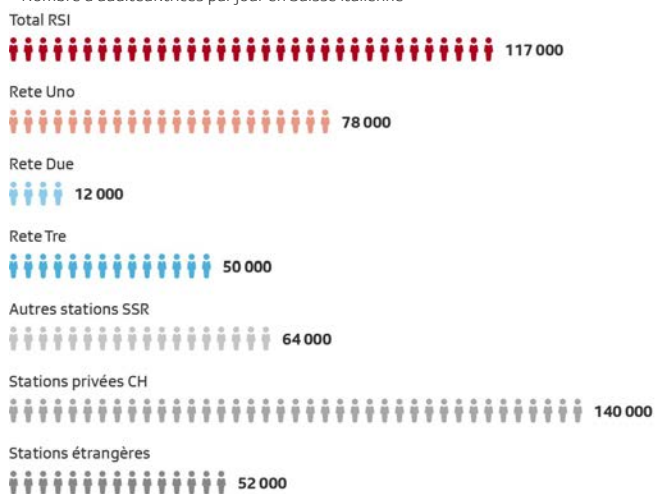
Parts de marché – Radio RSI

Part de l'utilisation globale en Suisse italienne



Pénétration – Radio RSI

◊ Nombre d'auditeur.trices par jour en Suisse italienne



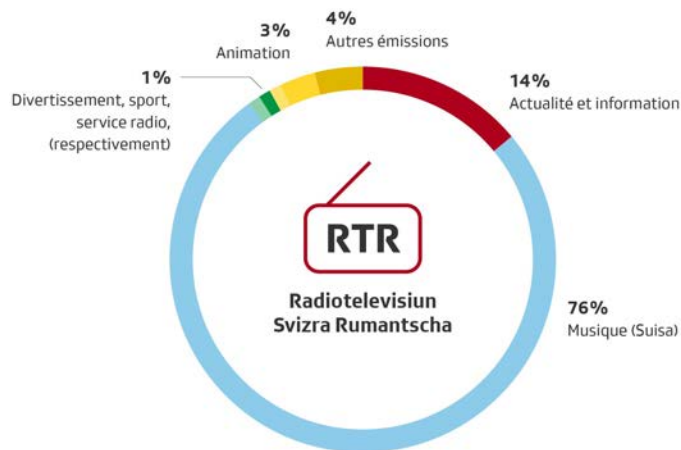
Source: Panel radio Mediapulse, EvoRep, Suisse italienne, personnes de 15 ans et +, 1.1.–31.12.2025, lu–di, 24h, PN–m, radio en direct.

Radio RTR

Temps de programme par type de contenu (en heures) – Radio RTR

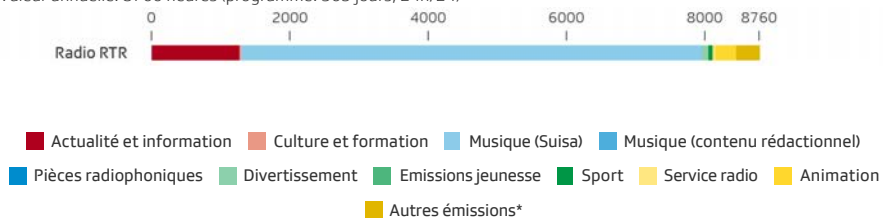
Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)

Différences possibles en raison des arrondis



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Programmes radio RTR

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)



L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures.

Pénétration — Radio RTR

⊗ Nombre d'auditeur.trices par jour dans toute la Suisse

Radio RTR

 19 000

Total programmes radio SSR

 2 875 000

Stations privées CH

 3 330 000

Stations étrangères

 696 000

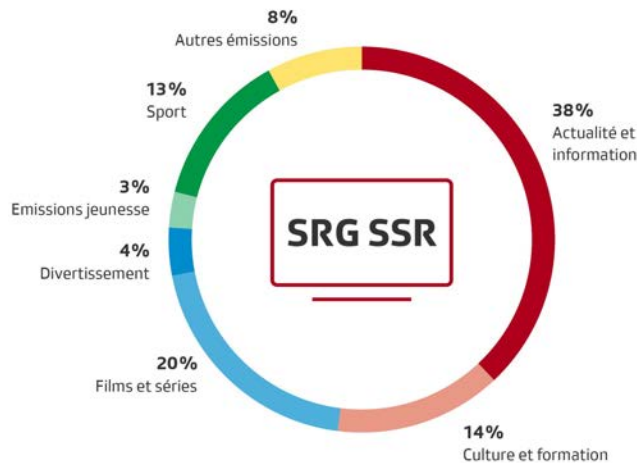
Les chiffres concernant Radio RTR sont représentés en moyenne suisse dans la mesure où selon les estimations, environ un tiers des personnes parlant le romanche habite en dehors du canton des Grisons. Selon l'Office fédéral de la statistique, le romanche est parlé en Suisse par environ 37 000 personnes de 15 ans ou plus (0,5 % de la population). A l'échelle de la Suisse entière, Radio RTR touche 19 000 personnes de 15 ans ou plus.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS): langues parlées habituellement à la maison, données cumulées 2023 (su-d-01.08.01.02). Panel radio Mediapulse, EvoRep, total CH, personnes de 15 ans et +, 1.1.–31.12.2025, lu–di, 24h, PN-m, radio en direct.

Programmes TV SSR

Temps de programme par type de contenu – SSR

Y compris 3sat et TV5 Monde
Différences possibles en raison des arrondis



Pénétration – Total programmes TV SSR

☞ Nombre de téléspectateur.trices par jour en Suisse



53%

Télévision: la SSR touche chaque semaine 53 % de la population suisse.

Prime time (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 18 h 00 et 23 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

24 heures (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 2 h 00 et 2 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

Source: TV Data Mediapulse, Instar Analytics, Suisse entière, 3 ans et +, total SSR, 2025, lu-di, 24 heures, PN-m, toutes plateformes confondues, overnight +7.

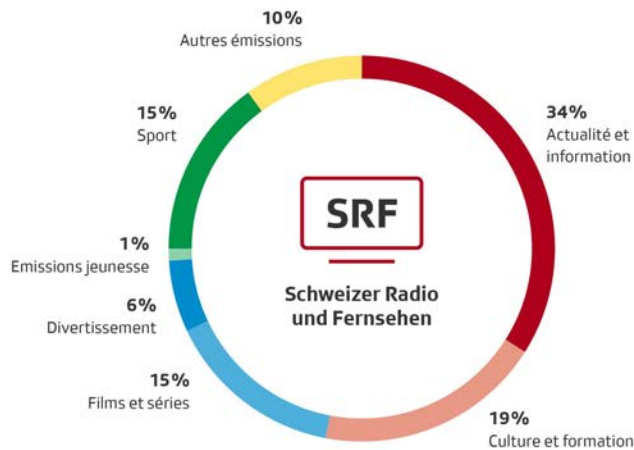
* L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

Source: valeur de 53 %: Mediapulse TV Data, Instar Analytics 15+, total Suisse, Overnight +7, pénétration hebdomadaire en % (définition de contact: au moins 15 min. d'utilisation consécutive par semaine), du 30.12.2024 au 28.12.2025, Univers TV: personnes à partir de 15 ans dans les ménages TV de Suisse (7 693 000).

TV SRF

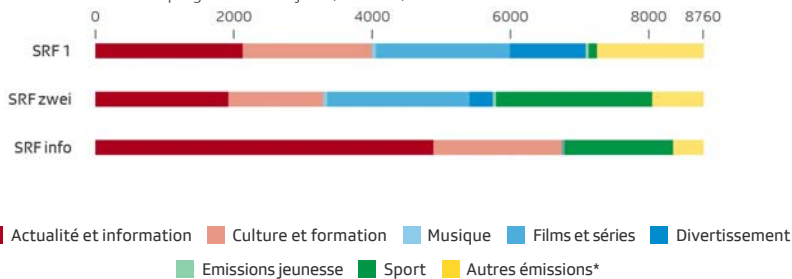
Temps de programme par type de contenu (en heures) – SRF

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24), sans 3sat
Différences possibles en raison des arrondis



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Programmes TV SRF

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24), SRF 1 sans émissions romanches

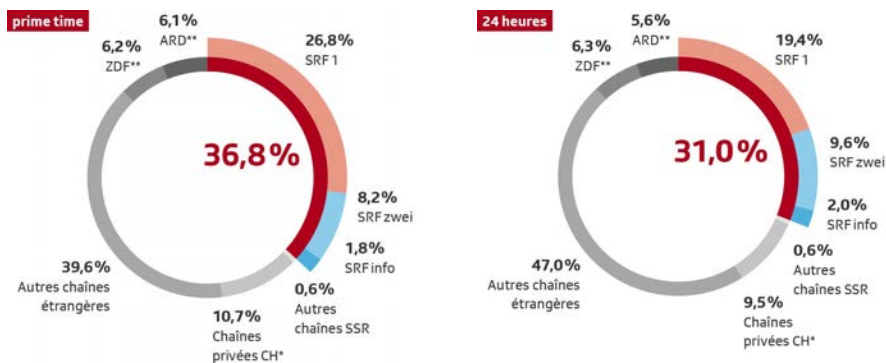


L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures.

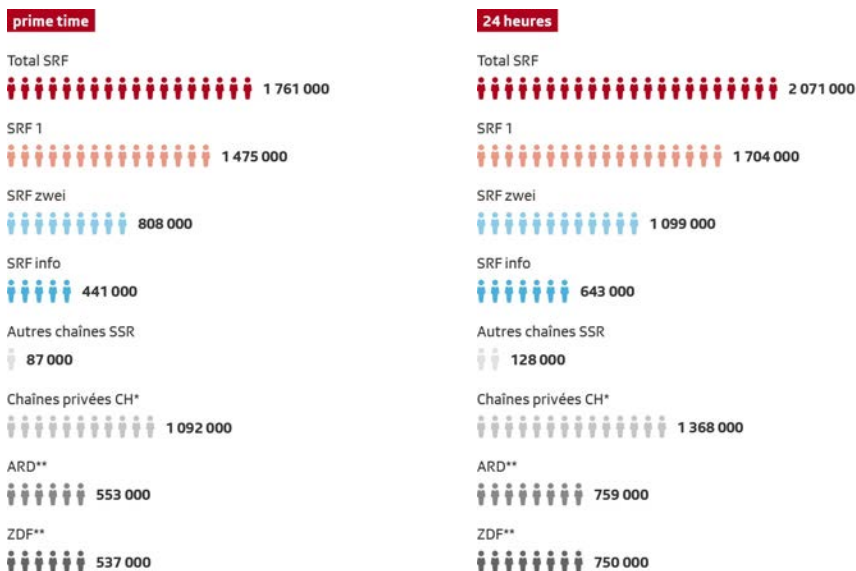
Parts de marché – SRF

Part de l'utilisation globale en Suisse alémanique



Pénétration – SRF

∅ Nombre de téléspectateur.trices par jour en Suisse alémanique



Prime time (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 18 h 00 et 23 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

24 heures (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 2 h 00 et 2 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

Source: TV Data Mediapulse, Instar Analytics, Suisse alémanique, 3 ans et +, 2025, lu–di, prime time, 24 heures, PN-m, toutes plateformes confondues, overnight +7.

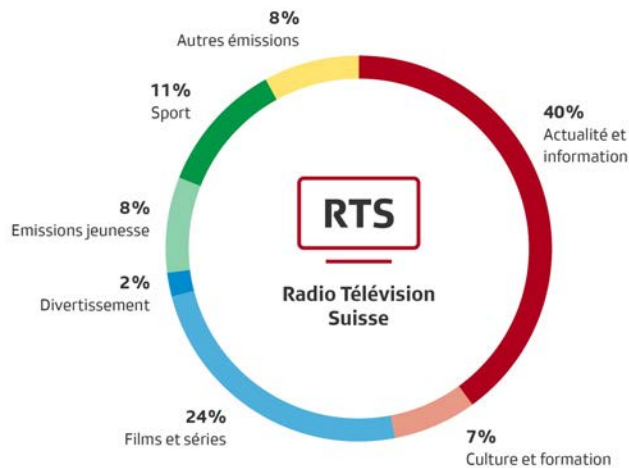
* Chaînes privées CH: Star TV, Tele Top, Telebasel, TeleBärn, Tele M1, TeleZüri, TSO, Tele 1, 3+, 4+, 5+, S1, TV24, TV25, Puls 8, Swiss 1, blue Zoom D, Wetter TV, Lémanbleu, La télé, TeleBilingue, Canal 9, Canal Alpha, Teleticino, Carac 1, Carac 2, Carac 3, Carac 4, MySports One D, MySports One F

** Ces chaînes sont les plus grandes concurrentes étrangères de SRF.

TV RTS

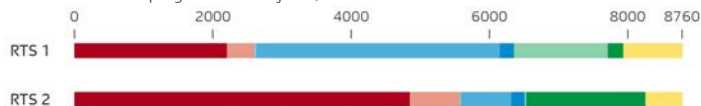
Temps de programme par type de contenu (en heures) – RTS

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24), sans TV5 Monde
Différences possibles en raison des arrondis



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Programmes TV RTS

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)



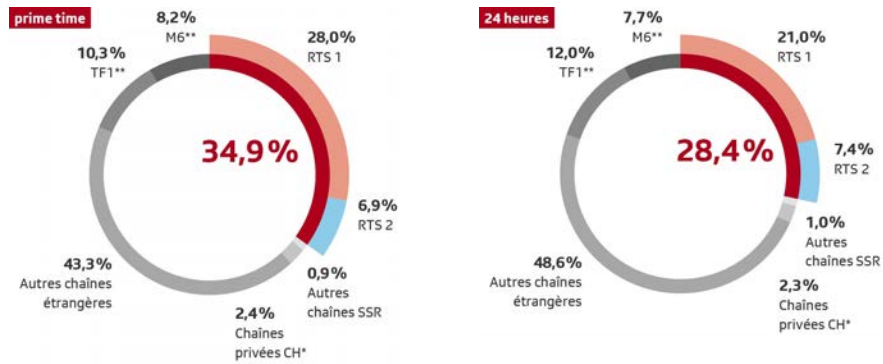
- Actualité et information
- Culture et formation
- Musique
- Films et séries
- Divertissement
- Emissions jeunesse
- Sport
- Autres émissions*

L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures.

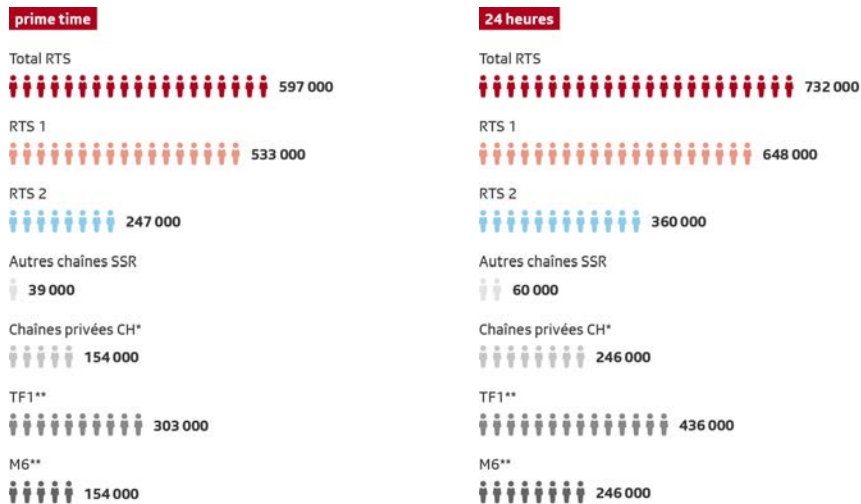
Parts de marché – RTS

Part de l'utilisation globale en Suisse romande



Pénétration – RTS

∅ Nombre de téléspectateur.trices par jour en Suisse romande



Prime time (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 18 h 00 et 23 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

24 heures (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 2 h 00 et 2 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

Source: TV Data Mediapulse, Instar Analytics, Suisse romande, 3 ans et +, 2025, lu–di, prime time, 24 heures, PN-m, toutes plateformes confondues, overnight +7.

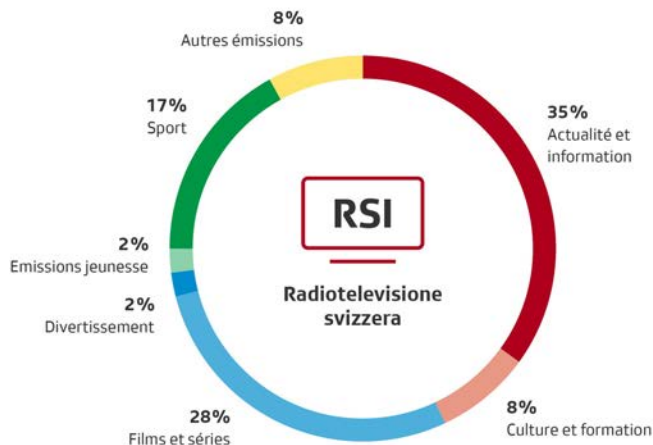
* Chaînes privées CH: Star TV, Tele Top, Telebasel, TeleBärn, Tele M1, TeleZüri, TSO, Tele 1, 3+, 4+, 5+, S1, TV24, TV25, Puls 8, Swiss 1, blue Zoom D, Wetter TV, Lémanbleu, La télé, TeleBilingue, Canal 9, Canal Alpha, Teleticino, Carac 1, Carac 2, Carac 3, Carac 4, MySports One D, MySports One F

** Ces chaînes sont les plus grandes concurrentes étrangères de la RTS. TF1 et M6: les données concernent uniquement le signal suisse.

TV RSI

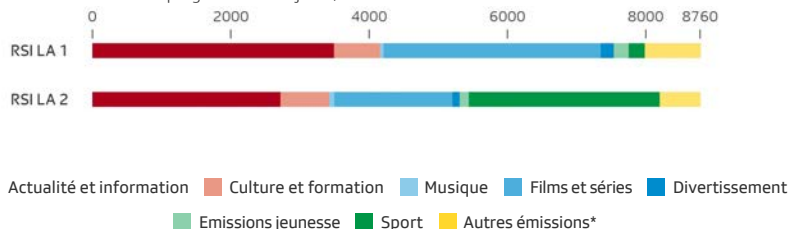
Temps de programme par type de contenu (en heures) – RSI

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)
Différences possibles en raison des arrondis



Temps de programme par type de contenu (en heures) – Programmes TV RSI

Valeur annuelle: 8760 heures (programme: 365 jours, 24h/24)

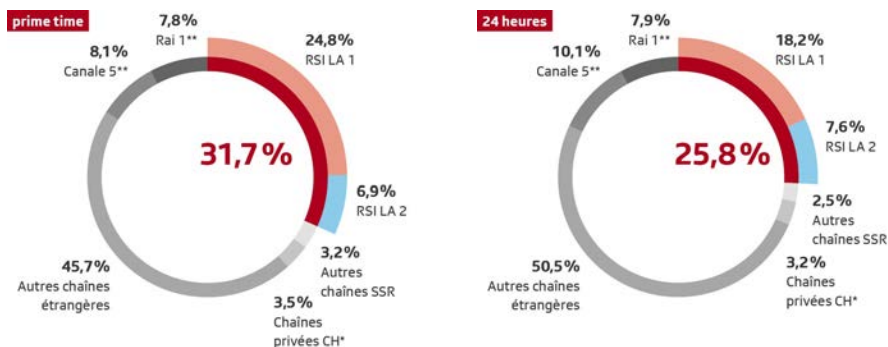


L'aperçu détaillé des temps de programme est disponible dans le [Download Center](#).

* Y compris les rubriques comptabilisant moins de 50 heures.

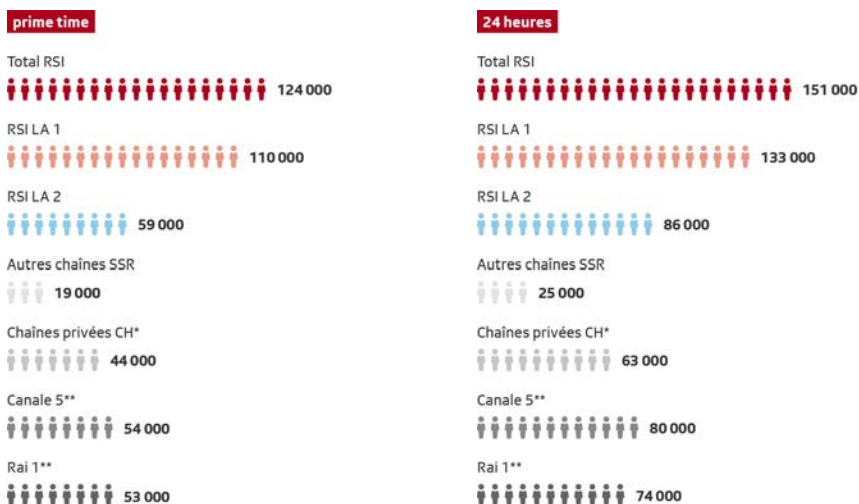
Parts de marché – RSI

Part de l'utilisation globale en Suisse italienne



Pénétration – RSI

⊗ Nombre de de téléspectateur.trices par jour en Suisse italienne



Prime time (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 18 h 00 et 23 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

24 heures (overnight +7): utilisation en direct des émissions diffusées entre 2 h 00 et 2 h 00, y compris rattrapage de cette tranche jusqu'à 7 jours plus tard (3 ans et +)

Source: TV Data Mediapulse, Instar Analytics, Suisse italienne, 3 ans et +, 2025, lu–di, prime time, 24 heures, PN-m, toutes plateformes confondues, overnight +7.

* Chaînes privées CH: Star TV, Tele Top, Telebasel, TeleBärn, Tele M1, TeleZüri, TSO, Tele 1, 3+, 4+, 5+, S1, TV24, TV25, Puls 8, Swiss 1, blue Zoom D, Wetter TV, Lémanbleu, La télé, TeleBilingue, Canal 9, Canal Alpha, Teleticino, Carac 1, Carac 2, Carac 3, Carac 4, MySports One D, MySports One F

** Ces chaînes sont les plus grandes concurrentes étrangères de la RSI.

Statistiques offre en ligne

Indicateurs nationaux

SRG SSR
26 336 890
utilisateurs par mois

Un utilisateur correspond à un navigateur ou une application qui se connecte à une offre en ligne. Il se détermine au moyen d'un cookie et d'autres caractéristiques d'identification. Un même utilisateur n'est compté qu'une seule fois durant la période d'observation.


SRF
14 267 037
Schweizer Radio und Fernsehen

 Apps, HbbTV et site web srf.ch
RTS
6 471 339
Radio Télévision Suisse

 Apps, HbbTV et site web rts.ch
RSI
2 361 289
Radiotelevisione svizzera

 Apps, HbbTV et site web rsi.ch
RTR
248 018
Radiotelevisioni Svizra Rumantscha

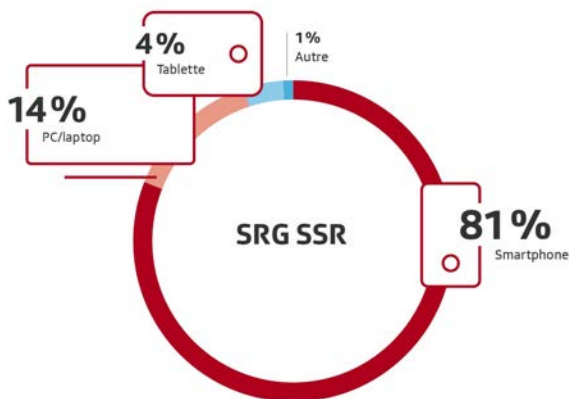
 Apps et site web rtr.ch
SWI
3 477 192
swissinfo.ch

 Apps et site web swissinfo.ch

Source: Mapp Intelligence

Parts de visites hors streaming, par appareil

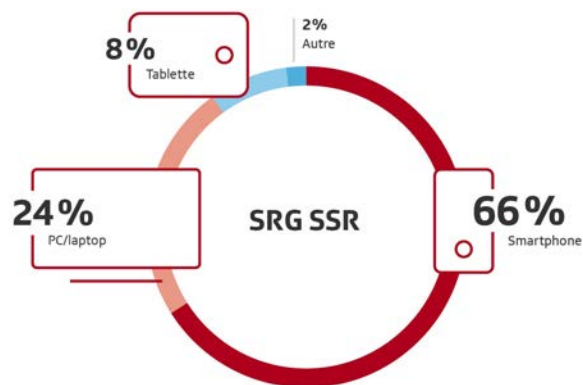
Sites web, apps et HbbTV



Total visites hors streaming: 1 246 656 408

Parts de visites avec streaming, par appareil

Sites web, apps et HbbTV



Total visites avec streaming: 340 039 889

Visite: visite sur un site web, sur une app ou sur la HbbTV par un utilisateur

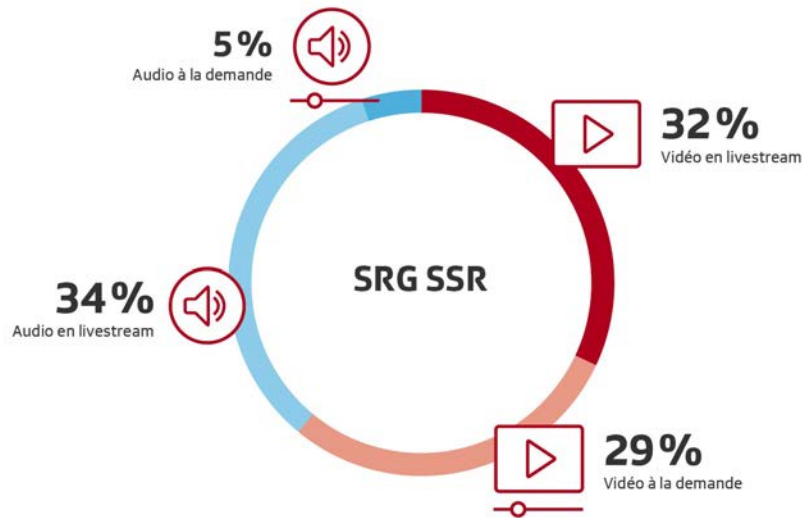
Streaming: lecture de contenus audio ou vidéo

Source: Mapp Intelligence

Explication: les deux graphiques soulignent que le choix de l'appareil est lié au type d'utilisation. Regarder ou écouter des contenus vidéo ou audio en streaming se fait généralement sur de plus grands écrans (PC/laptop: 24 % vs. 14 %) ou tablette (8 % vs. 4 %), tandis que lire des articles, par exemple, se fait plutôt sur smartphone (81 % vs. 66 %).

Durée de streaming par vecteur audio et vidéo

Sites web, apps et HbbTV



Total en heures: 154 421 568

Durée de streaming: indique combien de temps des contenus audio et vidéo ont été consommés au total.

A la demande: consommation en différé de contenus audio et vidéo

Livestream: consommation de contenus audio et vidéo diffusés simultanément à la radio ou à la TV et d'autres transmissions en direct

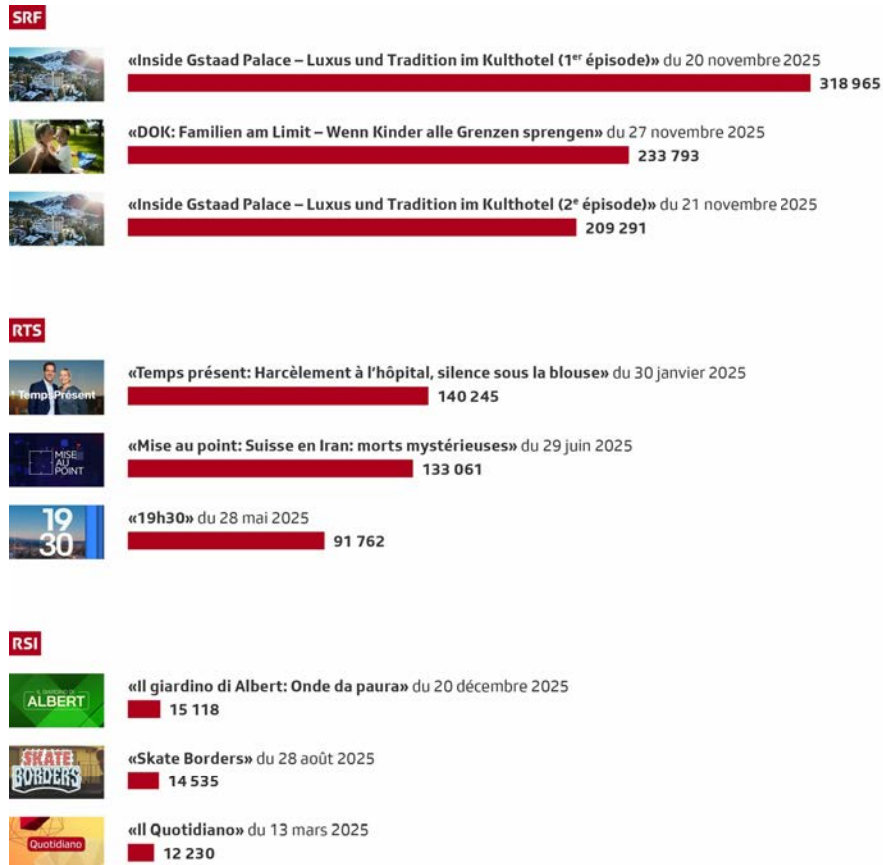
Source: Mapp Intelligence

Explication: le graphique montre que les vidéos en livestream et à la demande et les audios en livestream (95 % au total) sont les plus utilisés, au détriment des audios à la demande (5 %).

Emissions les plus regardées

Les trois émissions TV les plus regardées en vidéo à la demande (media views)

Sites web, apps et HbbTV



Media views: nombre de vues d'un contenu vidéo

Visionnage à la demande d'émission TV: contenus proposés à la TV et regardés en ligne en différé

Source: Mapp Intelligence

Vidéos les plus regardées sur les médias sociaux



Vidéo la plus regardée sur Instagram par unité d'entreprise (views)



6 380 795 views

Une voiture fonce sur des manifestants,
SRF News
[Regarder](#)



6 560 852 views

Parlez-vous romand? RTS Archives
[Regarder](#)



2 050 876 views

Aide d'urgence dans la bande de Gaza,
RSI Info
[Regarder](#)



185 250 views

Glissement de terrain à Livigno, RTR
[Regarder](#)



326 193 views

Eboulement à Blatten, SWI
[Regarder](#)

 Vidéo la plus regardée sur Youtube par unité d'entreprise (views)



1 559 525 views

«eimol s'menü bünzli», SRF Studio 404
[Regarder](#)



1 386 561 views

De l'eau gratuite au restaurant?
 RTS Couleur 3
[Regarder](#)



465 615 views

Le mannequin Bianca Balti parle de sa mastectomie, RSI
[Regarder](#)



9 418 views

Les coulisses du tournoi Pee-Wee, RTR Films
[Regarder](#)



89 926 views

Faits et opinions à l'époque du clickbait, SWI
[Regarder](#)

 Vidéo la plus regardée sur Facebook par unité d'entreprise (views)



3 060 262 views

Une voiture fonce sur des manifestants, SRF News
[Regarder](#)



2 673 619 views

Un agriculteur bio des années 70 se confie, RTS Archives
[Regarder](#)



1 837 341 views

Inter-Lugano en Coupe de l'Uefa il y a 30 ans, RSI Sport
[Regarder](#)



97 972 views

Glissement de terrain à Livigno, RTR
[Regarder](#)



1 045 551 views

Eboulement à Blatten, SWI
[Regarder](#)

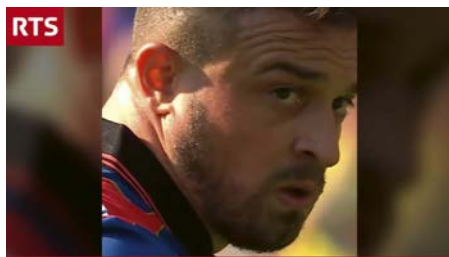


Vidéo la plus regardée sur Tiktok par unité d'entreprise (views)



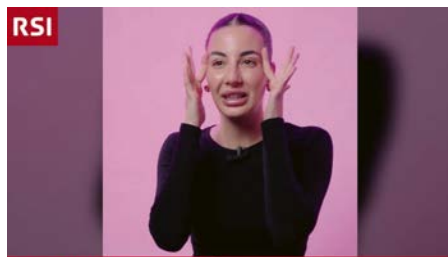
11 855 921 views

Une voiture fonce sur des manifestants, SRF News
Regarder



3 756 605 views

Karlo Letica brille contre Shaqiri à Lausanne, RTS sport
Regarder



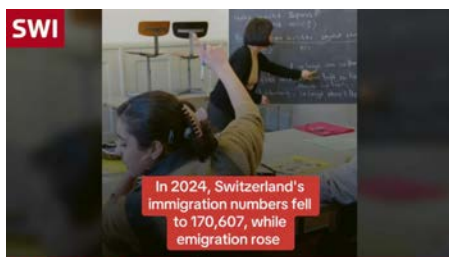
1 125 604 views

Entre fillers et standards de beauté, RSI Spam
Regarder



665 806 views

Qui donne le ton sur la scène musicale grisonne, RTR
Regarder



284 864 views

Baisse du nombre d'immigrants en Suisse, SWI
Regarder

Views: nombre de lançements des fichiers média. Seuls les fichiers média publiés en 2025 sont pris en compte.

Source: Facelift Data Studio et Facebook Business Manager

Indicateurs Play Suisse

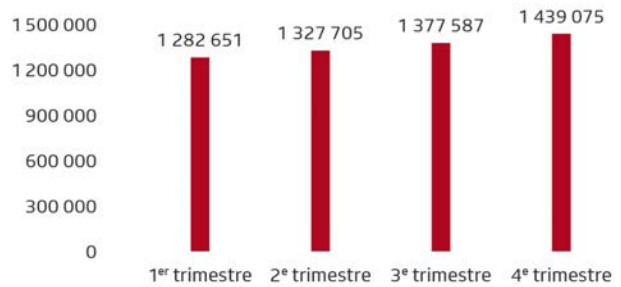
Play Suisse est la plateforme nationale de streaming de la SSR. Elle offre des séries, des fictions et des documentaires en langue originale avec des sous-titres dans les autres langues nationales.

Play Suisse est disponible sous forme d'application web ou d'app pour smartphone, tablette, ordinateur et TV.

1 439 075 comptes

Fin 2025, 1 439 075 comptes avaient été créés sur Play Suisse.

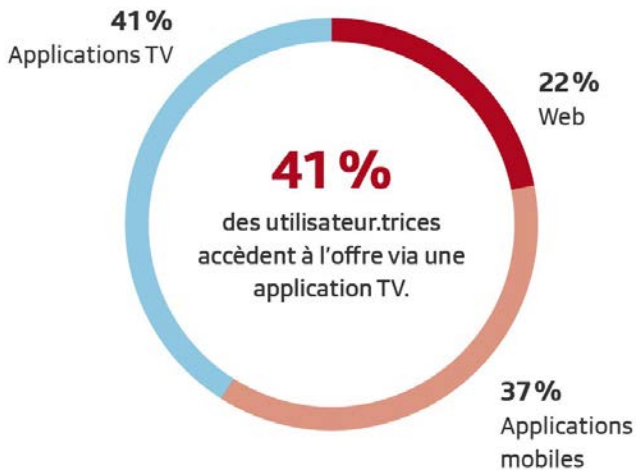
Play Suisse – Comptes créés



Source: Play Suisse Data Lake

Play Suisse – Répartition par type d'accès

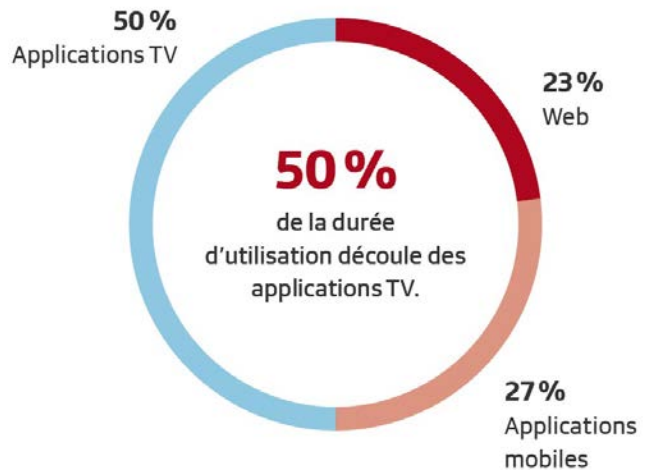
Utilisateurs



Utilisateurs: un utilisateur correspond à un navigateur ou une application qui se connecte à une offre en ligne.

Source: Mapp Intelligence

Durée de streaming



Durée de streaming: indique combien de temps des contenus vidéo ont été consommés au total.

Play Suisse – Les séries, films et documentaires les plus regardés (media views)



1

Tschugger
comédie policière



2

Winter Palace
série dramatique



3

DéTECTIVES... ou presque
série policière



4

Les rivières pourpres
série policière



5

The Deal
série politique



6

Wilder
série policière



7

Le Croque-mort
série policière



8

Lüthi et Blanc
soap



9

Intraçables
série policière



10

Seaside Hotel
série dramatique

Media views: nombre de vues d'un contenu vidéo

Source: Mapp Intelligence




Disponible en application web ou app sur smartphone, tablette, ordinateur et TV.

Découvrir des contenus de toute la Suisse

33 % des utilisateur.trices consomment chaque mois un contenu provenant d'une autre région linguistique que la leur.

[**➤ + Play Suisse**](#)



05 Qualité

Image: production d'un
podcast chez SRF

L'assurance qualité chez SRF / SRG.D

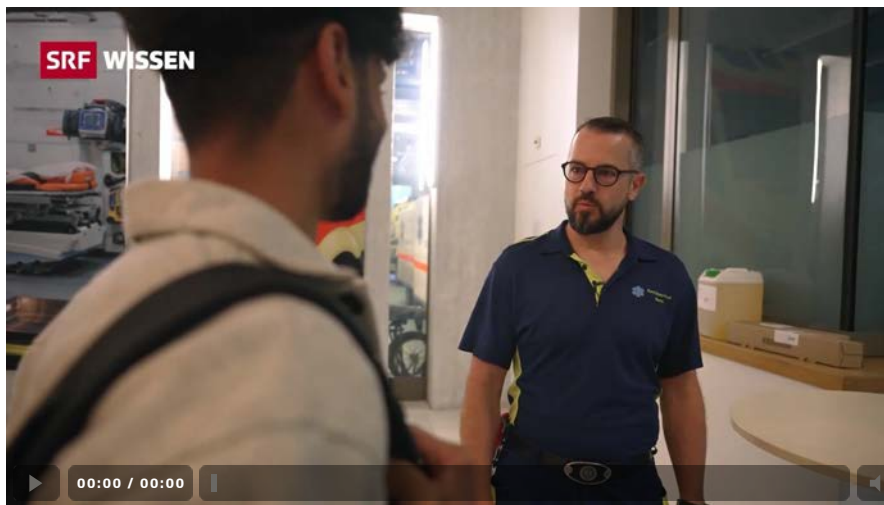
SRF

La qualité, plus que jamais une priorité

Dans l'année sous revue également, la priorité absolue de SRF était de produire des offres de qualité pour le public. Par temps de rigueur budgétaire, les discussions risquent de tourner davantage autour de mesures d'économie et d'augmentation d'efficacité. Afin de préserver l'assurance qualité, le Comité de direction de SRF a ajouté la qualité de l'offre aux douze objectifs de l'entreprise, munie d'un indicateur-clé de performance (ICP) mesurable. Cet ICP mesure la qualité telle que perçue par le public dans le cadre d'un sondage régulier. La réalisation de la valeur-cible relève de la responsabilité de deux membres du Comité de direction. La qualité journalistique ne figure donc pas seulement régulièrement à l'ordre du jour des réunions du Comité de direction, mais fait aussi partie officiellement du reporting trimestriel. Cette attention accrue portée à l'assurance qualité a pour conséquence que la réalisation des objectifs de qualité obligatoires est également discutée au sein des différents genres.

Partenariats de qualité

Pour l'audit qualité 2025 imposé par la loi, SRF a choisi «Puls Check», une offre produite avec un partenaire externe. L'objectif était de vérifier si le système d'assurance qualité est efficace même si toutes les personnes impliquées ne travaillent pas chez SRF et ne connaissent pas les processus internes. Cela est important car des productions seront davantage réalisées avec des partenaires privés de l'industrie audio et vidéo à l'avenir.



Extrait de l'épisode «Crash, Reanimation, Chaos – Notärzte im Einsatz» (Crash, réanimation, chaos – Les médecins urgentistes en action) du 8 août 2025 de «Puls Check» (vidéo: SRF)

La Fachhochschule Graubünden, chargée de l'audit, a donné une bonne note aux réalisateur.trices de «Puls Check». Ce résultat ne va pas de soi, compte tenu des défis que représente une telle production. Le regard externe a également permis d'affiner les processus à différents endroits. Ainsi, SRF s'assurera à l'avenir que les partenaires impliqués connaissent non seulement les lignes directrices journalistiques, mais qu'ils soient également formés à leur mise en œuvre quotidienne. Il est également question d'introduire une formation continue supplémentaire en journalisme auprès des organisations partenaires. En outre, la Haute école spécialisée a suggéré d'élargir le groupe qui donne un feedback externe. Cela devrait permettre de développer la qualité du format.

Nouvelle plateforme de connaissances sur l'IA

Le développement de l'intelligence artificielle (IA) se poursuit à un rythme effréné. Il est donc important que les collaborateur.trices apprennent à utiliser les outils d'IA en toute sécurité dans le quotidien journalistique et qu'il.elles comprennent comment d'autres acteur.trices les utilisent. Une plateforme de connaissances interne, gérée par un réseau d'expert.es en IA, propose des informations, des nouveautés, des tutoriels et des webinaires pour une étude approfondie du sujet. On y trouve également les offres de formation de SRF sur les thèmes de l'IA et de l'informatique.

Formation initiale et continue

Dans le cadre de la formation continue interne, le développement du personnel et la formation proposent, outre des thèmes tels que l'IA et l'informatique, une offre de formation et de perfectionnement adaptée aux besoins et axée sur la pratique dans les domaines du journalisme, des médias numériques, de la technologie, du développement culturel, de la culture de la responsabilité ainsi que de l'entraînement à la prise de parole et à la présentation. L'offre comprend également des cours et des événements sur la conduite, qui sont complétés par des offres qui encouragent les formes de travail modernes, la collaboration et la responsabilité personnelle. Des coachings immédiats sont en outre à la disposition de l'ensemble des collaborateur.trices et dirigeant.es pour les soutenir dans le processus de transformation. Les équipes bénéficient en outre d'ateliers et de mesures d'accompagnement sur mesure. Les événements tels que «Story Summit» et «New Work Day» sont particulièrement appréciés.

En 2025, six stagiaires ont commencé leur formation journalistique de deux ans. Douze jeunes professionnels ont terminé avec succès leur apprentissage chez SRF.

Conseil du public
SRG.D

Une première année réussie pour le nouveau Conseil du public



Clôture de l'année 2025 dans le studio SRF Arena, où se sont réuni.es les participant.es de l'Espace de résonance, les membres de l'équipe de direction et les responsables des programmes SRF. Sur la photo: Christof Thurnherr et Eveline Hipeli (image: SRG.D/Pascal Zeder).

Le Conseil du public de SRG Deutschschweiz (SRG.D) a été renouvelé et s'est totalement réorienté au 1^{er} janvier 2025. En adoptant cette nouvelle ligne, SRG.D entendait réagir à l'évolution des modes d'utilisation des médias, aux changements sociétaux ainsi qu'au besoin d'un dialogue moderne entre le public et l'entreprise média. Le nouveau Conseil du public est un organe consultatif indépendant qui recueille les réactions du public et les intègre dans ses échanges avec les responsables des programmes de Schweizer Radio und Fernsehen (SRF).

Le nouveau modèle se compose d'une équipe de direction, d'un Comité régional et de l'Espace de résonance, lieu central de travail et de dialogue. L'Espace de résonance permet la participation de personnes d'horizons et de réalités différents et encourage les échanges ouverts et constructifs sur les questions liées aux médias. La participation est à la fois physique et virtuelle.

L'année 2025 a été consacrée à l'établissement et à la première mise en pratique de ce nouveau modèle. L'accent a été mis sur le lancement et la concrétisation de ce que l'on appelle des fenêtres de dialogue dans l'Espace de résonance. Ces fenêtres de dialogue offrent un cadre structuré pour les discussions entre le public, le Conseil du public et les créateur.trices de programmes de SRF.



Vidéo sur l'Espace de résonance (SRG.D / Alexandra Meister)

Deux fenêtres de dialogue thématiques ont pris place en 2025. La première était consacrée au rôle des grands événements comme espaces de rencontre sociétale et à la question de savoir quel est l'impact de leur couverture médiatique sur la cohésion sociale. La deuxième fenêtre de dialogue s'est penchée sur le comportement des jeunes en matière d'information et a examiné les canaux par lesquels il.elles s'informent ainsi que leurs attentes envers les offres journalistiques.

En complément des fenêtres de dialogue, d'autres formats d'échange ont été proposés, notamment des entretiens encadrés par des animateur.trices, des enquêtes, des discussions ainsi que des rencontres ponctuelles avec des créateur.trices de programmes – autant de formats qui ont permis d'approfondir le dialogue et de mettre en contexte les différentes perspectives.

Un autre point fort de l'année a été l'échange organisé à la fin de l'année dans le studio d'«Arena», qui a réuni des participant.es à l'Espace de résonance, des membres de l'équipe de direction et des créateur.trices de programmes. L'événement a été l'occasion de réfléchir à la première année du nouveau Conseil du public et d'en tirer des enseignements pour son développement.

Dans l'ensemble, 2025 a été une première année réussie pour le Conseil du public de SRG.D et a posé les bases d'un échange durable et axé sur le dialogue entre le public et SRF. Le besoin d'un dialogue ouvert et constructif s'est clairement fait sentir lors des contacts avec différent.es acteur.trices – un dialogue qui se poursuivra en 2026.

Le Conseil du public de SRG.D se compose comme suit:

- un Espace de résonance
- une équipe de direction
- un Comité régional

Conseil du public SRG.D

Présidente de l'équipe de direction: **Eveline Hipeli**

Membres de l'équipe de direction: **4 (Eveline Hipeli, Arbela Statovci, Christof Thurnherr et un poste vacant)**

Membres du Comité régional: **7**

Organe de médiation: **Esther Girsberger et Urs Hofmann**

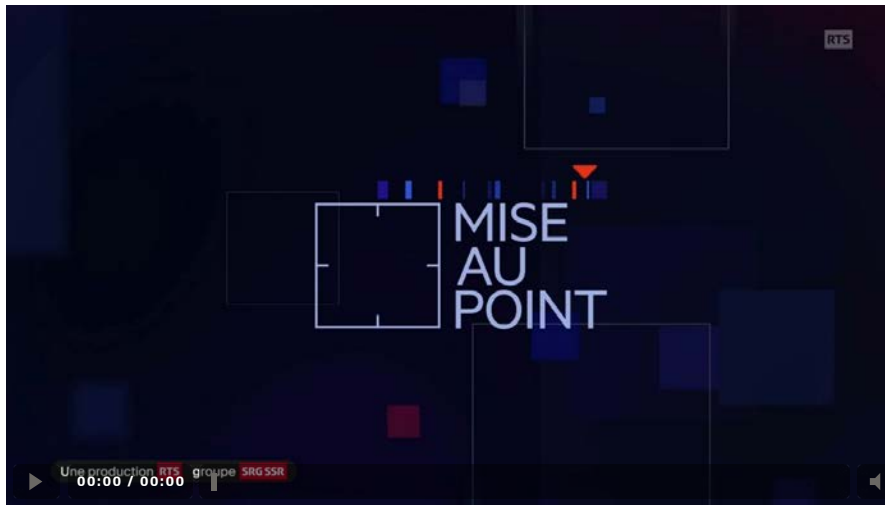
L'assurance qualité à la RTS / SSR.SR

RTS

Les retours du public: un élément-clé de la qualité

Qu'ils soient critiques, élogieux, bienveillants ou parfois acerbes, les avis du public sont essentiels dans notre système d'assurance qualité. La RTS a développé plusieurs outils pour prendre au mieux en considération les avis des Romands et des Romandes sur ses programmes.

Le rapport de l'audit externe qualité mené par la Haute école des Grisons (Fachhochschule Graubünden) au sujet du magazine «Mise au Point» de 2025 le confirme et constate que les feedback externes contribuent de manière substantielle à l'amélioration continue de l'émission. Celle-ci obtient par ailleurs de très bons résultats de la part des expert.es quant à l'application des principes du système d'assurance qualité.



«Mise au point» du 23 novembre 2025 (vidéo: RTS)

La RTS a développé différents outils pour mieux évaluer la perception de ses programmes par le public, notamment avant la diffusion de certaines émissions pendant la phase de développement, avec notamment des tests rapides auprès de petits groupes-cibles, ou après la diffusion via des enquêtes et des sondages. La RTS a également mis en place son propre panel de public, qui compte aujourd'hui près de 1500 membres, auquel elle fait fréquemment appel pour obtenir des avis rapides sur ses contenus. Le Panel RTS est régulièrement présenté à d'autres médias de service public comme un exemple pour la prise en compte des avis du public, et il a même été adapté de façon similaire chez certains confrères.

Formation de base et formation continue

En 2025, la RTS a poursuivi ses efforts en matière de relève en accueillant trois nouveaux stagiaires transmédia pour une durée de deux ans, débutant en août. Cela porte à six le nombre de stagiaires actuellement en poste, témoignant de son engagement continu envers la formation et l'intégration des jeunes talents.

Cette année, les actions de formation ont principalement été orientées autour de deux axes stratégiques: l'intelligence artificielle et le projet «Digital First». Ces thématiques ont été au cœur de plusieurs initiatives de développement des compétences, comme le montrent les chiffres suivants:

- Bakerstreet et Copilot (309 participations)
- L'Intelligence artificielle à la RTS – formation e-learning obligatoire (811 participations)
- SEO: Adopter les bonnes pratiques de référencement (62 participations)
- Digital First: collaborer efficacement avec RTS Info (52 participations)

Par ailleurs, les formations «Erasmus» ont été reconduites dans le cadre du développement des compétences et des échanges intermédia. Le projet «Erasmus» permet aux journalistes d'échanger leurs rôles dans différentes rédactions – de quoi renforcer la collaboration et le partage d'expertise.

Durant l'année sous revue, la RTS a lancé la formation «Santé mentale des journalistes: se protéger face aux pressions et agressions». Cette initiative, soutenue par les Ressources humaines, répond à un besoin réel exprimé par les équipes éditoriales, souvent confrontées à des contenus violents, des témoignages anxiogènes ou encore au cyberharcèlement dans le cadre de leur activité (conflits internationaux, enquêtes, faits divers, etc.). Cette formation a été suivie par 16 collaborateur.trices.

Une année faste pour la RTS avant des changements annoncés



Séance du Conseil du public SSR.SR (image: SSR.SR)

En 2025, le Conseil du public a retrouvé son rythme de croisière, toujours soutenu, en produisant 18 rapports (deux par séance mensuelle). Ces analyses documentées et fouillées ont balisé tout le spectre des productions de la RTS, en radio, en TV, en ligne et sur les réseaux sociaux – avec un accent sur certaines nouvelles formes de production telles que les podcasts ou les formats originaux de «RTS Info Décode» ou «FastCheck».

Analyses thématiques et transversales

Dans l'année sous revue, le Conseil du public a regardé avec attention toutes les séries produites par la RTS. Dans ce cadre, il a salué le saut qualitatif réussi par «En Haute Mer», «Winter Palace» et surtout «The Deal», qui marque, à son avis, l'entrée de la RTS dans la cour des grands en matière de séries télévisées. Il est plus circonspect sur «Espèce menacée», où ressortent les faiblesses déjà souvent identifiées dans les séries de la RTS.

A ce propos, le Conseil du public a pu mieux comprendre l'approche de la RTS quant au processus de création des séries de fiction lors de la séance décentralisée de mai à Neuchâtel. Une découverte enrichissante.

Des émissions phares «solides»

Le Conseil du public a souligné la bonne tenue d'émissions phares, «classiques», de la RTS comme «A Bon Entendeur», «Forum», «Infrarouge» ou «Les Dicodeurs». Il a, pour la première fois, investigué l'envers du décor de la «Météo». Le Conseil du public a également apprécié des productions plus pointues comme «Hautes Fréquences» ou «Monumental».

Le souci de la RTS de rajeunir son public ou de dialoguer avec lui a été bien perçu au travers de l'analyse de «RTS Tataki», dédié aux plus jeunes générations, de la plateforme SSR «Dialogue» ou des nouveaux formats tels que «RTS Info Décode» et «FastCheck».

Des performances à mettre en exergue

Les membres du Conseil du public n'ont pas hésité à consentir un gros investissement en temps pour écouter l'intégralité des podcasts «Soleil noir», «Nos esclaves», «L'affaire Gurlitt» ou «Le Royaume des ex». Cet engagement mérite d'être salué. Ils relèvent la qualité de ces productions et leur intérêt pour un public jeune.

Enfin, le Conseil du public n'a pas tari d'éloges sur la performance remarquable du service des sports pour couvrir l'Euro féminin de football. Une couverture modèle en termes de service public, dynamique, ouverte et variée.

Veille des émissions

Lancée en 2022, la «Veille des émissions» s'avère un format extrêmement efficace pour faire remonter presque sans délai les remarques des membres du Conseil du public, mais aussi du public, directement aux responsables de la RTS.

Par souci d'efficacité et de dialogue constructif, ces critiques ou des louanges sont adressées sous forme de brèves notices et envoyées le jeudi précédant la séance du Conseil du public. Ce délai permet aux responsables de la RTS de donner des réponses circonstanciées lors de la rencontre mensuelle du lundi.

Remerciements

Enfin, le Conseil du public adresse ses très vifs remerciements à l'équipe du Secrétariat général de SSR.SR pour son soutien administratif et logistique, ainsi qu'à l'ensemble des responsables de la RTS qui participent à ses séances pour la qualité des échanges menés à cette occasion. Des remerciements tout particuliers sont adressés à Sophie Gassmann, qui a efficacement pris la relève de Dominique Lienher partie en retraite début 2025.

Conseil du public SSR.SR

Président: **Jean-Raphaël Fontannaz**
 Nombre de membres: **17**
 Nombre d'observations de programme: **18**
 Médiatrice: **Raymonde Richter**

L'assurance qualité à la RSI / SSR.CORSI

RSI

Du monitoring au développement de l'offre: la qualité comme culture d'entreprise

En 2025, la RSI a lancé «Prima Ora», un nouveau format de soirée dynamique qui offre, à 18 heures en semaine, un aperçu de l'actualité du jour sur LA 1. Il a vu le jour dans le cadre d'une vaste analyse de l'offre tenant compte des besoins du public. Pour «Prima Ora», contrôles qualitatifs, réflexions éditoriales et observation des comportements d'utilisation des médias ont été systématiquement réalisés, créant ainsi une culture qui place la qualité et l'innovation au centre.

Au cours de l'année, la RSI a affiné son système d'assurance qualité en intégrant davantage d'évaluations indépendantes et en examinant de plus près la conception éditoriale et formelle. Neuf offres ont été incluses dans le monitoring du programme et les analyses ont été complétées par des évaluations internes et externes.

Dans le domaine culturel, des mesures ont été définies pour «Il Giardino di Albert» afin de renforcer la narration et la cohérence entre les différents vecteurs, d'améliorer la présence sur le web et de rendre la présentation à l'écran plus dynamique. Pour «Montmartre», l'accent a été mis sur la structure de l'émission, les transitions entre les différentes rubriques et la présentation des contenus dans l'optique d'une utilisation à la demande. Le magazine culturel «Neo» s'est bien établi grâce à une narration visuelle forte. Des suggestions ont été faites pour le traitement des sujets d'actualité et des éléments formels.

RSI Sport digital mettra davantage l'accent sur les reportages de fond, de nouveaux formats web-only et une présence plus forte dans les médias sociaux.

Le contrôle de la qualité de l'offre dans le domaine de la religion a mis en évidence la qualité journalistique et l'inclusivité; il invite à impliquer davantage les minorités religieuses et à rendre l'image plus homogène.

Dans le domaine de l'information, «Seidiserà» s'est distingué comme un projet solide grâce au professionnalisme dans le choix des thèmes et à la qualité des analyses des rédacteur.trices. L'accent a été mis sur le rythme, la densité des blocs et la spontanéité de la présentation. «Falò» a défendu sa place de choix dans le domaine des reportages de fond de la RSI. Il a notamment été recommandé d'uniformiser le style de l'ensemble des contenus et d'adopter des conditions de production plus stables.

Dans le domaine numérique, «RSI Spam» a su établir un lien fort avec le jeune public. Les mesures proposées visent davantage la cohérence éditoriale, une présence plus systématique sur Tiktok, la reconnaissance de la marque RSI et l'accessibilité grâce aux sous-titres.

Le «Club dei Cialtroni» se distingue par sa fraîcheur et sa proximité avec le public. Il a été suggéré d'accroître la diversité musicale et la présence sur les médias sociaux.

Formation et développement des compétences

Cette année encore, la RSI a investi dans la formation, gage de qualité et d'innovation. Ainsi, 26 journalistes ont participé au cours OSINT (Open Source Intelligence), 10 ont suivi le cours de base en vidéo-journalisme et les correspondant.es en Suisse ont suivi la formation Live-U. Pour «Prima Ora», des ateliers et des journées de coaching ont eu lieu en studio, tandis que pour «Neo» a été organisé, en parallèle du monitoring, un atelier d'approfondissement avec une auteure.

16 collaborateur.trices spécialisé.es ont participé à un atelier expérimental sur l'IA générative. Toujours sur le thème de l'IA, après un e-learning obligatoire, des formations à l'outil interne BakerStreet ont été proposées, auxquelles 350 personnes ont participé.

Des formations à l'expression orale (52 participant.es), des coachings pour les animateur.trices radio ou TV (21), des ateliers Valeur publique (72), un cours pilote sur le référencement et l'écriture web ainsi que des formations techniques en rapport avec les nouveaux studios ont également été organisés.

Enfin, la nouvelle Accademia RSI a été lancée: dix stagiaires ont commencé leur formation tri-média de deux ans, qui alterne théorie et stages pratiques au sein de la rédaction News.

Observations du programme, de la culture au football féminin en passant par l'information

En 2025, le Conseil du public de SSR.CORSI s'est réuni environ une fois par mois afin d'analyser des programmes radio et TV ainsi que des contenus diffusés en ligne et sur le Web. Les membres du Conseil du public ont réalisé au total onze observations de programme, qui ont donné lieu à des échanges réguliers avec les responsables des départements, les producteur.trices et les présentateur.trices. Les rapports 2025 témoignent du fait que la SSR s'emploie à garantir une offre d'information, de culture et de divertissement de qualité, conforme aux valeurs du service public et attentive aux besoins du public. Ces rapports annoncés par communiqué de presse sont disponibles sur le site Internet de SSR.CORSI.

Les premiers échanges avec les producteur.trices et les journalistes ont porté sur le programme «Il Faro» – un espace d'approfondissement intégré au «Telegiornale». Le Conseil du public a salué la diversité des thèmes abordés ainsi que la qualité des entretiens. Il a ensuite analysé l'émission «La Cavia», un programme intelligent et bien conçu malgré des moyens limités, dont le réalisateur est également le protagoniste des séquences vidéo et des interviews. Le Conseil du public estime qu'il s'agit là d'un bel exemple de programme informatif capable également de divertir le public.

Les membres du Conseil du public ont plébiscité d'autres émissions TV, notamment les programmes d'information religieuse (un domaine bien traité à la radio comme à la télévision grâce à un vaste éventail de formats tels que «Strada Regina» et «Segni dei tempi», qui se distinguent par leur approche journalistique et leur style moderne et ouvert) et le programme «Neo» (qui explore la scène culturelle locale et mondiale à travers des interviews et des reportages consacrés à l'art, à la musique, à la littérature et au cinéma). En ce qui concerne la couverture du Concours Eurovision de la chanson, le Conseil du public a félicité la SSR pour sa qualité de service à l'occasion d'un si grand événement international ainsi que la RSI pour ses excellents contenus introductifs, qui ont su capter l'attention du public sur tous les canaux disponibles.

Dans le domaine du sport, le Conseil du public a analysé la couverture de l'Euro féminin de football, qu'il a jugée très favorablement. Les efforts déployés sur les différents canaux (radio, web et autres) pour donner de la visibilité au football féminin ont été appréciés, d'autant que la RSI a rempli cette mission de service public avec professionnalisme et passion.

Radio

Les quatre émissions de radio observées par le Conseil du public ont été jugées positivement. «Top Suisse» (Rete Uno), qui met à l'honneur les fleurons de la Suisse en matière d'économie et de tradition, est considérée par le Conseil du public comme une émission agréable et vivante, tandis que «La Pulce nell'Orecchio» est reconnue comme un excellent programme de vulgarisation et d'approfondissement en matière de science, de culture et de société. Le magazine «Modem», que le Conseil du public définit comme un porte-drapeau de la RSI, remplit pleinement son rôle de service public en proposant aux auditeur.trices des analyses et des contenus de fond sur les principaux thèmes de l'actualité politique, sociétale, économique et parfois culturelle. Enfin, «Charlotte», le magazine de Rete Due dédié à la scène et aux performances artistiques, est reconnu par le Conseil du public comme un programme culturel de qualité.

Autre

Le Conseil du public a également observé les «Showcase RSI», des prestations musicales en live organisées gratuitement dans les studios radio de Lugano-Besso.

Conseil du public SSR.CORSI

Président: **Gustavo Groisman**

Nombre de membres: **17**

Nombre d'observations de programme: **11**

Médiatrice: **Francesca Lepori Colombo**



Réunion des membres du Conseil du public en septembre 2025 (image: SSR.CORSI)

L'assurance qualité chez RTR / SRG.R

RTR

La qualité est un processus: inspirée par le public et mise en œuvre ensemble

La qualité n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'un processus itératif et systématique. Les rédactions de RTR misent sur un système à plusieurs niveaux comprenant des contrôles qualité, des bilans et un monitoring continu. En particulier, les mesures sont systématiquement conçues et mises en œuvre en prenant en compte les besoins du public.

Un nouveau concept pour «Minisguard»

L'émission pour enfants «Minisguard» en est un excellent exemple. Après de nombreux retours de la part du public et à l'issue d'une réflexion en interne, RTR a profondément remanié ce format. Au moyen d'un processus itératif dans lequel la rédaction a activement impliqué le groupe-cible, un nouveau concept d'émission a vu le jour. «Minisguard» est désormais un format «digital first»: plus direct et plus interactif, se concentrant sur un seul thème par émission et arborant un montage adapté aux habitudes de visionnage des jeunes téléspectateur.trices. Les contenus peuvent être regardés en streaming et ce «Minisguard» nouvelle génération s'adresse de manière plus adaptée à son public et se concentre plus encore sur l'univers des enfants. Résultat: une pénétration nettement plus élevée et des retours positifs de la part du public.



Noah lors d'un contrôle dentaire: que fait la dentiste exactement? («Minisguard» du 27 septembre 2025, RTR)

Programme radio: une nouvelle structure et un nouveau magazine compact d'information de fond, «Magazin»

Il s'agissait aussi d'améliorer la qualité du programme radio. Les retours du Conseil du public, des auditeur.trices et de la rédaction elle-même ont conduit à des adaptations qui sont mises en œuvre depuis le 1er octobre 2025. Désormais, nous orientons les émissions plus encore sur les intérêts du public. En outre, nous avons optimisé le choix des thèmes et adapté les heures de diffusion. Résultat: un profil plus clair et une acceptation nettement plus élevée chez les auditeur.trices.



Valentin Schmed,
responsable Actualité chez RTR (image: RTR)
«Nous continuons à miser sur les histoires régionales fortes, en romanche, notre langue de cœur, et dans des émissions qui accompagnent les gens au quotidien. «Magazin», notre nouveau magazine d'information de fond, est un pas de plus pour renforcer notre proximité avec le public.»

La refonte du programme n'a pas eu lieu uniquement au niveau du contenu: c'est toute la structure du programme qui a été modernisée pour répondre aux nouvelles habitudes d'écoute du public ainsi qu'aux exigences numériques. Le Conseil du public a été impliqué dans le processus de feedback dès le début du projet afin que le point de vue des auditeur.trices puisse y être intégré. Le projet a aussi été ouvert aux collaborateur.trices dès son lancement. Toutes et tous ont eu la possibilité de participer, d'exprimer leurs réflexions ou de faire des propositions. Une approche ouverte et participative qui n'a pas seulement fait tomber des barrières mais a eu aussi pour effet d'augmenter l'identification au nouveau programme.

Un élément central de cette réorientation est «Magazin», un nouveau magazine compact d'information de fond diffusé quotidiennement. Il fournit des analyses approfondies sur des thèmes actuels et est conçu pour une utilisation optimale aussi de manière numérique – une étape importante pour assurer l'avenir du programme radio et atteindre de nouveaux groupes-cibles.

Conseil du public
SRG.R

Observations du programme pour toutes les générations



Le Conseil du public est informé du processus de création par les réalisateur.trices de l'émission pour enfants «Minisguard». (image: Sandra Killias)

Comme d'habitude, le Conseil du public de SRG.R s'est réuni quatre fois en 2025 et a effectué au total douze observations de programmes. Le Conseil du public est composé d'auditeur.trices et de téléspectateur.trices de programmes de RTR particulièrement engagé.es, à en juger l'utilisation intensive qu'il.elles font de la possibilité de donner un feedback spontané.

Observations de programmes et principaux enseignements

En 2025, le Conseil du public a observé les émissions suivantes:

- «50/50»
- «La show»
- «Minisguard»
- «Dachasa»
- «Sin visita a...»
- Canal WhatsApp
- «Swiss Epic»
- «Diever da la lingua»
- «Opera Viva»
- Programme radio
- Festival da la chanzun rumantscha
- Di da la musica Svizra

Beaucoup de compliments, accompagnés de quelques critiques

L'engagement et le travail de l'équipe de RTR sont expressément salués par le Conseil du public. Aucune critique fondamentale n'a été formulée à l'encontre des programmes de RTR. Les propositions d'amélioration concernent principalement des points détail au sein des différents formats.

La proximité avec le public, une véritable force

Les émissions qui créent un contact direct avec le public sont particulièrement bien notées par le Conseil du public. Il s'agit notamment de formats tels que «Dachasa» ou «Sin visita a...», qui sont perçus comme vivants et proches du public.

La coopération comme valeur ajoutée

Les programmes créés en collaboration avec des partenaires externes sont également mis en avant par le Conseil du public. Ce sont par exemple l'émission «50/50» ainsi que les reportages autour d'«Opera Viva» et de «Swiss Epic».

Feed-back spontané

Les feed-back donnés sur des contenus qui ne faisaient pas partie des observations formelles du programme constituent un point porté régulièrement à l'ordre du jour. L'écho majoritairement positif et bienveillant montre bien que le Conseil du public constitue, au-delà de son activité d'observation proprement dite, un public attentif et intéressé par les programmes de RTR et qu'il apprécie le travail accompli.

Echange avec les responsables

Un élément central des réunions du Conseil du public est l'échange direct avec les responsables et les créateur.trices de programmes, échange qui favorise la compréhension du processus de création et offre la possibilité d'un dialogue personnel.

Le Conseil du public est en échange direct avec le président de SRG.R, le directeur ainsi que le rédacteur en chef de RTR, ce qui ne va pas de soi. Cela lui permet d'obtenir des informations de première main sur des sujets actuels et d'importance stratégique – comme sur le projet «Enavant SRG SSR».

La possibilité de traiter certains sujets de manière approfondie afin de mieux comprendre les méthodes de travail de RTR est également appréciée. Au cours de l'année sous revue, le Conseil a ainsi pu se plonger dans la question de l'usage de la langue à la radio, dans le cadre des observations, et avoir un échange avec une linguiste.

Nouvelles nominations

En 2025, le Conseil du public a de nouveau connu des changements au sein de son effectif. Marta Lemm Peter et Angelina Gioffi ont démissionné de l'organe. Le Conseil du public les remercie toutes deux chaleureusement pour leur fort engagement. Le poste vacant pour l'Engadine a pu être repourvu: il est désormais occupé par Jana Marchesi-Blättler. Le poste pour le Surselva est encore ouvert: le Conseil du public est à la recherche d'une personne intéressée et au profil adapté.

Perspectives

En 2026, le Conseil du public a l'intention de s'ouvrir davantage afin d'élargir son public. Les efforts déployés jusqu'à présent n'ont pas encore eu un grand succès. Il est désormais prévu d'intégrer de manière ciblée différents groupes de parties prenantes dans les observations du programme.

Conseil du public SRG.R

Président: **Patric Collet**

Nombre de membres: **15**

Nombre d'observations de programme: **12**

Médiateur: **Toni Hess**

L'assurance qualité chez SWI / Conseil du public SWI

SWI

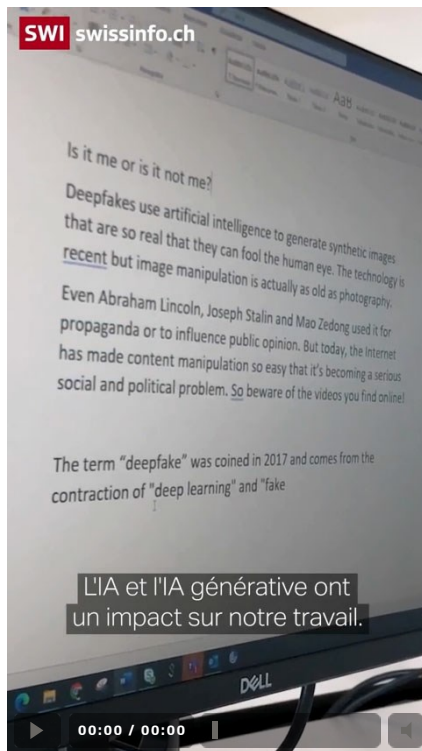
Pertinence pour la Suisse et perspective internationale

Au cours de l'année sous revue, [SWI swissinfo.ch](https://www.swissinfo.ch) a mis l'accent sur le choix des thèmes et des perspectives dans le cadre de la gestion de la qualité. L'objectif était d'affiner le profil journalistique: les contributions doivent traiter de sujets pertinents pour la Suisse, inclure une perspective internationale et ne pas être déjà couvertes par d'autres médias.

Un monitoring systématique a été mis en place pour cette approche. Les responsables qualité de SWI recueillent les points de vue et les inputs des dix rédactions linguistiques sur leur plateforme de planification et en discutent avec les auteur.es. Après la publication, la rédaction en chef évalue chaque article de fond en termes de pertinence, de différenciation et de perspective internationale. Les évaluations sont documentées et rendues accessibles de manière transparente. Elles servent de base aux responsables thématiques et aux auteur.es pour discuter de la manière dont les articles peuvent être encore améliorés.

Contrôle qualité des contenus produits à l'aide de l'IA

En 2025, l'utilisation de l'intelligence artificielle a constitué un autre thème important en matière de qualité. Les normes et les champs d'application ont été revus et les directives actualisées. Et comme toujours: SWI ne publie pas de contenus produits à l'aide de l'IA sans qu'un contrôle qualité ne soit effectué par un.e collaborateur.trice. De plus, l'unité indique systématiquement au public de manière transparente là où l'IA a été utilisée et de quelle façon.



Comment SWI travaille avec l'intelligence artificielle (vidéo: SWI).

L'offre de SWI swissinfo.ch primée à deux reprises

L'Institut de recherche sur l'opinion publique et la société (Forschungszentrum Öffentlichkeit und Gesellschaft – fôg) de l'Université de Zurich a attribué à l'offre de SWI une note de 7,5 points sur 10 dans ses «Annales Qualité des médias», soit une légère amélioration de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. SWI se hisse ainsi à la deuxième place parmi les 27 médias en ligne suisses évalués et conserve sa première place de tous les médias en ligne de la SSR.

Depuis 2021, SWI est certifiée selon les normes de journalisme transparent et professionnel de la «Journalism Trust Initiative» (JTI) initiée par «Reporters sans frontières». En outre, pour renforcer sa crédibilité rédactionnelle et sa transparence, SWI travaille depuis 2022 avec l'organisation d'intérêt public américaine «Trusting News».

En 2025, l'organe de médiation n'a reçu qu'une seule réclamation (contre deux l'année précédente). La réclamation n'a pas été portée devant l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP).

L'offre de SWI se voit régulièrement récompensée par des prix – une preuve de son haut niveau de qualité. En 2025, l'app SWIplus a reçu le deuxième prix des «Best of Swiss Apps Awards» dans la catégorie «Customer Experience» et un [article sur la médecine de genre](#) a également été récompensé en recevant le deuxième prix des «Simmelweis-Richter Journalism Awards» (SRJA).

Formation initiale et continue

SWI a encouragé l'apprentissage continu sur le lieu de travail en utilisant son expertise et celle d'autres unités d'entreprise de la SSR. Les collaborateur.trices ont bénéficié d'un échange de connaissances dans le cadre de formations et de programmes internes. Cette approche collaborative contribue à l'innovation et renforce la capacité des collaborateur.trices à réagir aux nouveaux défis média.

L'accent a été mis sur les offres d'orientation en période de transformation. SWI a proposé des webinaires internes sur l'IA ou des formations IA et a soutenu des programmes externes avec des certificats reconnus. Du point de vue thématique, les offres internes et externes se répartissaient en trois domaines: Transformation & IA, Leadership & Change et Le journalisme de demain.

En moyenne, les collaborateur.trices de SWI ont profité de 3,2 jours de formation continue.

Conseil du public
SWI

Assurance qualité continue – même pour les offres nouvellement introduites par SWI swissinfo.ch

Le Conseil du public de SWI reste composé de quatre femmes et de deux hommes représentant différents groupes culturels et linguistiques: allemand, anglais, arabe, français, italien et russe. La participation d'une Suissesse de l'étranger résidant en France, le pays qui compte la plus grande communauté de Suisses et Suissesses de l'étranger, revêt en outre une importance particulière.

En 2025, le Conseil du public s'est réuni à trois reprises. La directrice et le rédacteur en chef de SWI ou leurs suppléances ont également pris part à ces séances d'échange dont le déroulement éprouvé a été respecté: le Conseil du public leur a fait part de ses retours et de ses questions portant sur différents contenus, et il.elles ont livré une prise de position détaillée sur ces points au cours de la séance suivante. En outre, le responsable de la nouvelle rédaction des Suisses et Suissesses de l'étranger a été invité à une séance. Suivi systématique des programmes mis à part, le Conseil du public s'est également penché sur les projets en cours et les nouvelles offres lancées par SWI, dont l'application SWIplus. Enfin, le président du Conseil du public a participé aux réunions des présidences des conseils du public de la SSR.

En 2025, le Conseil du public a réalisé six à sept observations de programmes pour chacun des domaines thématiques «Contributions de la nouvelle rédaction des Suisse.sses de l'étranger», «Couverture de la politique étrangère» et «Couverture de la démocratie». L'accent était mis ici sur la qualité et la pertinence des émissions destinées à un public de cultures et de langues variées, en particulier aussi pour les Suisse.sses de l'étranger. Afin de garantir une évaluation équilibrée, le questionnaire de feed-back a été conservé avec ses douze critères d'évaluation, dont «Pertinence», «Différenciation», «Perspective internationale» et «Compréhensibilité». Le questionnaire est actualisé en continu en collaboration avec les rédactions. L'évaluation a révélé que toutes les émissions examinées satisfont aux exigences du Conseil du public. Malgré des évaluations très différentes des divers membres, liées à leur contexte culturel et linguistique, l'unanimité a régné sur le fait que l'équipe de SWI fournit un travail de qualité, voire de très bonne qualité.

Conseil du public SWI

Président: **André Schaller**

Nombre de membres: **6 (Marina Karlin, Dominique Baccaud Vuillemin, Cinzia Dal Zotto, Rose Wettstein, Ali Sonay)**

Nombre d'observations de programme: **six à sept rapports pour chacun des thèmes «Contributions de la nouvelle rédaction des Suisse.sses de l'étranger», «Couverture de la politique étrangère» et «Couverture de la démocratie»**

Médiateur: **Philip Kübler**



Conseil du public SWI swissinfo.ch 2025 (de gauche à droite): André Schaller, Rose Wettstein, Dominique Baccaud Vuillemin, Cinzia Dal Zotto, Ali Sonay, Marina Karlin (image: SWI swissinfo.ch)



06 Collaboratrices et collaborateurs

Image: Cornelia Boesch,
journaliste SRF

Chiffres-clés et informations sur nos collaborateur.trices

La SSR propose des conditions d'engagement et de travail attrayantes, des salaires équitables ainsi que de bonnes prestations sociales. Elle considère cette approche comme une condition essentielle pour la production de contenus radio, TV et en ligne de haute qualité et pour l'accomplissement de son mandat de service public.

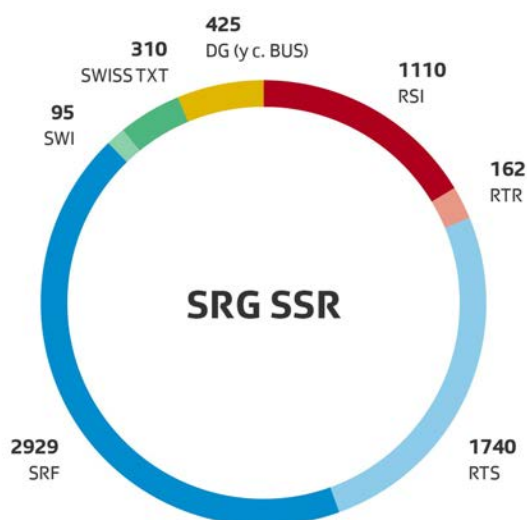
6766 collaborateur.trices à la SSR

Fin 2025, la SSR employait 6766 personnes à temps plein ou à temps partiel (tous les chiffres concernent également la filiale SWISS TXT). Deux tiers d'entre elles étaient en charge de la rédaction et de la production. Un tiers travaillait dans l'informatique ainsi que dans des fonctions de support, telles que les finances, les ressources humaines et la communication.

Fin 2025, les 6766 collaborateur.trices de la SSR étaient réparti.es comme suit entre les cinq unités d'entreprise RSI, RTR, RTS, SRF, SWI, la filiale SWISS TXT et la Direction générale.

Effectifs au 31.12.2025

Total: 6766 personnes



En raison d'engagements multiples, la somme des effectifs de chaque unité d'entreprise (6771 personnes) est légèrement supérieure aux effectifs totaux de la SSR (6766 personnes). On parle par exemple d'«engagements multiples» lorsqu'un.e collaborateur.trice travaille à la fois pour la RSI et la Direction générale.

Les contrats des collaborateur.trices de la SSR varient en fonction du taux d'occupation ainsi que des fonctions exercées: en 2025, les collaborateur.trices soumis.es à la convention collective de travail (CCT) représentaient 85,2 % du total. La proportion des cadres s'établissait à 7,2 % et celle des apprenant.es à 2,8 %. Les 4,8 % restants travaillaient à moins de 30 % et disposaient donc d'un contrat individuel de travail (CTr). Ces cinq dernières années, le pourcentage de cadres a connu une légère baisse. En outre, un benchmark externe montre que la SSR compte une faible part de cadres: de nombreuses grandes entreprises privées ainsi que de nombreuses entreprises proches de la Confédération comparables à la SSR comptent en moyenne 20,4 % de cadres.

Objectifs RH: accent sur la culture et la transformation

La SSR encourage le développement interne de ses collaborateur.trices et planifie la relève aux postes-clés. Dans le cadre de sa **stratégie d'entreprise et d'offre** actuelle, elle s'est donné pour objectif de garantir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances sur le lieu de travail. Elle accorde en outre de la valeur à une représentativité équilibrée des genres aux différents postes. Fin 2025, la part des femmes cadres s'élevait à 34,2 %. Sur l'ensemble du personnel, la proportion de femmes était de 42 %.

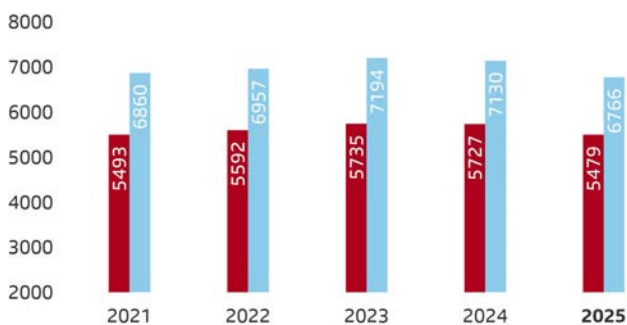
La SSR souhaite également augmenter la part des collaborateur.trices de moins de 35 ans et parvenir à une bonne mixité en termes de groupes d'âge et de modes de vie. En effet, le développement numérique et le bouleversement du paysage médiatique mettent la SSR et ses collaborateur.trices face à des défis d'envergure qu'il.elles ne pourront relever qu'ensemble. C'est pourquoi l'actuelle stratégie RH accorde une place importante à la culture et à la transformation en promouvant les plateformes de rencontre et d'échange et en aspirant à une multiplication des possibilités de collaboration.

6766 personnes

engagées à la SSR

6766 personnes travaillent à la SSR, ce qui équivaut à 5479 équivalents temps plein (ETP). Par rapport au 31 décembre de l'année précédente, les effectifs sont en baisse de 364 personnes, soit 248 ETP. Il s'agit du plus bas niveau atteint ces dix dernières années. Ce recul s'explique par les mesures d'économie nécessaires suite à la décision de réduire la redevance média (en deux étapes, d'abord en 2027 puis en 2029) et qui se poursuivront dans les années à venir.

Effectifs de 2021 à 2025



- Nombre d'équivalents temps plein (ETP) au 31.12.
- Nombre de personnes au 31.12.

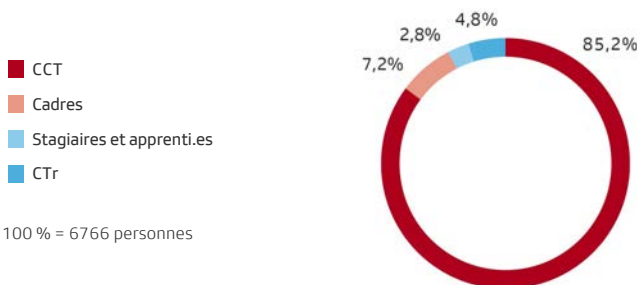
Les valeurs comprennent celles de la filiale SWISS TXT; aucune comparaison n'est donc possible avec les chiffres des rapports de gestion publiés avant 2020 (qui ne comprennent pas les chiffres de SWISS TXT).

5765 personnes

soumises à la CCT

En 2025, la grande majorité du personnel de la SSR (5765 personnes, soit 85,2 %) était soumise à la CCT. 488 collaborateur.trices (7,2 %) faisaient partie des cadres, 187 personnes (2,8 %) étaient en formation (apprenti.es, stagiaires journalistes et autres stagiaires) et 326 personnes (4,8 %) avaient un contrat individuel de travail (CTR: cette catégorie englobe les collaborateur.trices ayant un taux d'occupation inférieur à 30 %).

Effectifs 2025 en fonction du type de contrat



		2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de personnes en fonction du type de contrat au 31 décembre						
CCT	Total	5683	5788	6033	6035	5765
	Dont femmes	2416	2462	2572	2590	2454
	Dont hommes	3267	3326	3461	3445	3311
Cadres	Total	537	522	520	519	488
	Dont femmes	155	158	163	175	167
	Dont hommes	382	364	357	344	321
Apprenti.es, stagiaires journalistes et autres stagiaires	Total	181	210	205	176	187
	Dont femmes	87	105	113	93	99
	Dont hommes	94	105	92	83	88
CTr (contrats individuels de travail)	Total	459	437	436	400	326
	Dont femmes	213	202	206	183	150
	Dont hommes	246	235	230	217	176
Toutes les catégories	Total	6860	6957	7194	7130	6766
	Dont femmes	2871	2927	3054	3041	2870
	Dont hommes	3989	4030	4140	4089	3896

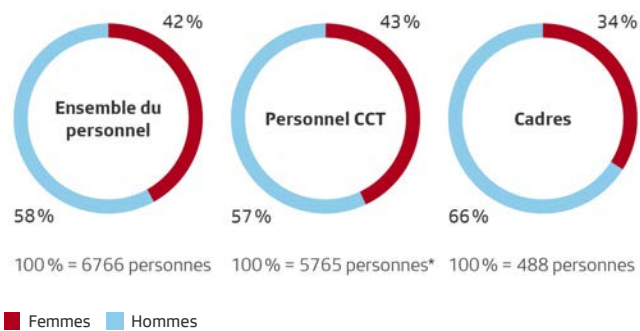
Les valeurs comprennent celles de la filiale SWISS TXT; aucune comparaison n'est donc possible avec les chiffres des rapports de gestion publiés avant 2020 (qui ne comprennent pas les chiffres de SWISS TXT)

42 %

part des femmes sur l'ensemble du personnel

Avec 42 % de femmes, la mixité est relativement équilibrée au sein de la SSR: dans les fonctions journalistiques, le pourcentage de femmes atteint 46 %. Dans les domaines de la technique et de la production, les hommes sont en revanche nettement plus nombreux. Fin 2025, la part de femmes dans la catégorie du personnel soumis à la CCT était de 43 %; chez les cadres, elle était de 34 %. Mais cette proportion varie selon les fonctions exercées. Dans le domaine technique, par exemple, elle s'élevait à environ 25 %.

Collaborateur.trices par genre en 2025

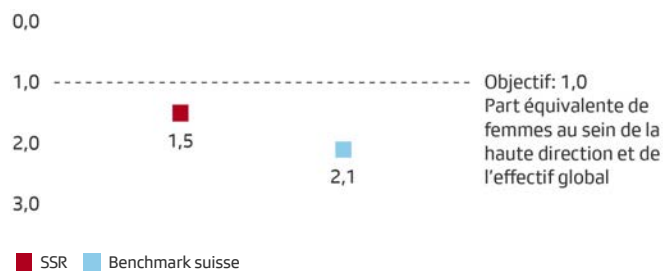


* Personnel CCT, stagiaires et apprenti.es exclu.es

1,5 niveau du «Glass Ceiling Index» à la SSR

Le «Glass Ceiling Index» (GCI) correspond au «plafond de verre», qui rend difficile aux femmes d'accéder aux étages de la haute direction. Cet indice compare la part de femmes à un niveau précis du statut de cadre (à la SSR, les comités de direction de la SSR et de ses unités d'entreprise) avec la part de femmes dans l'effectif global. Le GCI se calcule de la manière suivante: part de femmes dans l'effectif global ÷ part de femmes membres de la haute direction. Un GCI de 1 est optimal et signifie que les femmes sont proportionnellement autant représentées au niveau de direction analysé que dans l'effectif global. Le GCI de la SSR se situe à 1,5 (part de femmes dans l'effectif global de 42 % ÷ part de femmes dans la haute direction de 29 %). Il a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent (GCI = 1,4). La SSR a pour objectif de l'améliorer. Avec cette valeur, elle se distingue nettement dans le benchmark suisse*, qui s'établit à 2,1.

Représentation des femmes dans la haute direction – «Glass Ceiling Index» 2025, la SSR en comparaison nationale

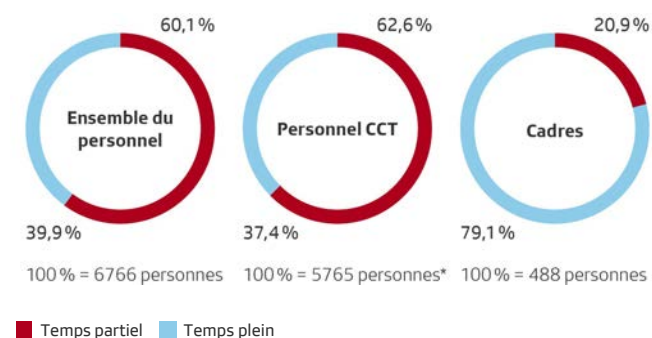


* Comparaison des données de plus de 100 entreprises en Suisse dans le cadre du «Gender Intelligence Report 2025» de l'Université de Saint-Gall et de l'association économique Advance

60 % part des collaborateur.trices à temps partiel

À la SSR, le travail à temps partiel est très répandu: il concerne plus de la moitié des collaborateur.trices soumis.es à la CCT (à la SSR, un poste à temps partiel correspond à un taux d'occupation inférieur ou égal à 90 %). Dans la catégorie CCT, cette part est d'environ 63 %. Chez les cadres, elle est, avec 21 %, encore relativement faible. Pour faire augmenter la part des cadres travaillant à temps partiel, ce sujet est abordé et encouragé à chaque nouvelle embauche.

Collaborateur.trices à temps partiel en 2025

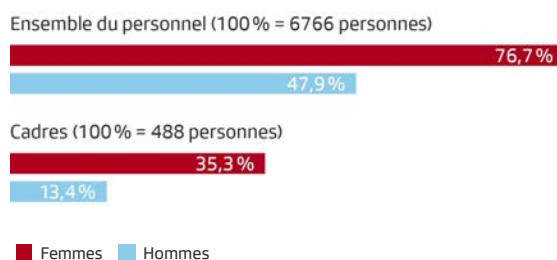


* Personnel CCT, stagiaires et apprenti.es exclu.es

48 % part des hommes travaillant à temps partiel

Comme dans de nombreuses autres entreprises, à la SSR, beaucoup plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel. Alors que plus de trois quarts des femmes (2202 personnes, soit 77 %) sont employées à temps partiel, c'est le cas d'à peine la moitié des hommes (1866 personnes, soit 48 %). Chez les cadres, le pourcentage est plus faible: 35 % des femmes contre 13 % des hommes travaillent à temps partiel.

Collaborateur.trices travaillant à temps partiel par genre en 2025

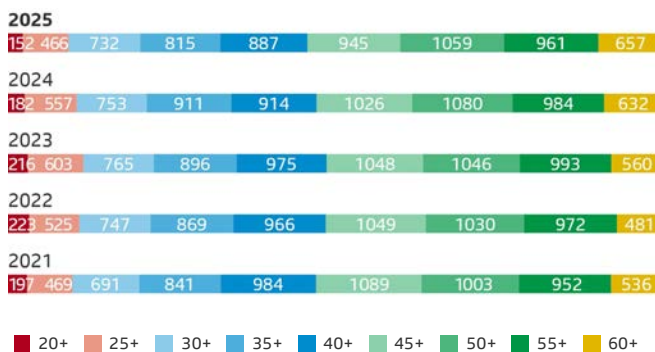


44,9 ans

âge moyen

Les collaborateur.trices de la SSR ont en moyenne 44,9 ans et y travaillent depuis 13,0 ans. La SSR a formulé comme objectif d'augmenter la part des collaborateur.trices de moins de 35 ans. Les mesures prises à cet effet, telles que la projection d'une image d'employeur moderne ou la promotion des formes de travail mobiles et flexibles, portent leurs fruits. Entre 2020 et 2023, la part de collaborateur.trices de moins de 35 ans est passée de 21 à 23 %. Depuis 2024, elle a de nouveau légèrement baissé et se situe à 21 %.

Catégories d'âges de 2021 à 2025

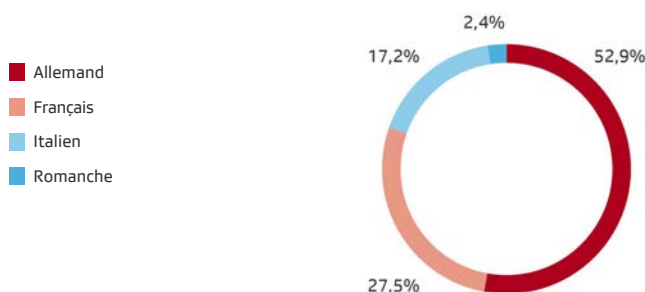


14 langues

parlées à la SSR

Dans les domaines des langues et de la culture, la SSR est à l'image de la Suisse: 53 % des collaborateur.trices parlent (suisse) allemand, 28 % parlent français, 17 % italien et 2 % romanche. Parallèlement aux 4 langues nationales, au moins 10 autres langues sont parlées à la SSR. Au total, 40 nationalités sont représentées au sein du personnel.

Collaborateur.trices en fonction de la langue nationale 2025



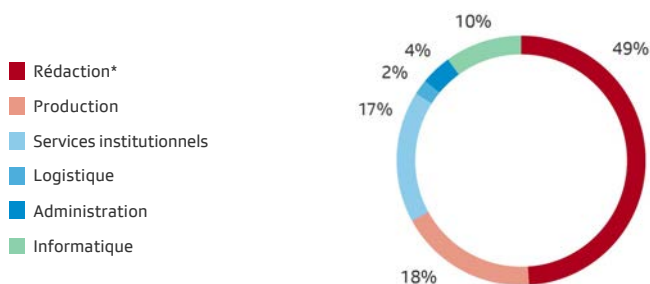
100 % = 6766 personnes

67 %

des collaborateur.trices travaillent dans les rédactions et la production

67 % des collaborateur.trices (sous CCT, y compris fonctions de direction et cadres) travaillent pour le cœur de métier journalistique: 49 % dans une rédaction et 18 % dans la production. 10 % des collaborateur.trices travaillent dans le domaine de l'informatique (p. ex. au développement d'applications, pour la cybersécurité). Environ un quart des collaborateur.trices exercent une fonction de support: 17 % travaillent dans les services institutionnels (p. ex. finances, ressources humaines, communication, développement de l'entreprise), 2 % dans la logistique (p. ex. réception, entretien des bâtiments, technique d'installations) et 4 % dans l'administration (p. ex. fonctions d'assistance).

Collaborateur.trices par domaine 2025



* Rédaction y compris support de programme

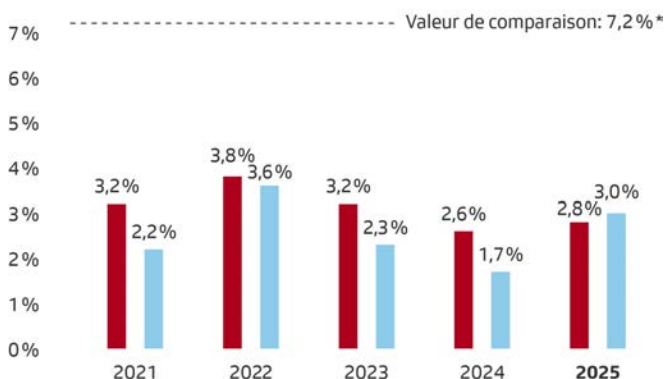
2,9 %

fluctuation nette

La fluctuation nette correspond aux démissions de collaborateur.trices. Ce chiffre a légèrement progressé par rapport à l'année précédente et se situe à 2,9 % (CCT et cadres). Il atteint 2,8 % chez le personnel sous CCT et 3,0 % chez les cadres. Comme les cadres représentent seulement 7,2 % des effectifs totaux, leurs valeurs de fluctuation réagissent plus rapidement et plus fortement que celles du personnel sous CCT, qui représente 85 % des effectifs totaux. La fluctuation à la SSR reste faible par rapport aux autres grandes entreprises suisses (valeur de comparaison: 7,2 %*). Ces chiffres relativement faibles s'expliquent d'une part par le grand attachement des collaborateur.trices à l'entreprise (commitment) et, d'autre part, par le marché du travail: en raison du haut degré de spécialisation, notamment dans le domaine des médias audiovisuels, les postes de journalistes et de techniciens sont rares.

Fluctuation nette de 2021 à 2025

CCT et cadres



■ Fluctuation nette CCT ■ Fluctuation nette cadres

* Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse, valeur moyenne entre 2020 et 2024

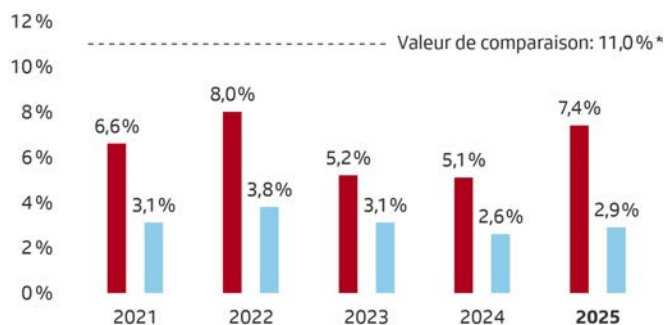
7,4 %

fluctuation brute

En plus des démissions, la fluctuation brute prend en compte les licenciements et les départs à la retraite. Après deux années de faible fluctuation en 2023 et 2024, la valeur a légèrement progressé en 2025 pour s'établir à 7,4 %, en raison d'un plus grand nombre de départs à la retraite. Une situation similaire s'était déjà produite en 2022, lorsqu'un nombre de départs à la retraite supérieur à la moyenne avait causé une fluctuation brute de 8 %. La fluctuation brute de la SSR reste cependant faible par rapport aux autres grandes entreprises suisses (valeur de comparaison: 11,0 %*).

Fluctuation brute / nette de 2021 à 2025

CCT et cadres



■ Fluctuation brute ■ Fluctuation nette

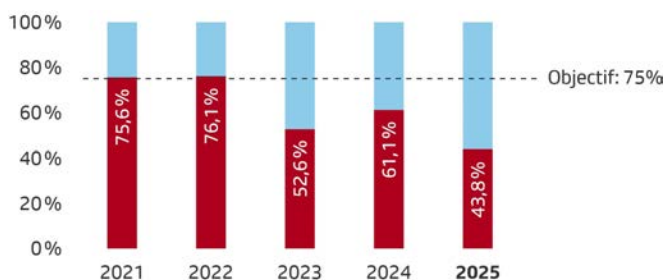
* Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse, valeur moyenne entre 2020 et 2024

44 %

part des cadres recruté.es en interne

Cet indicateur mesure le pourcentage de nouveau.elles cadres ayant été recruté.es en interne. Un chiffre élevé indique des perspectives d'évolution attrayantes. En 2021 et 2022, la SSR se situait autour de son objectif de 75 %. Depuis 2023, les valeurs sont plus faibles – principalement parce que la SSR a dû recruter de nombreux.ses spécialistes en externe.

Recrutement interne des cadres de 2021 à 2025



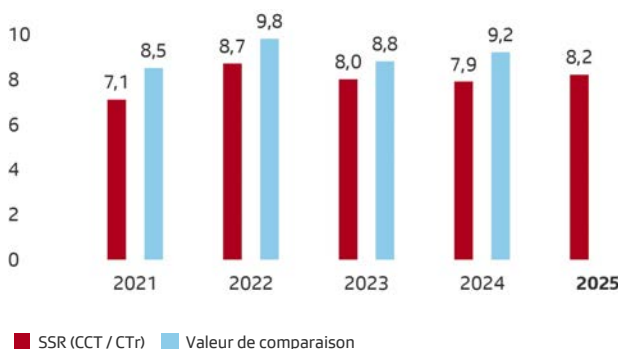
■ Recrutement interne des cadres ■ Recrutement externe des cadres

8,2 jours

taux d'absentéisme pour cause de maladie

Le taux d'absentéisme correspond au nombre de jours au cours desquels un.e collaborateur.trice n'a pas pu travailler pour cause de maladie (hors accidents). En moyenne depuis cinq ans, il s'établit à environ 8 jours par collaborateur.trice. Avec ce chiffre, la SSR se situe sous la moyenne des autres grandes entreprises suisses et continue de présenter un taux comparativement faible**.

Jours de congé maladie de 2021 à 2025 en comparaison avec le marché*



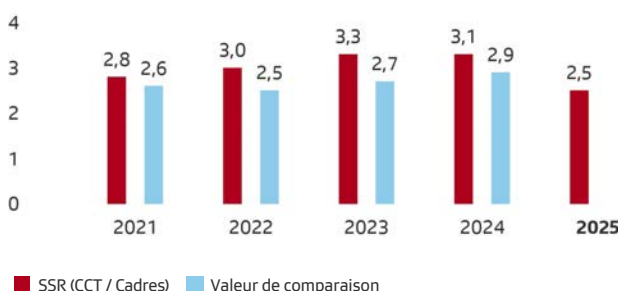
* La valeur de comparaison avec le marché 2025 n'est pas encore disponible
 ** Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse, valeur moyenne entre 2020 et 2024

2,5 jours

nombre de journées de formation et de perfectionnement suivies par les collaborateur.trices

Avec 2,5 journées de formation et de perfectionnement par an, la SSR se situe légèrement en dessous de la moyenne du marché (benchmark grandes entreprises suisses: 2,7 jours**). La SSR souhaite renforcer le développement du personnel ainsi que la formation et le perfectionnement. Pour cette raison, la CCT 2022 prévoit pour chaque collaborateur.trice une valeur indicative de 5 jours de formation et de perfectionnement par an. Cette valeur sert de repère et vise à motiver les collaborateur.trices à suivre des formations. Il ne s'agit aucunement d'un plafond.

Journées de formation et de perfectionnement de 2021 à 2025, en comparaison avec le marché*



* La valeur de comparaison avec le marché 2025 n'est pas encore disponible
 ** Comparaison des données de plusieurs grandes entreprises privées et d'entreprises proches de la Confédération en Suisse, valeur moyenne entre 2020 et 2024

8 008 230 francs

investis dans la formation et le perfectionnement

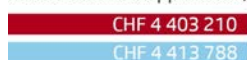
Ces cinq dernières années, la SSR a investi annuellement environ 9 millions de francs, soit 1,4 % de sa masse salariale, dans la formation et le perfectionnement internes et externes de ses collaborateur.trices. Cette somme englobe les coûts des cours, les honoraires des intervenant.es ainsi que les salaires des apprenti.es, des stagiaires journalistes et des autres stagiaires.

Investissements dans la formation et le perfectionnement 2024/2025

Dépenses de formation et de perfectionnement



Coûts salariaux (apprenti.es, stagiaires journalistes et autres stagiaires)



Total des investissements dans la formation et le perfectionnement



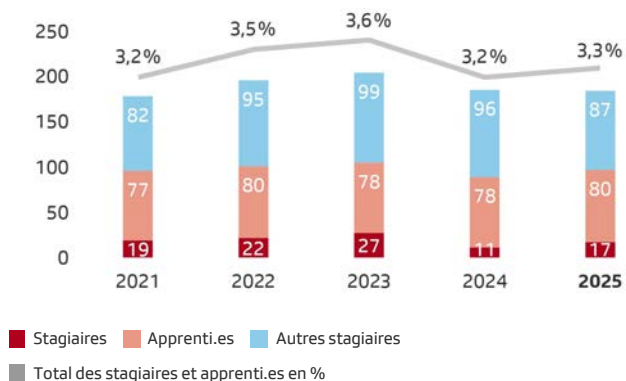
■ 2025 ■ 2024

3,3 %**des collaborateur.trices (ETP) sont en formation**

La SSR propose des stages aux jeunes journalistes diplômé.es. Les stagiaires journalistes suivent un programme de 12 à 24 mois faisant la part belle à la formation sur le terrain, mais peuvent également participer à des cours s'adressant aux créateur.trices de programmes (techniques d'élocution, métiers de la vidéo, droit des médias). Par «autres stagiaires» on entend dans la majeure partie des cas les personnes qui réalisent un stage de 6 à 12 mois à la SSR après leurs études dans une haute école.

Apprenti.es, stagiaires journalistes et autres stagiaires de 2021 à 2025

Equivalent temps plein (ETP)



Rémunération de nos cadres supérieur.es, de nos cadres et de nos collaborateur.trices CCT

Des salaires équitables

Le salaire annuel moyen versé par la SSR pour les cadres et les collaborateur.trices CCT s'élève à 113 289 francs par poste à temps plein, pour un âge moyen de 44,9 ans.

Les charges de personnel sont relativement élevées dans une entreprise média. Ainsi, de nombreux postes au sein de la SSR nécessitent un haut niveau de qualification: 55 % des collaborateur.trices sont titulaires d'un diplôme d'une école supérieure ou d'une haute école spécialisée. Dans le cas des collaborateur.trices exerçant des activités journalistiques, ce chiffre atteint même 72 %.

La SSR s'efforce d'appliquer une politique salariale équitable. En tant qu'entreprise remplissant un mandat de service public, elle a décidé de signer, en décembre 2019, la «Charte pour l'égalité salariale». En signant cette charte, elle s'est engagée à respecter le principe d'un «salaire égal pour un travail de valeur égale» et à procéder régulièrement à un contrôle de l'égalité salariale.

La politique du personnel de la SSR applique aussi le principe de l'égalité de traitement entre les cadres et les collaborateur.trices CCT: elle met à disposition les mêmes moyens financiers (en moyenne 1,1 % de la masse salariale par an au cours des dix dernières années) pour les mesures salariales des un.es et des autres.

Un système salarial moderne

Les principales activités professionnelles de la SSR sont réparties sur quelque 120 fonctions dites de référence. Chaque poste est rattaché à une fonction de référence. Le salaire maximal dépend des exigences associées à cette fonction et, par conséquent, du niveau de cette dernière dans la grille de classification.

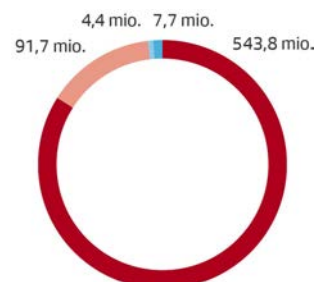
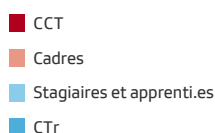
Le système salarial évalue les 120 fonctions de la SSR selon sept critères: exigences techniques, conduite et communication, degré de difficulté des tâches, responsabilités, marge de manœuvre, contraintes physiques et facteurs liés à l'environnement de travail. Depuis le 1^{er} janvier 2023, le salaire minimal est fixé à 80 % du salaire maximal (= 100 %). La détermination du salaire (entre 80 et 100 % du salaire maximal) dépend de l'expérience personnelle et spécifique à la fonction concernée, des performances individuelles ainsi que de la valeur sur le marché.

648 millions de francs masse salariale

En 2025, la masse salariale de la SSR atteignait 648 millions de francs, dont environ 84 % (544 millions de francs) ont été versés aux collaborateur.trices soumis à la convention collective de travail (CCT), et 15 % (99 millions de francs) aux cadres et aux collaborateur.trices sous contrat individuel de travail (CTr).

Répartition des salaires 2025 en fonction du type de contrat

en CHF



		2021	2022	2023	2024	2025
CCT	CHF 1000	500 926	508 186	537 858	559 547	543 818
	%	82,0	82,7	83,4	83,7	84,0
Cadres	CHF 1000	95 177	92 078	91 871	94 060	91 700
	%	15,6	15,0	14,2	14,1	14,2
Stagiaires et apprenti.es	CHF 1000	3 793	4 469	5 099	4 414	4 403
	%	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7
CTr (contrats individuels de travail)	CHF 1000	11 335	10 040	10 557	10 221	7 678
	%	1,8	1,6	1,6	1,5	1,2
Total de la masse salariale	CHF 1000	611 231	614 773	645 385	668 242	647 599
	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1 à 8,3 écart salarial

En 2025, le salaire annuel le plus bas versé à la SSR s'élevait à 62 000 francs et le plus élevé à 514 000 francs (prestations accessoires incluses), soit un rapport de 1 à 8,3. L'écart entre le plus bas et le plus haut salaire s'est légèrement réduit par rapport à l'année précédente.

Rapport entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé

1 : 8,3

écart salarial
2025

1 : 8,5

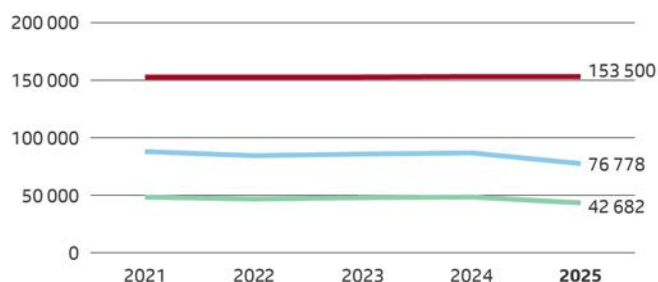
écart salarial
2024

42 682 francs rémunération moyenne des 8 membres du CA (mandat national)

La rémunération du président s'élève à 153 500 francs pour un taux d'occupation de 50 % (honoraires 135 000 francs et prestations accessoires 18 500 francs). Les 8 autres membres du CA touchent un forfait de 32 000 francs pour un taux d'occupation de 20 %. En outre, chaque séance du Comité est rémunérée à hauteur de 1000 francs. En 2025, du fait d'un nombre de séances moins élevé, la rémunération des membres du CA a légèrement baissé par rapport à l'exercice précédent. Pour les 2 membres désignés par le Conseil fédéral et les 2 membres désignés par l'Assemblée des délégué.es, la rémunération moyenne pour le mandat national s'est élevée à 42 682 francs. Pour les 4 président.es des sociétés régionales, qui exercent des fonctions supplémentaires dans les régions, la rémunération moyenne a été de 76 778 francs (soit 42 682 francs pour le mandat national et 34 096 francs supplémentaires pour le mandat régional).

Rémunération du Conseil d'administration de la SSR de 2021 à 2025

Rémunération totale: honoraires et prestations accessoires, en CHF



- Président
- Président.es des quatre sociétés régionales (moyenne mandats national et régional)
- Deux membres désignés par le Conseil fédéral et deux membres désignés par l'Assemblée des délégué.es (moyenne mandat national)

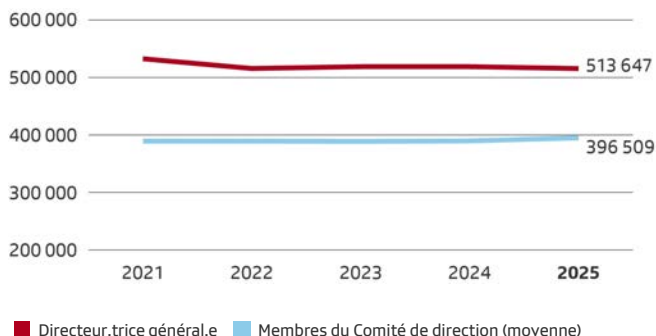
396 509 francs

rémunération moyenne du Comité de direction SSR

En 2025, la directrice générale de la SSR a perçu un total de 513 647 francs (contre 517 959 francs l'année précédente). Le salaire moyen des 7 membres du Comité de direction a atteint 396 509 francs (contre 388 605 francs l'année précédente). La réduction du nombre de membres du Comité de direction, passé de 8 à 7, a eu deux conséquences: d'une part, le salaire moyen a légèrement augmenté (la rémunération des différents membres varie en fonction de la taille de l'unité d'entreprise et des mandats exercés) et, d'autre part, la masse salariale totale du Comité de direction a diminué (voir Corporate governance / Rémunération).

Rémunération du Comité de direction de la SSR de 2021 à 2025

Rémunération totale: salaire et prestations accessoires, en CHF



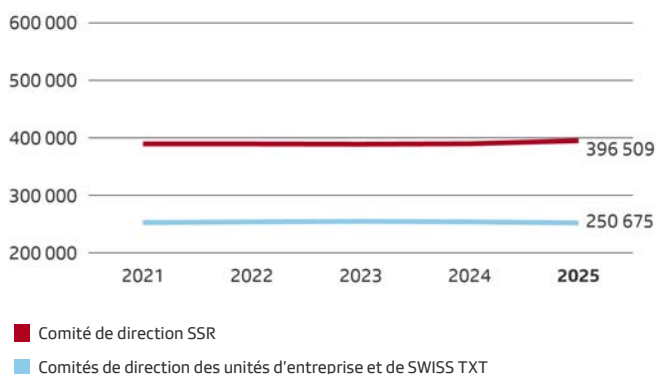
250 675 francs

rémunération moyenne des membres des comités de direction des unités d'entreprise et de SWISS TXT

Au niveau des unités d'entreprise et de la filiale SWISS TXT, les membres du Comité de direction ont perçu 250 675 francs en moyenne en 2025. Leur rémunération varie en fonction de la taille de l'unité d'entreprise/filiale et des mandats exercés – comme pour le Comité de direction national.

Rémunération des comités de direction de la SSR, des unités d'entreprise et de SWISS TXT de 2021 à 2025

Rémunération totale: salaire et prestations accessoires, en CHF

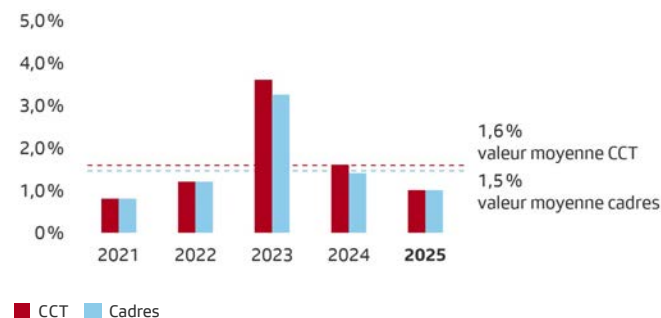


1,6 %

augmentation moyenne du salaire du personnel sous CCT par an

Ces 5 dernières années, la SSR a investi en moyenne 1,6 % de sa masse salariale dans des augmentations de salaire pour les collaborateur.trices sous CCT et 1,5 % pour les cadres. La progression plus marquée en 2023 pour les collaborateur.trices sous CCT et les cadres s'explique essentiellement par le fait que la SSR a accordé une augmentation générale de 2,8 % afin d'adapter les salaires au renchérissement élevé (renchérissement annuel moyen en Suisse en 2022 = 2,8 %*). Généralement, la SSR met à disposition le même montant pour les mesures salariales du personnel sous CCT que pour celles des cadres. En 2023 et 2024 en revanche, elle a plafonné l'augmentation générale des salaires des cadres, induisant un pourcentage légèrement inférieur pour ce groupe-cible.

Part en pourcentage de la masse salariale pour les augmentations de salaire: le personnel sous CCT en comparaison avec les cadres de 2021 à 2025



Valeurs hors filiale SWISS TXT

* Source: Office fédéral de la statistique

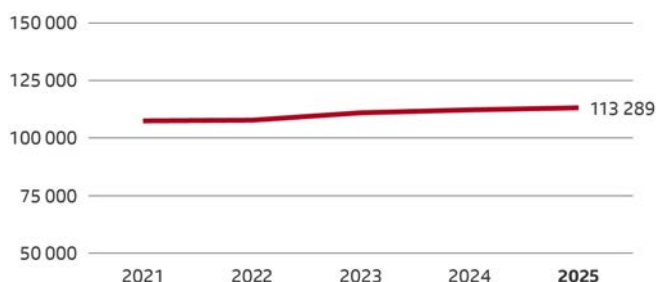
113 289 francs

salaire moyen

Entre 2021 et 2025, le salaire moyen versé par la SSR est passé de 107 168 à 113 289 francs (+5,7 %). Près des deux tiers de cette progression sont imputables à des augmentations de salaire générales induites par le renchérissement dans les années 2023 et 2024. Les éventuelles allocations (par exemple pour le travail de nuit ou le dimanche) ne sont pas incluses dans le salaire moyen étant donné qu'elles varient fortement selon le type de contrat et d'intervention. En 2025, le salaire médian était de 108 440 francs.;

Evolution du salaire moyen de 2021 à 2025

CCT et cadres à 100 %, 13^e mois de salaire inclus



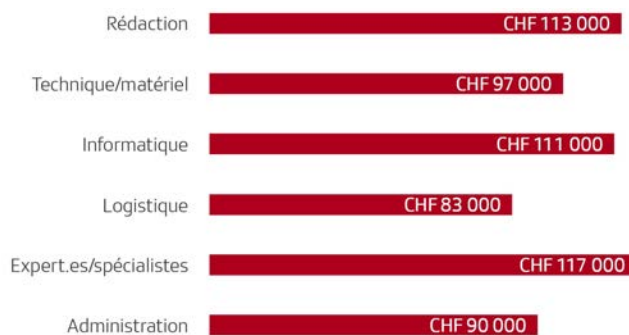
De 83 000 à 117 000 francs

écart des salaires moyens

Les diplômés de fin d'études et l'environnement de marché expliquent les écarts de salaires moyens: les diplômés de l'enseignement supérieur se retrouvent surtout dans les rédactions (72 %), parmi les experts et les spécialistes (62 %), ainsi que dans le secteur informatique (44 %). Ces rémunérations correspondent à la moyenne généralement appliquée dans la branche et s'orientent sur le marché. Les fonctions techniques, logistiques et administratives sont occupées en grande partie par des collaborateurs avec une formation professionnelle. Les salaires moyens sont donc logiquement plus bas.

Salaires moyens par catégorie professionnelle en 2025

CCT et cadres, 13^e mois de salaire inclus



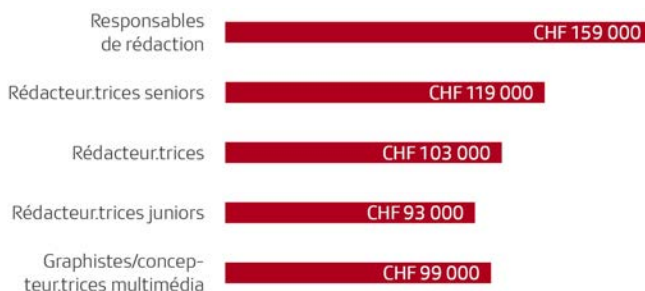
De 93 000 à 159 000 francs

écart des salaires des fonctions journalistiques

Les salaires des fonctions journalistiques varient selon le niveau de responsabilité et d'expérience: les responsables de rédaction gagnent les salaires les plus élevés (âge moyen: 51 ans). Viennent ensuite les rédacteurs seniors (âge moyen: 49 ans), les rédacteurs (âge moyen: 40 ans), les graphistes/concepteurs multimédia (âge moyen: 43 ans) et les rédacteurs juniors (âge moyen: 33 ans).

Salaires moyens des fonctions journalistiques en 2025

CCT et cadres, 13^e mois de salaire inclus

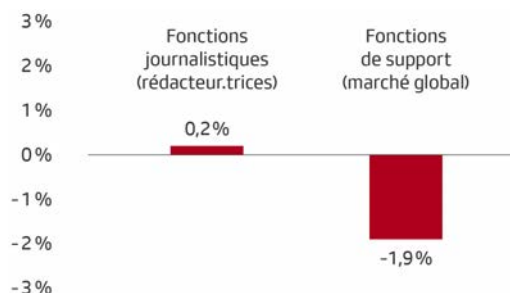


De +0,2 % à -1,9 %

niveau des salaires par rapport au marché

En moyenne, les salaires pratiqués par la SSR se situent au niveau du marché, avec des divergences selon les fonctions exercées. Les salaires des collaborateur.trices de la SSR exerçant des fonctions rédactionnelles sont très proches (+0,2 %) de ceux versés par les entreprises média nationales. Dans les domaines de support (finances, informatique, communication, RH), la SSR se situe à un niveau légèrement inférieur au marché (-1,9 %**).

Niveau des salaires selon les fonctions en comparaison avec le marché suisse



* Enquête sur les salaires dans les médias suisses 2022 (comp-on.ch), fonctions de direction non comprises

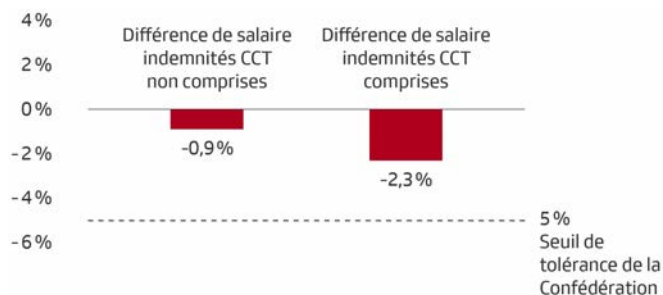
** Benchmark des salaires des fonctions de support 2025 (marketsalary.ch/fr), fonctions de direction comprises

2,3 %

niveau des salaires des femmes par rapport aux hommes

La SSR se penche chaque année sur les différences de salaire entre les genres au moyen de l'outil d'autocontrôle mis à disposition par la Confédération (Logib). A la SSR, en 2025, les salaires des femmes ont été inférieurs de 2,3 % en moyenne à ceux des hommes. A l'échelle suisse, ceci est une bonne valeur. En effet, le taux de tolérance de la Confédération est en dessous des 5 %. Selon des analyses SSR, près de la moitié de ces 2,3 % s'explique par des facteurs non discriminants (essentiellement par les compensations pour le travail la nuit et le week-end). Cela concerne davantage d'hommes. Sans ce facteur, la différence salariale ne serait plus que de 0,9 %.

Différences de salaire selon Logib entre femmes et hommes à la SSR en 2025



A close-up, profile view of a man with dark hair and a beard, wearing a dark suit jacket over a white shirt. He is looking down at a document he is holding in his left hand, with his right hand resting on his chin in a thoughtful pose. The background is a plain, light-colored wall.

07 Corporate Governance

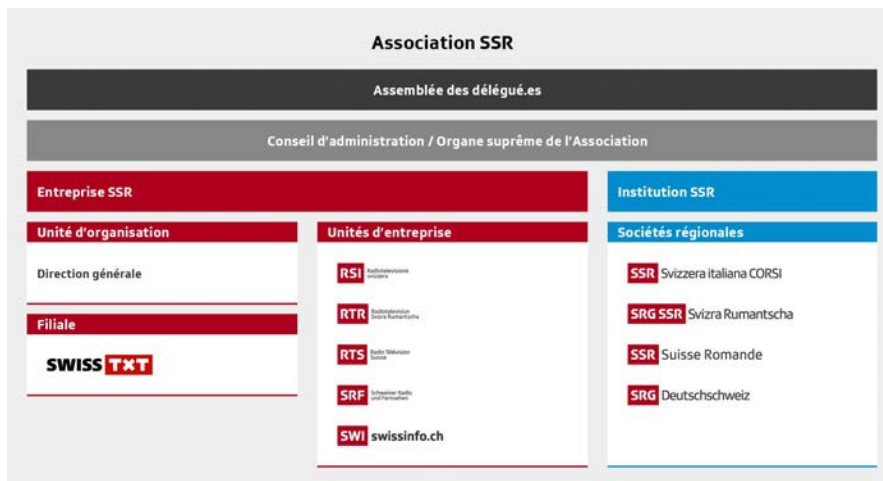
Image: séance du Comité de direction SSR

Une gestion et un contrôle responsables

L'Association SSR diffuse des programmes de radio et de télévision et propose des services journalistiques (offre en ligne, télétexte, offre destinée à l'étranger). Pour ce faire, elle exploite l'entreprise SSR. Entreprise sans but lucratif, la SSR propose un service public pour la collectivité. Son mandat découle de la Constitution fédérale, de la loi fédérale sur la radio et la télévision du 24 mars 2006 (LRTV), de l'ordonnance sur la radio et la télévision du 9 mars 2007 (ORTV) ainsi que de la Concession du 29 août 2018 octroyée par le Conseil fédéral.

L'**Assemblée des délégués** est son organe suprême. Au sens du droit des associations, le Conseil d'administration est aussi le Comité de l'Association. Il dirige et supervise l'Association comme l'entreprise. Epaulé.e par le Comité de direction, le.la directeur.trice général.e gère l'entreprise dans le respect des compétences qui lui sont attribuées par le Conseil d'administration.

La gouvernance de l'entreprise SSR est représentée dans le graphique ci-dessous (état au 31 décembre 2025). Dans le cadre du **processus de transformation «Enavant SRG SSR»** à l'échelle de l'entreprise, la SSR se réorganise au 1^{er} avril 2026. Des informations actuelles à ce sujet sont disponibles sur le site web de la SSR.



Institution

L'institution SSR compte quatre sociétés régionales:

- **Société SRG.D:** Radio- und Fernsehgesellschaft der deutschen und rätoromanischen Schweiz
- **Société SSR.SR:** Société de radiodiffusion et de télévision de la Suisse romande
- **Coopérative SSR.CORSI:** Società cooperativa per la Radiotelevisione svizzera di lingua italiana
- **Société SRG.R:** SRG SSR Svizra Rumantscha

Les sociétés régionales SRG.D et SSR.SR sont subdivisées à leur tour en sept sociétés membres. Cependant, SRG.R est également une société membre de SRG.D dans la mesure où elle n'agit pas de manière indépendante en tant que société régionale. Fin 2025, près de 24 000 personnes de toute la Suisse étaient membres de l'institution SSR.

Bien implantées dans la société, les sociétés régionales alimentent le débat sur le service public médiatique et influencent le développement et la qualité de l'offre journalistique de la SSR. Leurs conseils régionaux

- expliquent les enjeux culturels et les questions de société,
- prennent connaissance des concepts de programme* et du rapport des unités d'entreprise sur la qualité et le service public,
- soumettent au Comité régional des amendements aux concepts de programme,
- désignent les délégué.es.

* Le concept de programme définit l'axe de développement général, les groupes-cibles et les objectifs de marché stratégiques, la structure générale du contenu et les axes de développement d'une chaîne (RTS Première, etc.), d'un domaine (l'information, etc.) ou d'une autre offre journalistique (l'offre régionale en ligne, par exemple). Il repose sur le mandat de service public, sur les exigences qualité de la LRTV, sur la Concession et, pour ce qui est de la stratégie du programme, sur les consignes du Conseil d'administration.

Les sociétés régionales s'acquittent des tâches prévues à l'art. 4 des Statuts de la SSR. Les objectifs à réaliser sont formulés dans la **stratégie de l'institution**, qui a été renouvelée par l'Assemblée des délégué.es du 26 avril 2024. Les mesures qui en découlent sont concrétisées et mises en œuvre par les sociétés régionales.

Les quatre comités régionaux dirigent les sociétés régionales. Comme le prévoient les Statuts de la SSR, ils jouent un rôle actif dans le traitement des dossiers consacrés au programme que le Conseil d'administration examine.

Chaque société régionale dispose d'un Conseil du public, qui renforce le lien entre les professionnel.les du programme et le public. Le Conseil du public soutient les activités de programme en faisant des observations et en émettant des propositions et des suggestions. Dans chaque région linguistique, le Conseil du public a institué un organe de médiation, chargé de traiter les réclamations en rapport avec l'offre radio, télévisée et en ligne.

Structure de l'association au 31 décembre 2025

ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉ.ES									
CONSEIL D'ADMINISTRATION					ORGANE DE RÉVISION				
Président Jean-Michel Cina					Société de révision BDO SA				
Secrétaire central Iso Rechsteiner		Responsable de la Révision interne Mario Kündig			Responsable de l'organe de révision Beat Rüfenacht				
SOCIÉTÉS RÉGIONALES									
SRG.D – SRG DEUTSCHSCHWEIZ Radio- und Fernsehgesellschaft der deutschen und räto- romanischen Schweiz		SSR.SR – SSR SUISSE ROMANDE Société suisse de radiodiffusion et de télévision de la Suisse romande		SSR.CORSI – SSR SVIZZERA ITALIANA CORSI Società cooperativa per la Radiotelevisione svizzera di lingua italiana		SRG.R – SRG SSR SVIZRA RUMANTSCHA			
Präsident Lukas Bruhin		Président Hugues Hiltbold		Presidente Giovanna Masoni Brenni		President Vincent Augustin			
Regional- rat	Regional- vorstand	Conseil régional	Comité régional	Consiglio regionale	Comitato del Consig- lio regionale	Cussegl regional	Supra- stanza	SWI SWISSINFO.CH	
PUBLIKUMSRAT		CONSEIL DU PUBLIC		CONSIGLIO DEL PUBBLICO		CUSSEGL DAL PUBLIC		CONSEIL DU PUBLIC	
Präsidentin Eveline Hipeli		Président Jean-Raphaël Fontannaz		Presidente Gustavo Groisman		President Patric Collet		Président André Schaller	
OMBUDSSTELLE		ORGANE DE MÉDIATION		ORGANO DI MEDIAZIONE		SERVETSCH DA MEDIAZIUN		ORGANE DE MÉDIATION	
Esther Girsberger Urs Hofmann		Raymonde Richter		Francesca Lepori Colombo		Toni Hess		Philip Kübler	

Structure de l'entreprise au 31 décembre 2025

Entreprise est synonyme de groupe; celui-ci comprend la maison mère (la Direction générale et les unités d'entreprise), qui fait juridiquement partie intégrante de l'Association, et une filiale active. L'offre de la SSR est assurée par les cinq unités d'entreprise:

- Radiotelevisione svizzera (RSI)
- Radiotelevision Svizra Rumantscha (RTR)
- Radio Télévision Suisse (RTS)
- Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)
- SWI swissinfo.ch (SWI)

Les domaines de gestion centralisés et les services centraux du groupe sont rassemblés au sein de la Direction générale. Le Secrétariat général, la Communication d'entreprise, les Affaires publiques et, à partir de 2025, la Transformation font partie des services centraux. Les domaines de gestion Opérations, Développement et Offre, Business Unit Sport, Finances et Ressources humaines sont directement subordonnés au directeur général.

La SSR détient une filiale active: SWISS TXT SA, qui est une société non cotée en Bourse (cf. [liste des participations](#)). Un membre du Comité de direction SSR est en règle générale le président.e du Conseil d'administration de SWISS TXT. La filiale SWISS TXT est le centre de compétence multimédia de la SSR. Elle propose des services d'infrastructure ICT, de vidéo et d'accès (sous-titrage, audiodescription, traduction en langue des signes). Dans le cadre du processus de transformation «Enavant», SWISS TXT sera intégrée à la SSR.

Les informations actuelles relatives au **processus de transformation «Enavant SRG SSR»** sont disponibles sur le site web de la SSR.

ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS		
CONSEIL D'ADMINISTRATION		
DIRECTRICE GÉNÉRALE		
COMITÉ DE DIRECTION		
Direction générale	Unités d'entreprise	Sociétés régionales
Direction Développement et Offre	RSI Radiotelevisione svizzera	SSR Svizzera italiana CORSI Consiglio regionale Comitato del Consiglio regionale
Direction Finances	RTR Radiotelevision Svizra Rumantscha	SRG SSR Svizra Rumantscha Cussej regional Suprastanza
Direction Opérations	RTS Radio Télévision Suisse	SSR Suisse Romande Conseil régional Comité régional
Ressources humaines	SRF Schweizer Radio und Fernsehen	SRG Deutschschweiz Regionalrat Regionalvorstand
Business Unit Sport	SWI swissinfo.ch	
Secrétariat général		
Communication d'entreprise		
Affaires publiques		

Filiales

SWISS TXT SA

Structure du capital

Au 31 décembre 2025, les capitaux propres de la SSR s'élevaient à 518,5 millions de francs. Ils se composaient d'une réserve de base de 480 millions de francs et d'une réserve de 38,5 millions de francs provenant des bénéfices.

Assemblée des délégué.es

Organe suprême de la SSR, l'Assemblée des délégué.es (AD) compte 41 membres.

Délégué.es	
SRG.D	18
SSR.SR	9
SSR.CORSI	6
SRG.R	3
Total délégué.es (y compris les quatre président.es régionaux.ales qui sont d'office délégué.es et membres du Conseil d'administration)	36
Autres membres	
Administrateur.trices élu.es par l'Assemblée des délégué.es	3
Administrateur.trices nommé.es par le Conseil fédéral	2
Total autres membres	5
Total délégué.es + autres membres	41

Un.e représentant.e du syndicat qui prend part aux négociations de la convention collective de travail (CCT) ainsi qu'un.e représentant.e des cadres participent également à l'AD. Il.elles ont voix consultative, tout comme le.la directeur.trice général.e.

Les compétences de l'Assemblée des délégué.es sont définies dans les Statuts de la SSR. En plus des questions statutaires, qui sont du ressort de l'Assemblée générale en vertu du droit des sociétés anonymes, l'Assemblée des délégué.es approuve, à la demande du Conseil d'administration,

- la nomination du.de la directeur.trice général.e,
- les propositions d'amendement de la Concession relevant de la politique des médias,
- la rémunération maximale du Conseil d'administration, de son.sa président.e et du Comité de direction,
- le rapport de rémunération pour l'exercice écoulé et
- le rapport sur la qualité et sur le service public de la SSR.

L'Assemblée des délégué.es décide de la rémunération de ses membres ainsi que de l'allocation annuelle des moyens aux sociétés régionales. Elle peut proposer au Conseil d'administration le réexamen du service public et de la qualité; il a six mois pour répondre. Enfin, l'Assemblée des délégué.es prend acte du règlement d'organisation, de la stratégie et du rapport de mise en œuvre de la stratégie. Elle se réunit généralement deux fois l'an.

Assemblée des délégués.es

	Autre fonction/Remarques	Année d'entrée en fonction
SRG.D – délégué.es élu.es par la société régionale		
Bruhin Lukas, Zurich (président SRG.D)	Administrateur (à partir de septembre 2025)	2025
Hauptli Andreas, Thalwil	(jusqu'à mars 2025)	2024
Bachmann Cécile, Horgen		2024
Birrer Alina, Zurich	(à partir de mai 2025)	2025
Braun Canisius, Saint-Gall	(jusqu'à décembre 2025)	2016
Büchler Joana, Kriens		2024
Darnuzer Ladina, Bâle		2024
Della Torre Marina, Aarau		2024
Dolder Olivier, Kriens		2023
Durrer Urs, Küssnacht am Rigi		2024
Gressly Fabian, Soleure		2016
Hofstetter Walter, Frauenfeld		2014
Kuhn Sonja, Bâle		2024
Langenegger Walter, Hinterkappelen		2024
Müller Chantal, Courgevaux		2024
Reichle Lukas, Rorschach		2024
Schenk Markus, Aarau		2024
Schori Philipp, Berne		2020
Sorg-Keller Susanne, Tagelswangen	(jusqu'à mai 2025)	2016
Theunert Andrea, Bâle		2016
SSR.SR – délégué.es élu.es par la société régionale		
Hiltbold Hugues, Carouge (président SSR.SR)	Administrateur	2024
Bassi Frank, Bienne	(à partir de novembre 2025)	2025
Chételat Pierre, Delsberg		2020
Freymond Cantone Fabienne, Nyon		2021
Guidi Stéphanie, Genève		2020
Gurtner Léon, Fribourg		2020
Langel Marc-Alain, Bevaix		2012
Moeschler Pierre-Yves, Bienne	(jusqu'à mars 2025)	2016
Nicod Gérald, Chexbres		2016
Vernaz Nathalie, Monthey		2024

Assemblée des délégués

	Autre fonction/Remarques	Année d'entrée en fonction
SSR.CORSI – délégués élus par la société régionale		
Masoni Brenni Giovanna, Lugano (présidente SSR.CORSI)	Administratrice	2024
Biaggio-Simona Simonetta, Bellinzone		2024
Longo Pierfranco, Lugano		2024
Moghini Francesco, Lugano		2024
Rossi Valentina, Somazzo		2020
Stojanović Nenad, Lugano		2024
SRG.R – délégués élus par la société régionale		
Augustin Vincent, Coire (président SRG.R)	Administrateur	2019
Lechmann Gion, Falera		2021
Luzio Elena, Berne		2021
Administrateurs nommés par l'Assemblée des délégués		
Cina Jean-Michel, Salgesch	Président SSR	2017
Šáchová-Kleisli Alice, Zurich	Administratrice	2017
Süsstrunk Sabine, Lausanne	Administratrice	2018
Administrateurs nommés par le Conseil fédéral		
Vogt Hans-Ueli, Zurich	Administrateur	2024
Gut-Winterberger Ursula, Küsnacht ZH	Administratrice (jusqu'à décembre 2025)	2016
Participants avec voix consultative		
Atasoy Salvador	Représentant SSM	2022
Poncini Rafaël	Représentant SSM	2019
Savoia Sergio	Représentant de l'Association des cadres (ADC)	2020
Wille Susanne	Directrice générale	2024

Conseil d'administration

Composition et tâches

Le Conseil d'administration (CA) de la SSR compte neuf membres: les quatre président.es régionaux.ales ainsi que deux personnes nommées par le Conseil fédéral et trois par l'Assemblée des délégué.es, dont le ou la président.e, qui est à la fois président.e de l'Assemblée des délégué.es et président.e du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration assure la direction stratégique de la SSR ainsi que la haute surveillance de l'entreprise. Il répond devant l'autorité concédante du respect des exigences légales et des contraintes de la Concession. En vertu des art. 716a et 716b du Code des obligations (CO) et des Statuts SSR, il délègue – à l'exception de ses attributions intransmissibles et inaliénables – au directeur.trice général.e la gestion de l'entreprise et la direction générale des programmes dans le règlement d'organisation. Les comités régionaux définissent les concepts des programmes dans le respect des consignes du Conseil d'administration relatives à la stratégie en matière d'offre. En fonction de ce qui est défini dans ces concepts, ils répartissent les ressources financières avalisées par le Conseil d'administration (enveloppe budgétaire) entre les différentes catégories de programme. Les comités régionaux font par ailleurs des propositions au Conseil d'administration, en rapport avec les dossiers suivants relatifs au programme:

- nomination des directeur.trices des unités d'entreprise et nomination des cadres du second échelon justifiant d'une compétence de programme,
- déplacement des studios régionaux,
- modification de la structure régionale des unités d'entreprise,
- modification, dans les unités d'entreprise, du second échelon de direction justifiant d'une compétence de programme.

La part de femmes au Conseil d'administration est de 44 % depuis le 1^{er} janvier 2025.

Mandat

Comme quatre membres du Conseil d'administration sont élus par les sociétés régionales et deux sont nommés par le Conseil fédéral (art. 34 de la Concession), un mandat d'un an pour les membres du Conseil d'administration n'est pas indiqué. Un.e administrateur.trice ne peut pas exercer son mandat plus de 12 ans. Une nouvelle période administrative de quatre ans a débuté le 1^{er} janvier 2024.

Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration dispose des comités ci-après et d'un groupe de travail permanent, qui se réunissent généralement six fois l'an. Il peut également créer des comités ad hoc.

Composition des comités au 31 décembre 2025:

Comité des ressources humaines	Comité d'audit et des finances	Comité d'investissement
Jean-Michel Cina (présidence) Alice Šachová-Kleisli Hugues Hiltpold Vincent Augustin	Ursula Gut-Winterberger (présidence) Hans-Ueli Vogt Giovanna Masoni Brenni Hugues Hiltpold	Giovanna Masoni Brenni (présidence) Hugues Hiltpold Sabine Süssstrunk Vincent Augustin
Comité Swissinfo	Comité Transformation numérique	Comité de transparence
Alice Šachová-Kleisli (présidence) Vincent Augustin	Sabine Süssstrunk (présidence) Alice Šachová-Kleisli Hans-Ueli Vogt	Jean-Michel Cina (présidence) Giovanna Masoni Brenni Ursula Gut-Winterberger

Comité des ressources humaines: le Comité évalue la politique du personnel à l'attention du Conseil d'administration. Il seconde ce dernier dans la définition de l'enveloppe salariale des cadres supérieurs de l'entreprise, dans l'indemnisation des organes de l'Association et dans la rémunération maximale du Conseil d'administration et du Comité de direction. Il prépare également les dossiers de nomination. Sur mandat du Conseil d'administration, il fixe les conditions d'engagement du directeur général. Par ailleurs, il prépare la nomination des membres du Comité de direction.

Comité d'audit et des finances: le Comité évalue pour le Conseil d'administration la situation financière de l'entreprise et la conformité aux règles de sa direction. Il le seconde dans la définition des principes comptables, du contrôle financier, de la planification financière et de la gestion des risques.

Il évalue par ailleurs:

- l'organisation, l'indépendance et l'efficacité des procédures de travail de la Révision interne et de l'organe de révision, de même que leur mode de coopération;
- l'indépendance et l'efficacité du système de contrôle interne (SCI);
- la qualité de la comptabilité et du rapport financier, sur la base de l'évaluation de la Révision interne et de l'organe de révision;
- le respect des normes (compliance).

Comité d'investissement: le Comité évalue, à l'attention du Conseil d'administration, les besoins en investissement de l'entreprise et il le seconde dans la définition de l'organisation et des procédures d'investissement. Il examine la stratégie d'investissement, les masterplans (plans directeurs à long terme), le plan et le budget d'investissement ainsi que les projets d'investissement et de désinvestissement qui requièrent l'approbation du Conseil d'administration. Il lui appartient enfin de suivre la réalisation de projets d'investissement d'envergure ou d'importance stratégique.

Comité Swissinfo: le Comité prépare les dossiers ci-après pour le Conseil d'administration de la SSR:

- demandes et rapport annuel sur la qualité et le service public de Swissinfo;
- changement du site ou du second échelon de conduite compétent pour l'offre;
- adaptations de l'accord de prestations passé avec la Confédération (tous les quatre ans).

En outre, le Comité SWI swissinfo.ch prend des décisions dans les domaines suivants:

- consultation et approbation du concept d'offre et de l'allocation des moyens y relative dans le cadre des prescriptions du Conseil d'administration
- désignation des cinq membres du Conseil du public et adoption de son règlement
- rémunération du Conseil du public et de l'organe de médiation SWI swissinfo.ch dans une mesure comparable aux pratiques internes à la SSR

Comité Transformation numérique: à l'attention du Conseil d'administration, ce Comité évalue l'évolution du service public audiovisuel moderne, à moyen et long termes, et ses répercussions sur l'offre de la SSR. Il accompagne la stratégie d'offre SSR ainsi que les projets d'innovation stratégiques pour l'entreprise, dans le domaine de la transformation numérique en particulier.

Comité de transparence: ce comité se penche sur les déclarations des intérêts signées par les membres du Conseil d'administration, des Comités régionaux et du.de la directeur.trice général.e et du Comité de direction SSR, ainsi que sur les risques de réputation et sur les contrats. S'il constate un conflit d'intérêts ou un risque de réputation, même potentiel, il le signale au Conseil d'administration en l'assortissant d'une recommandation.

Groupe de travail des président.es régionaux.ales: sous la direction du.de la président.e de la SSR, les président.es des sociétés régionales partagent leurs expériences dans les domaines qui relèvent de leur compétence exclusive en application des Statuts de la SSR et de la stratégie de l'Association. Par ailleurs, les années paires, le groupe de travail rend compte au Conseil d'administration de l'enveloppe financière et de l'efficacité des méthodes et des instruments utilisés dans les concepts de programme, qu'il peut proposer de modifier.

Déclaration des intérêts

Les autres activités principales au sein d'organes de direction ou de surveillance et les fonctions politiques sont indiquées pour chaque membre.

Participations croisées

Il n'existe pas de participation croisée à des conseils d'administration entre la SSR et d'autres sociétés en dehors de l'Association SSR ou de son périmètre de consolidation.

Fonctionnement du Conseil d'administration

En règle générale, le Conseil d'administration se réunit six fois l'an en séance ordinaire. Si les affaires traitées le requièrent, il invite des spécialistes internes ou externes.

Instruments d'information et de contrôle

Le Conseil d'administration dispose entre autres des instruments d'information et de contrôle suivants:

- reporting stratégique avec des indicateurs permettant d'évaluer la réalisation des objectifs ainsi que des informations sur l'état d'avancement des projets stratégiques,
- comptes prévisionnels (reporting financier),
- comptes annuels,
- planification financière (budget et planification à moyen terme),
- rapport sur la compliance,
- rapport sur les risques,
- rapport sur le système de contrôle (SCI),
- rapport de participation,
- plan de la Révision interne,
- rapports de révision de la Révision interne et de l'organe de révision, rapport détaillé de l'organe de révision au Conseil d'administration,
- rapport sur l'allocation des biens aux sociétés régionales,
- rapports régionaux intermédiaires et finaux sur les conventions de prestations avec les sociétés régionales.

La Révision interne seconde le Conseil d'administration et son Comité d'audit et des finances dans leurs tâches de surveillance et de contrôle.

Conseil d'administration

État 31.12.2025



Jean-Michel Cina
Président du Conseil d'administration SSR

Membre du Conseil d'administration depuis 2017, Président du Conseil d'administration depuis 2017, Suisse, né en 1963

Parcours professionnel

Jean-Michel Cina a étudié le droit aux Universités de Berne et de Fribourg. De 1997 à 2005, alors qu'il travaille comme avocat et notaire à Viège, il est aussi président de la Commune de Salquenen et membre du Grand Conseil valaisan. En 1999, il est élu au Conseil national. De 2002 à 2005, il préside la section PDC au Palais fédéral et, de 2005 à fin avril 2017, il est membre du Gouvernement valaisan et dirige le Département de l'économie, de l'énergie et du territoire. A partir de 2014 et jusqu'à sa décision de quitter le Conseil d'Etat, il préside en outre la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC).

Mandats

Air Zermatt AG, Zermatt (membre CdA); Air-Glacières SA, Sion (vice-président CdA); Zermatt Bergbahnen AG, Zermatt (vice-président CdA); Ingenes AG, Naters (membre CdA); Autorité intercantonale de surveillance des jeux d'argent – Gespa, Berne (président Conseil de surveillance); Golf Leuk AG, Loèche (membre CdA)



Giovanna Masoni Brenni
Conseil d'administration SSR et présidente SSR.CORSI

Membre du Conseil d'administration depuis 2024, Vice-présidente du Conseil d'administration depuis 2024, Suisse, née en 1963

Parcours professionnel

Après des études de droit à l'Université de Zurich, achevées en 1988, Giovanna Masoni Brenni travaille en tant qu'avocate et notaire dans le cabinet familial fondé en 1958. Depuis 2020, elle est avocate spécialiste en droit de la construction et de l'immobilier auprès de la FSA. De 1992 à 2016, elle accomplit des mandats politiques pour le PLR au Législatif puis à l'Exécutif de Lugano. Durant cette période, elle est notamment vice-présidente de la ville, dont elle dirige le département des Travaux publics et celui de la Culture et de la formation. De 2020 à 2023, elle est membre du Comité régional de SSR.CORSI et, depuis 2024, elle en est la présidente régionale.

Mandats

Banca del Ceresio SA, Lugano (présidente CdA); fondation Giuseppina Vismara-Mazzuchelli, Lugano (présidente Conseil de fondation); fondation Hermann Hesse Montagnola, Montagnola (présidente Conseil de fondation)



Vincent Augustin
Membre du Conseil d'administration SSR
et président SRG.R

Membre du Conseil d'administration depuis 2019, Suisse, né en 1956

Parcours professionnel

Depuis l'obtention de son doctorat en droit et après avoir effectué plusieurs stages, Vincent Augustin travaille à Coire en tant qu'avocat indépendant. Il défend essentiellement les assureurs maladie et les organisations de la branche. Il siège au Grand Conseil des Grisons de 1987 à 2014 pour l'ancien PDC. De 2004 à 2012, il préside la Lia Rumantscha et, de 2013 à 2018, il est respectivement membre et président de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radiotélévision (AIEP).

Mandats

Bergbahnen Disentis AG, Disentis (vice-président CdA); Catrina Holding AG, Disentis (vice-président CdA); Catrina Resort AG, Disentis (vice-président CdA); Andermatt Sedrun Disentis Marketing AG, Andermatt (membre CdA); Santéuisse/Tarifsuisse AG, Soleure (avocat); Allegra Vermögensverwaltung AG, Coire (membre CdA)



Lukas Bruhin
Membre du Conseil d'administration SSR
et président SRG.D

Membre du Conseil d'administration depuis 2025, Suisse, né en 1968

Parcours professionnel

Après des études en droit à l'Université de Berne et l'obtention de son diplôme d'avocat en 1997, Lukas Bruhin a occupé différentes fonctions dirigeantes, notamment celles de responsable des affaires internationales et de la réglementation à La Poste Suisse et de secrétaire général du Département fédéral de l'intérieur (DFI). Il préside depuis 2020 le Conseil de Swissmedic. Depuis 2023, il est également partenaire du cabinet d'avocats zurichois Arioli Law.

Mandats

Swiss Economics SE AG, Zurich (membre CdA); Layout Liegenschaften AG, Zurich (président CdA); Société suisse des sciences administratives, Berne (membre CdA); Aide Suisse contre le Sida (vice-président)



Ursula Gut-Winterberger
Membre du Conseil d'administration SSR

Membre du Conseil d'administration de 2016 jusqu'à fin 2025, Suisse, née en 1953

Parcours professionnel

Après l'obtention de son doctorat en droit à l'Université de Zurich, Ursula Gut-Winterberger exerce différentes activités dans le secteur privé de 1986 à 2006, notamment en tant que membre de la direction de Credit Suisse et au poste de vice-directrice du groupe d'assurances Swiss Life. Elle entame sa carrière politique en tant que conseillère municipale et présidente de la commune de Küsnacht (ZH) pour le PLR. De 2006 à 2015, elle est conseillère d'Etat du canton de Zurich: tout d'abord directrice des travaux publics, elle est nommée directrice des finances du canton en 2007.

Mandats

Commission intercantonale pour les conventions, Berne (membre); fondation Moriz und Elsa von Kuffner, Zurich (membre Conseil de fondation)



Hugues Hiltbold
Membre du Conseil d'administration SSR
et président SSR.SR

Membre du Conseil d'administration depuis 2024, Suisse, né en 1969

Parcours professionnel

En 1996, Hugues Hiltbold achève ses études d'architecture à l'Université de Genève, avant d'obtenir sa patente professionnelle. Depuis 2008, il dirige son propre cabinet. De 2007 à 2010, il préside ce qui était alors le parti radical genevois. En 2007, il a été élu au Conseil national pour son parti. Il quitte le Parlement fédéral en 2019 et depuis 2020, il est membre du Comité régional de SSR.SR, dont il est président régional depuis début 2024.

Mandats

Aucun



Alice Šáchová-Kleisli
Membre du Conseil d'administration SSR

Membre du Conseil d'administration depuis 2017, Suisse, née en 1963

Parcours professionnel

Après des études d'économie à Bochum et Cologne, de 1994 à 1998, Alice Šáchová-Kleisli est conseillère d'entreprise auprès du Boston Consulting Group à Londres et Zurich. Elle occupe ensuite le poste de CEO dans l'industrie durant 13 ans: de 1998 à 2001 pour Tela AG et de 2002 à 2008 en tant que propriétaire et CEO de Favo Werbeagentur AG. En 2008, elle rejoint l'entreprise de Sede AG aux fins de sa restructuration et, de 2012 à 2020, elle est associée auprès de l'entreprise de conseil Vendbridge AG, spécialisée dans l'innovation. Depuis l'été 2020, elle est associée auprès de l'entreprise de conseil Collective 63 AG, Zurich.

Mandats

Griesser Holding AG, Aadorf (membre CdA); Invision AG, Zoug (membre CdA); Pax Société suisse d'assurance sur la vie SA, Bâle (membre CdA); Pax Holding, Bâle (membre CdA); Scholz & Friends Schweiz AG, Zurich (membre CdA)



Sabine Süsstrunk
Membre du Conseil d'administration SSR

Membre du Conseil d'administration depuis 2018, Suisse, née en 1962

Parcours professionnel

Sabine Süsstrunk a étudié à l'EPFL, à l'EPFZ et au Rochester Institute of Technology RIT (USA). Elle a réalisé un doctorat en informatique à l'Université d'East Anglia (UK). Elle enseigne à la Faculté de photographie du RIT entre 1991 et 1995, puis, de 1995 à 1999, elle travaille à Seattle (USA) en tant que Principle Imaging Researcher chez Corbis Corporation. Depuis 1999, Sabine Süsstrunk est professeure et directrice au Laboratoire d'images et représentation visuelle de la Faculté informatique et communications de l'EPFL. Elle dirige en outre cette même faculté en tant que doyenne depuis 2025.

Mandats

Conseil suisse de la science, Berne (présidente); Largo Films SA, Ecublens (membre CdA)



Hans-Ueli Vogt
Membre du Conseil d'administration SSR

Membre du Conseil d'administration depuis 2024, Suisse, né en 1969

Parcours professionnel

Hans-Ueli Vogt étudie le droit à l'Université de Zurich, dont il devient professeur assistant en 2003, professeur extraordinaire en 2007 puis professeur ordinaire de droit civil et économique en 2013. Dans le cadre de sa formation et de son activité professionnelle, il séjourne à New York – où il décroche un master et travaille en tant qu'avocat dans un grand cabinet – puis à Florence, Harvard, Pékin et Londres. Hans-Ueli Vogt enseigne, publie et donne des conférences essentiellement dans les domaines du droit des sociétés anonymes et de la corporate governance. Il est aussi avocat conseil et expert indépendant, et travaille en tant que consultant auprès du cabinet d'avocats Homburger de 2009 à 2013. De 2015 à 2021, il est conseiller national UDC et en 2022, il est candidat au Conseil fédéral.

Mandat

Zürcher Kantonalbank, Zurich (membre Conseil de banque); HIG Immobilien Anlage Stiftung, Zurich (membre Conseil de fondation)



Iso Rechsteiner
Secrétaire central SSR

Secrétaire du Conseil d'administration depuis janvier 2022 (sans droit de vote), Suisse, né en 1966

Parcours professionnel

Iso Rechsteiner a étudié la théologie, les religions comparées, la germanistique et la journalistique aux Universités de Fribourg, de Munich et de Zurich. Il a également suivi le Senior Executive Programm (SEP) de la London Business School et complété son profil avec un diplôme postgrade en médiation et gestion des conflits en entreprise, décroché à l'Université de Saint-Gall. Après une carrière dans le journalisme, Iso Rechsteiner dirige Schweizer Radio DRS de 2009 à 2010 et, dès 2011, endosse la fonction de Chief Communications Officer et Head of Public Affairs de la SSR. De 2015 à 2021, il travaille à son compte en tant que conseiller, essentiellement pour des conseils d'administration et des cadres de niveau CEO. Il est en outre associé au sein de l'entreprise Kommunikationsplan AG de 2017 à 2021.

Mandats

Aucun

Le membre suivant était en fonction jusqu'à fin mars 2025:



Andreas Häuptli
Membre du Conseil d'administration SSR et
président de SRG Deutschschweiz

Membre du Conseil d'administration de 2024 jusqu'à fin mars 2025, né en 1967, Suisse

Parcours professionnel

Andreas Häuptli fait un apprentissage de typographe auprès de l'ancien Aargauer Tagblatt. Dans les années 90, il collabore au lancement de la marque automobile Smart, avant de passer à la branche de l'édition. En 2010, il décroche en cours d'emploi un master en «brand and marketing management» auprès de la Haute école spécialisée de Lucerne, avant d'entrer, en 2012, au comité de direction de NZZ AG. De 2014 à 2021, il travaille au sein de l'association d'éditeurs MEDIAS SUISSES, qu'il dirige durant 5 ans. Il dirige la section zurichoise du TCS depuis 2021.

Mandats

Aucun

Comité de direction

Directeur.trice général.e

Le.la directeur.trice général.e assure la gestion du groupe et la direction des programmes conformément aux compétences qui lui sont attribuées par le Conseil d'administration. Il.elle:

- est tenu.e de rendre compte au Conseil d'administration du respect des objectifs;
- met en place les instruments de gestion d'entreprise ad hoc et veille à leur application;
- informe régulièrement le.la président.e et le Conseil d'administration de la marche des affaires et des dossiers importants de l'entreprise;
- informe l'Assemblée des délégué.es des dossiers importants du point de vue de la politique de l'entreprise, en accord avec le.la président.e;
- informe le Conseil d'administration si il.elle estime que les concepts de programme définis par les comités régionaux ou la répartition de l'enveloppe budgétaire va à l'encontre de la stratégie d'entreprise ou d'autres prescriptions du Conseil d'administration.

Comme il.elle se trouve à la tête du Comité de direction, le.la directeur.trice général.e tranche lorsque celui-ci ne parvient pas à un accord.

Comité de direction

En tant qu'organe de direction opérationnel, le Comité de direction définit les stratégies et les plans du groupe, qu'il soumet au Conseil d'administration avant d'en coordonner la mise en œuvre. Il traite les questions essentielles qui concernent l'entreprise et, par son action de coordination et de concertation, il veille à ce que les activités des entités de l'entreprise (unités d'entreprise et filiales) soient menées dans l'intérêt du groupe. Dans le règlement de gestion, le Comité de direction définit les compétences et les processus de gestion de l'entreprise. Le règlement de gestion est adapté en continu, sur la base du règlement d'organisation édicté le 13 décembre 2013, et ayant par la suite fait l'objet de plusieurs révisions partielles.

Au 31 décembre 2025, le Comité de direction de la SSR se composait de la directrice générale, du directeur Finances, du directeur Opérations ainsi que des directeur.trices des unités d'entreprise RSI, RTR, RTS, SRF et SWI. En raison du processus de transformation en cours, le directeur Développement et Offre était dirigé ad interim. A l'instar des membres du Comité de la direction élargi (secrétaire général, responsable Ressources humaines et responsable Communication intégrée et Affaires publiques), la directrice Développement et Offre ad interim participait aux séances du Comité de direction sans droit de vote.

La Direction générale, les unités d'entreprise RSI, RTS, SRF, RTR et SWI ainsi que la filiale SWISS TXT ont chacune également leur propre comité de direction.

Autres activités et déclarations des intérêts

Les membres du Comité de direction représentent la SSR dans les conseils d'administration de sociétés détenues de manière minoritaire par la SSR, dans des conseils de fondation ou dans d'autres sociétés proches de la SSR. Lorsque des honoraires sont prévus, ils sont versés à la SSR (déduction faite des frais).

Les membres du Comité de direction ne peuvent exercer, au sein de conseils d'administration ou d'autres organes de collectivités, une activité non autorisée qui soit contraire aux intérêts de la SSR. Le directeur général peut faire une exception dans les cas suivants:

- activités discrètes de gérance de patrimoine à titre privé;
- mandats familiaux dans une SA, pour autant qu'ils ne génèrent ni conflits d'intérêts, ni problèmes de direction;
- activités de nature caritative, politique ou sociale, à condition que peu de temps leur soit consacré.

Les mandats et les activités accessoires des membres du Comité de direction sont précisés pour chacun.e d'eux.elles.

Fonctionnement du Comité de direction

Le Comité de direction se réunit en général une fois par mois pendant deux jours. En fonction des besoins de l'entreprise, il peut aussi se réunir en vidéoconférence pour des séances supplémentaires. Les dossiers sont présentés par les membres du Comité de direction ou par des expert.es.

Contrats de management

Le groupe SSR n'a délégué aucune tâche de direction à des tiers.

Comité de direction

État 31.12.2025



Susanne Wille

Directrice générale SSR

Membre du Comité de direction depuis novembre 2024, directrice générale depuis novembre 2024, Suisse, née en 1974

Parcours professionnel

Susanne Wille a étudié l'histoire, le journalisme ainsi que la langue et la littérature anglaises aux universités de Fribourg, Zurich et Edimbourg. Après avoir travaillé en tant que journaliste vidéo pour la chaîne régionale argovienne Tele M1, elle entre chez SRF en 2001 comme reporter et animatrice de l'émission d'actualités «10 vor 10». Entre 2011 et 2016, elle est correspondante politique à Berne pour l'émission politique «Rundschau». Son travail de journaliste politique a été récompensé à de multiples reprises. Après avoir assumé des responsabilités de direction dans la transformation numérique de la newsroom de SRF à partir de 2016 et dirigé le comité de pilotage et de qualité de la newsroom, Susanne Wille a marqué de son empreinte le processus de développement stratégique et organisationnel «SRF 2024» en tant que membre de l'équipe centrale. En juin 2020, elle intègre le Comité de direction de SRF et prend la tête du département Culture de SRF. La même année, Susanne Wille devient directrice adjointe de SRF et membre du Comité de direction de 3sat, le programme communautaire de ARD, ZDF, ORF et de la SSR. Susanne Wille a suivi des formations continues dans les domaines de la stratégie numérique et des processus de transformation et a décroché un Master en gestion d'entreprise à l'IMD de Lausanne. Elle est la directrice générale de la SSR depuis novembre 2024.

Mandat

Swiss Media Forum (membre CdA); Fondation CIVIS pour les médias (membre CA)



Nicolas Pernet

Directeur Radiotelevision Svizra Rumantscha et directeur général suppléant SSR

Membre du Comité de direction depuis 2021, directeur général suppléant SSR à partir de mars 2025, Suisse, né en 1979

Parcours professionnel

En 2005, Nicolas Pernet décroche un diplôme de gestion d'entreprise à l'Université de Saint-Gall (HSG), où il obtient également son doctorat en 2010, après avoir étudié à l'Université du Michigan et à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de Paris. A son entrée dans le monde du travail, il devient d'abord chef de projet responsable du développement d'entreprise pour le commerce numérique auprès du groupe média suisse Ringier, avant de prendre le poste de chef de projet au sein du bureau du directeur général en 2012. Toujours au sein de Ringier, il intègre le groupe Blick en 2013, pour en reprendre d'abord le département marketing puis la direction du département Print. Il prend enfin la tête du domaine Commercial Management, poste auquel il est en charge du chiffre d'affaires global du groupe. En janvier 2021, Nicolas Pernet rejoint la SSR pour prendre les fonctions de directeur de Radiotelevision Svizra Rumantscha (RTR).

Mandat

Fundaziun Patrimoni Cultural RTR (président du Conseil de fondation)



Mario Timbal
Directeur Radiotelevisione svizzera et
directeur général suppléant SSR

Membre du Comité de direction depuis 2021, directeur général suppléant SSR à partir de mars 2025, Suisse, né en 1977

Parcours professionnel

Mario Timbal est né à Locarno en 1977. Après des études de lettres à l'Université de Lausanne, il est journaliste au «Corriere del Ticino» à Lugano de 2005 à 2007, puis il occupe jusqu'en 2009 le poste de Business Development Manager auprès du Cannondale Cycling Group. Il assume ensuite différentes fonctions au sein du Locarno Film Festival: tour à tour responsable marketing puis responsable sponsoring, il en devient le Chief Operating Officer de 2013 à 2017. Pendant cette période, Mario Timbal est président du Conseil d'administration de la Ticino Film Commission et membre des comités de direction de «Swiss Top Events» et de la «Conférence des Festivals», association qui regroupe les organisateurs des principaux festivals suisses de cinéma. En 2017, il reprend la direction des opérations de la fondation culturelle Luma à Arles (France), où il œuvre entre autres à la création d'un nouveau centre culturel. Mario Timbal est nommé nouveau directeur de la RSI en avril 2021. En 2023, il préside la Commission de recherche qui a conduit à la nomination de la nouvelle présidente du Locarno Film Festival.

Mandats

Comunità Radiotelevisiva Italofofon (CRI) (président); Fondazione Patrimonio Culturale RSI (président du Conseil de fondation); UNIGE – Conseil d'orientation stratégique (membre depuis juin 2025)



Nathalie Wappler
Directrice Schweizer Radio und Fernsehen

Membre du Comité de direction depuis 2019, Directrice générale suppléante jusqu'à février 2025, Suisse, née en 1968

Parcours professionnel

Nathalie Wappler étudie l'histoire, la politique et la germanistique à l'Université de Constance, en Allemagne, avant de poursuivre sa formation à Bristol (GB) et à Stanford (USA). Elle démarre sa carrière en tant que rédactrice chez 3sat («Kulturzeit») puis chez ARD/WDR («Joachim Gauck») et enfin chez ZDF («aspekte», «Maybrit Illner»). En 2005, elle entre à la Schweizer Fernsehen, où elle travaille tout d'abord comme rédactrice pour «Kulturplatz». Elle devient responsable de rédaction de «Sternstunden» en 2008, avant de prendre la tête du département Culture en 2011. A ce poste, elle mène à bien la fusion des rédactions TV, radio et online, modernise Radio SRF 2 Kultur et développe de nouvelles stratégies pour les films et les séries. En 2016, Nathalie Wappler devient directrice des programmes de MDR (Mitteldeutscher Rundfunk), où elle répond des ensembles musicaux ainsi que du programme TV/radio/online des domaines Culture, Jeunesse, Education et Savoirs. En mars 2019, elle revient à Schweizer Radio und Fernsehen en tant que directrice.

Mandats

Mediapulse AG (membre CdA); fondation Kulturerbe SRF (présidente du Conseil de fondation)



Larissa M. Bieler
Directrice SWI swissinfo.ch

Membre du Comité de direction depuis 2022, Suisse, née en 1978

Parcours professionnel

Larissa M. Bieler grandit à Bonaduz (GR). En 2007, elle achève ses études de linguistique, gestion & économie et sciences politiques à l'Université de Zurich. A la fin de ses études, Larissa M. Bieler travaille au département de langue allemande à l'Université de Zurich comme chargée de cours et assistante de projet. Elle poursuit son activité de linguiste au centre de recherche CNRS à Paris. Pendant et après ses études, elle travaille de nombreuses années en tant que journaliste indépendante pour des médias locaux et régionaux. En 2013, Larissa M. Bieler est nommée rédactrice en chef du «Bündner Tagblatt» puis, en janvier 2016, elle rejoint la SSR en tant que rédactrice en chef chez SWI swissinfo.ch, la plateforme numérique en dix langues de l'entreprise média. Entre octobre 2018 et juillet 2022, elle combine ce rôle avec celui de directrice de SWI swissinfo.ch. Depuis juillet 2022, Larissa Bieler est membre du Comité de direction de la SSR. Suite à ce changement, elle a remis son mandat de rédactrice en chef chez SWI swissinfo.ch.

Mandats

SWISS TXT SA (membre CdA); Commission fédérale des médias (COFEM) (membre); Conseil du musée du Musée national suisse (membre); La Fondation Culture au Waldhaus (membre du Conseil de fondation); Public Media Alliance (membre)



Pascal Crittin
Directeur Radio Télévision Suisse

Membre du Comité de direction depuis 2017, Suisse, né en 1968

Parcours professionnel

Pascal Crittin est licencié (master) en Lettres et en Musicologie de l'Université de Fribourg. C'est en tant que Directeur des Editions St-Augustin qu'il se familiarise avec le marché des médias et le domaine de la communication. En 2002, il est nommé Chef du programme RTS Espace 2, où il développe la cohésion de l'offre culturelle et musicale. De 2008 à 2009, Pascal Crittin est secrétaire général de RSR et participe au pilotage du projet de convergence qui donnera naissance à la RTS. De janvier 2010 à mars 2017, il endosse le rôle de Directeur du département Affaires générales de la RTS. Depuis mai 2017, il est directeur de la RTS.

Mandats

Chaîne du Bonheur (président du Conseil de fondation); Médias Francophones Publics (vice-président); Fonsart (vice-président du Conseil de fondation); Fondation pour la création numérique (président du Conseil de fondation); HES-SO (membre du Conseil stratégique); Association De la scène à l'écran (membre)



Marco Derighetti **Directeur Opérations SSR**

Membre du Comité de direction depuis 2011, Suisse, né en 1967

Parcours professionnel

Le Tessinois Marco Derighetti a grandi à Muralto et à Losone. A l'EPFZ, il obtient un diplôme d'ingénieur en électronique en 1991 et un post-diplôme en techniques de l'information en 1993, avant de devenir docteur en sciences techniques en 1998. De 1991 à 1998, Marco Derighetti travaille comme assistant à l'Institut d'Automatique de l'EPFZ. De 1998 à 2001, il est ingénieur développement dans le département capteurs radars d'Oerlikon Contraves AG et, de 2001 à 2002, chef du même département. En 2002, il est nommé Chief Technology Officer (CTO) et chef du secteur Media Technology à Radiotelevisione svizzera (RSI). Depuis 2011, Marco Derighetti dirige les Opérations à la SSR.

Mandat

SWISS TXT SA (président Cda)



Thomas Egger **Directeur Finances SSR**

Membre du Comité de direction depuis 2025, Suisse, né en 1969

Parcours professionnel

Thomas Egger est économiste d'entreprise HES; il a décroché un Executive MBA aux universités de Berne et de Rochester (USA), ainsi qu'un Executive Master en droit économique à l'Université de Saint-Gall. Il a complété son profil d'un perfectionnement en gouvernance d'entreprise, en compliance et en gestion de la performance. De 1987 à 2002, Thomas Egger a occupé différentes fonctions en Suisse et à New York (USA) au sein de la Société de banque suisse (SBS), puis de ce qui deviendra UBS SA, où son dernier rôle a été celui de responsable Controlling Private Banking. Il a ensuite dirigé le controlling et la trésorerie du groupe Valora Management AG, dont il était CFO suppléant. En 2005, il a rejoint La Poste Suisse et occupé différents postes de direction, notamment responsable Comptabilité et controlling du groupe, responsable Stratégie du groupe et gestion du risque, et enfin CFO de Post Logistics. Ses dernières fonctions l'ont placé à la direction du domaine Services Finances, qui regroupe des compétences financières centrales telles que l'accounting et les acquisitions. Il a en outre dirigé les Finances du groupe ad interim et siégé au Conseil d'administration (CA) de PostFinance SA ainsi qu'au Conseil de fondation de la Caisse de pension Poste; enfin, il a honoré d'autres mandats dans le cadre du CA.

Mandats

Caisse de pension SSR (CPS) (membre du Conseil de fondation)

Membre du Comité de direction en fonction jusqu'à fin mai 2025:**Beat Grossenbacher**
Directeur Finances SSR

Membre du Comité de direction de 2014 jusqu'à fin mai 2025, Suisse, né en 1960

Parcours professionnel

Après ses études d'économie, Beat Grossenbacher devient consultant auprès de l'Allgemeine Treuhand AG à Berne, contrôleur à la Société suisse de réassurance (Swiss Re) à Zurich, puis Division Controller chez Ascom Telematic AG. Il poursuit sa carrière en tant qu'assistant du CFO de Telecom PTT avant de passer 10 ans au service de Swisscom, tout d'abord en qualité de chef de projet puis de Head of Treasury. En 2008, Beat Grossenbacher entre chez BKW Energie SA, où il occupe le poste de CFO et de responsable du secteur d'activité Finances et services jusqu'en juin 2014. En 2014, il devient directeur des Finances à la SSR.

Mandats

Caisse de pension SSR (CPS) (membre du Conseil de fondation); Admeira AG (membre CdA)

Comité de direction élargi

État 31.12.2025



Walter Bachmann Secrétaire général SSR

Membre du Comité de direction élargi depuis 2021 (sans droit de vote), participe aux séances du Comité de direction depuis 2011, Suisse, né en 1963

Parcours professionnel

Walter Bachmann grandit à Wil (SG). En 1989, il obtient une licence de droit à la HSG, avec spécialisation en droit des médias. En 2002, il décroche le diplôme postgrade de contrôleur de gestion à l'Institut de Management de St-Gall (SGMI). De 1980 à 1989, Walter Bachmann travaille comme rédacteur et producteur à la télévision locale de Wil, avant de passer à Schweizer Fernsehen en 1989, où il sera successivement responsable honoraires, licences et sponsoring (jusqu'en 1994), responsable fiction et divertissement (jusqu'en 1999), chef des services de programme et chef du staff du directeur des programmes (jusqu'en 2005) et, enfin, chef du centre multimédia et chef commercialisation et partenariats. Depuis 2011, Walter Bachmann est secrétaire général de la SSR.

Mandats

Agence média Suisse (Keystone-SDA) (membre CdA); Conseil suisse de la presse (membre du Conseil de fondation); Swiss Radioplayer GmbH (organe de gérance)



Stephanie Jutzi Responsable Communication intégrée et Affaires publiques SSR

Membre du Comité de direction élargi depuis 2024 (sans droit de vote), Suisse, née en 1987

Parcours professionnel

Stephanie Jutzi a étudié les sciences des médias et de la communication à l'Université de Fribourg, décroché un master en sciences politiques à l'Université de Genève puis complété sa formation d'un certificat exécutif en management et action publique (CEMAP) à l'Université de Lausanne. Elle démarre sa carrière au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) à Berne. En 2013, elle travaille pour le «Tagesschau» de SRF avant de rejoindre la Poste Suisse en 2014. Elle y occupe différentes fonctions dans le domaine des Affaires publiques et s'engage pour un projet de développement de la stratégie mené à l'échelle du groupe. En 2021, elle reprend la tête de l'équipe Politique nationale de la Poste, où elle répond de l'ensemble du processus des affaires publiques et contribue fortement à ancrer la nouvelle stratégie «La Poste de demain». Elle dirige le domaine Affaires publiques de la SSR depuis février 2024, celui de la Communication intégrée depuis août 2025.

Mandats

Verein Reflekt (Membre du CdA)

**Jusqu'à fin novembre 2025
dans le Comité de direction élargi:**



Severine Schori-Vogt
Responsable Ressources humaines SSR

Membre du Comité de direction élargi depuis 2025 (sans droit de vote), Suisse, née en 1984

Parcours professionnel

Severine Schori-Vogt est juriste et titulaire d'un brevet d'avocat du canton de Berne. Elle a débuté sa carrière en tant que collaboratrice scientifique auprès du secrétariat de la Commission de la concurrence (COMCO). En 2015, elle intègre le Service juridique de la SSR en tant qu'avocate, où elle se consacre essentiellement aux questions touchant au droit de la radiodiffusion. En 2019, elle prend la tête de l'Etat-major de la Direction Développement et Offre – qu'elle dirigera durant cinq ans – une Direction dont elle assurera aussi la suppléance durant un an. Elle a également participé à la mise sur pied du Diversity Board SSR et s'est fortement engagée dans le domaine de la protection de l'intégrité personnelle. Depuis décembre 2025, Severine Schori-Vogt dirige les Ressources humaines SSR.

Mandats

Mediapulse AG (membre CA), Mouvement Scout de Suisse MSS (membre du Comité)



Piero Cereghetti
Responsable Ressources humaines SSR

Membre du Comité de direction élargi de 2021 jusqu'à fin novembre 2025 (sans droit de vote), né en 1961, Suisse

Parcours professionnel

Piero Cereghetti a étudié les sciences naturelles à l'EPF Zurich. Après une activité d'assistant à l'EPFZ pendant trois ans, il travaille comme géologue. Ensuite, il rejoint l'équipe des ressources humaines de la Schweizerische Kreditanstalt (SKA), aujourd'hui le Crédit Suisse, où il devient chef du personnel. Avec son équipe, il gère près de 3500 collaboratrices dans le domaine «IT and Operation». Ayant suivi la formation spécialisée et de direction du Crédit Suisse, il s'est formé en cours d'emploi à la fonction de manager du personnel. En 1999, Piero Cereghetti est nommé Head of Human Resources and Services de l'EPFZ. Depuis décembre 2014, il est responsable des Ressources humaines à la SSR.

Mandats

Caisse de pension SSR (CPS) (vice-président du Conseil de fondation); Ecole de journalisme suisse MAZ (membre du Conseil de fondation)

Organe de révision

Lors de l'Assemblée des délégué.es du 29 avril 2016, BDO a été désignée comme organe de révision. Elle a été reconduite dans cette fonction pour l'exercice 2025 lors de l'Assemblée des délégué.es du 26 avril 2024. Comme c'est le cas depuis 2016, l'organe de révision contrôle également les comptes annuels de la filiale SWISS TXT SA ainsi que, depuis 2020, ceux de la filiale Telvetia SA (liquidée en 2025). L'organe de révision révisé les comptes du groupe. Le réviseur en chef est Beat Rüfenacht.

Les honoraires versés pour la maison mère et ses filiales s'élevaient à 300 390 francs. Le Comité d'audit et des finances examine le résultat de la révision avec l'organe de révision. Il s'informe du calendrier et du processus de révision, de la collaboration avec la Révision interne et les départements SSR concernés, et il évalue la qualité de la révision.

Politique d'information

La SSR communique ouvertement, de façon transparente et suffisamment tôt. Elle informe à l'interne et à l'externe via tous les canaux disponibles, notamment Internet, Intranet, la presse, les événements, les contacts directs avec le personnel, les représentant.es des autorités et des milieux politiques et les associations. A l'instar d'une société cotée en Bourse, elle informe périodiquement de sa stratégie, de son évolution, de la planification financière de l'entreprise et des décisions importantes. Entreprise média de service public financée essentiellement par la redevance média, la SSR rend en outre compte de la réalisation de ses objectifs.

En ce qui concerne le travail des enfants, conformément aux dispositions légales en vigueur, la SSR procède à une analyse des risques au niveau des produits et services qu'elle utilise, analyse qu'elle documente à l'interne. Si, durant l'exercice sous revue, des contrôles ont dû être effectués auprès de fournisseurs du fait de soupçons de recours au travail des enfants, ces contrôles n'en ont révélé aucun de fondé. La SSR n'est donc tenue à aucun autre devoir de diligence ni aucune obligation d'informer dans son rapport de gestion.

Au niveau national, la SSR informe à travers la Communication de la Direction générale et, au niveau régional, par l'intermédiaire des services de communication de ses cinq unités d'entreprise RSI, RTR, SRF, RTS et SWI ainsi que de sa filiale SWISS TXT. La Communication de la Direction générale explique les questions nationales: objectifs, mission et stratégie du service public audiovisuel, loi et ordonnance sur la radio et la télévision, Concession, distribution, redevance média et péréquation financière, programmes nationaux, partenariats médias nationaux, convention collective de travail et projets interrégionaux. Elle est responsable du branding national, de son identification au service public ainsi que de la visibilité de l'offre et des services pour les personnes, les ménages et les entreprises qui s'acquittent de la redevance média. Elle entretient ses relations avec les groupes d'intérêts nationaux.

Responsables du positionnement stratégique de leurs marques, les services régionaux de communication se chargent de l'information concernant les programmes, les sujets qui intéressent leurs unités d'entreprise et les projets régionaux.

Les organes de l'Association et les organes régionaux des sociétés régionales assurent seuls la communication en rapport avec leurs activités.

Rémunération

Le salaire des membres du Comité de direction dépend de la taille de l'unité d'entreprise et du portefeuille de tâches. S'agissant du Conseil d'administration et du Comité de direction, les prestations accessoires englobent les frais forfaitaires et les forfaits de représentation. Le Comité de direction bénéficie en outre de l'usage privé des véhicules de service ou de l'abonnement général CFF 1^{re} classe; le président du Conseil d'administration en bénéficie également au titre de prestation accessoire.

Les honoraires des membres du Conseil d'administration comprennent la rémunération des activités exercées au sein du Conseil d'administration, de ses comités ou de ses groupes de travail (mandat national). Les honoraires du président s'élèvent à 135 000 francs, ceux des autres membres du Conseil d'administration n'exerçant pas de fonction spéciale à 32 000 francs (mandat national). Les membres du Conseil d'administration touchent des jetons de présence de 1000 francs maximum pour chaque réunion de comité ou de groupe de travail national. Les montants sont conformes aux tarifs que le Conseil fédéral a recommandés par arrêté du 21 décembre 2007 pour le.la président.e et les membres du Conseil d'administration de la SSR n'exerçant pas de fonction spéciale, et repris dans la décision de l'Assemblée des délégué.es du 28 avril 2008 (dans sa version du 24 mai 2012). L'Assemblée des délégué.es a consolidé cette décision le 24 novembre 2017, sans aucune modification matérielle.

La vice-présidente et les président.es des comités perçoivent une indemnité de fonction. Les honoraires des président.es régionaux.ales sont fixés par les conseils régionaux; ils fluctuent entre 28 000 et 48 000 francs (mandat régional).

Le Comité des ressources humaines fixe le salaire du.de la directeur.trice général.e dans les limites de l'enveloppe avalisée par le Conseil d'administration. Celui des autres membres du Comité de direction est fixé par le.la directeur.trice général.e, également dans le respect de l'enveloppe salariale disponible.

Rémunération 2025

CHF 1000 / chiffres 2024 entre parenthèses	Salaire	Honoraires	Part liée à la prestation	Total 2025
Président.e du Conseil d'administration		135 (135)	19 (19)	154 (154)
Autres membres du Conseil d'administration 8 (8)		319 (369)	23 (24)	342 (393)
Directeur.trice général.e*	495 (499)		19 (19)	514 (518)
Autres membres du Comité de direction 8 (8)	2623 (2956)		153 (153)	2776 (3109)

* Un changement à la tête de l'entreprise a eu lieu au 1^{er} novembre 2024. Les valeurs de l'année précédente sont donc indiquées au pro rata (dix mois pour Gilles Marchand et deux mois pour Susanne Wille).

Approbation du rapport de rémunération

L'Assemblée des délégué.es approuve la rémunération maximale pour l'année suivante ainsi que le rapport de rémunération établi par le Conseil d'administration pour l'exercice écoulé, qui doit justifier tout dépassement de la rémunération maximale. Depuis 2021, s'agissant des rémunérations maximales approuvées par une assemblée générale ou une assemblée des délégué.es, toutes les entreprises liées à la Confédération sont tenues d'y inclure également les cotisations employeur aux 1^{er} et 2^e piliers.

En décembre 2024, l'Assemblée des délégué.es a approuvé la rémunération maximale suivante pour 2025 (y compris les cotisations employeur aux 1^{er} et 2^e piliers, en milliers de CHF):

- Président du CA: 178,5
- Autres membres du CA (mandat national): 414,0
- Comité de direction: 4553,0

La rémunération effective de l'année 2025 a été la suivante (en milliers de CHF):

- Président du CA: 178,4
- Autres membres du CA (mandat national): 361,8
- Comité de direction: 4028,6

La rémunération effective du président du CA en 2025 correspond à la rémunération maximale approuvée. En 2025, les rémunérations effectives des autres membres du CA sont légèrement supérieures à la rémunération maximale approuvée. Il y a plusieurs raisons à cela.

Andreas Häuptli a démissionné de son poste de président de SRG.D à la fin mars 2025. Lukas Bruhin lui a succédé début septembre. Dans l'intervalle, le siège au CA était vacant. De plus, Lukas Bruhin n'a siégé dans aucun comité en 2025. Par ailleurs, le CA a traité moins de dossiers de recrutement de personnel, avec pour conséquence que moins de jetons de présence ont été distribués aux membres du Comité des ressources humaines.

La rémunération totale du Comité de direction se situe bien en dessous du niveau de 2024 et du seuil de rémunération maximale. Cela est essentiellement dû au fait que, dans le cadre du processus de transformation en cours, la fonction «directeur Développement et Offre» n'a plus été occupée par un membre du Comité de direction mais par une personne ad interim.

Quatre régions linguistiques – quatre sociétés régionales

En Suisse, environ 24 000 personnes sont membres de l'institution SSR. Celle-ci ancre l'entreprise et ses programmes au sein de la population. L'institution organise et promeut le dialogue avec la société quant au mandat et au développement du service public média en Suisse, et s'engage pour une SSR plurielle et indépendante dans toutes les régions du pays.

Conformément à la loi sur la radio et la télévision, la SSR s'organise de manière que son indépendance soit assurée et le public représenté en son sein. Grâce à sa forme juridique d'association, la SSR perçoit les préoccupations et les intérêts multiples de la société au travers de ses organes régionaux et nationaux. De plus, les sociétés régionales alimentent le débat public sur l'importance d'un service public média moderne et influencent le développement et la qualité de l'offre journalistique.


Les quatre sociétés régionales suivantes forment l'Association SSR et ainsi, l'institution de l'entreprise SSR:


- SRG Deutschschweiz (SRG.D)
- SSR Suisse Romande (SSR.SR)
- SSR Svizzera italiana CORSI (SSR.CORSI)
- SRG SSR Svizra Rumantscha (SRG.R)


Dans le présent rapport de gestion, les quatre sociétés régionales couvrent les thèmes qui ont marqué l'exercice sous revue. Dans leurs propres rapports annuels, elles donnent en outre un aperçu détaillé des activités déployées durant l'année écoulée. Ces rapports sont disponibles sur leurs sites web.

En un coup d'œil


	SRG.D	SSR.SR	SSR.CORSI	SRG.R
Nombre de membres	17 017	2873	3004	990
Président.e	Lukas Bruhin	Hugues Hiltbold	Giovanna Masoni Brenni	Vincent Augustin
Secrétaire générale	Lea Rindlisbacher	Nathalie Abbet	Laura Méar	Sandra Killias
Président.e du Conseil du public	Eveline Hipeli	Jean-Raphaël Fontannaz	Gustavo Groisman	Patric Collet
Médiateur.trice	Esther Girsberger Urs Hofmann	Raymonde Richter	Francesca Lepori Colombo	Toni Hess
Site web	srgd.ch srginsider.ch	ssrsr.ch	ssr-corsi.ch	srgr.ch

 Conseil du public SRG.D

 Conseil du public SSR.SR

 Conseil du public SSR.CORSI

 Conseil du public SRG.R

 Conseil du public SWI

SRG.D

Mouvement, travail d'équipe et persévérance

De nouveaux formats et concepts, des forces concentrées aux niveaux national et régional et un changement de présidence: SRG.D a connu une année mouvementée, au cours de laquelle elle s'est toujours basée sur la stratégie en mettant l'accent sur sa mise en œuvre et sur un environnement en constante évolution.

Fin mars, Andreas Häuptli a décidé de rendre son mandat de président. Une codirection ad interim compétente a pu être mise en place avec Cécile Bachmann et Sonja Kuhn, présidentes respectivement de SRG Zürich Schaffhouse et de SRG Region Basel. Un grand merci pour leur engagement! En septembre, Lukas Bruhin a été élu nouveau président par le Conseil régional. Doté d'une longue expérience des structures fédérales, il a pu en faire profiter le secrétariat de SRG.D dès les premiers mois suivant son élection.

Dialogue et proximité avec le public

En novembre, le Conseil du public nouvellement constitué a clôturé ses deux premières fenêtres de dialogue. Lors d'un événement final commun avec les créateurs du programme et le public, il est apparu que les deux parties appréciaient beaucoup le contact direct. L'Organe de médiation constitue également un pont important entre la SSR et le public, et cette année encore, il a eu fort à faire.

L'une des tâches principales de SRG.D est de stimuler et de mener le débat public sur l'importance d'un service médiatique de base pour tous. Dans une nouvelle série de vidéos, l'animatrice Luana a traité des questions complexes de la communauté en ligne – de manière simple, compréhensible et parfois même avec un clin d'œil.



L'animatrice Luana répond aux questions de la communauté en ligne de SRG.D. (vidéo: SRG.D)

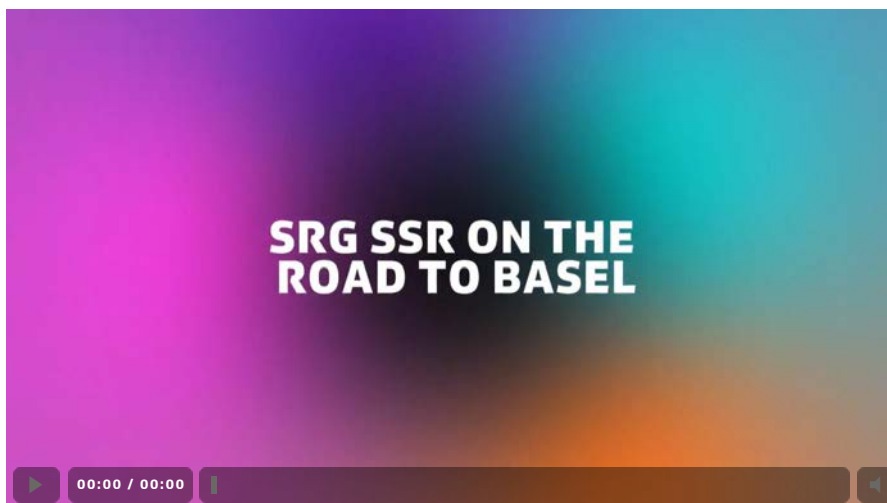
De l'Eurovision à la fête populaire: les grands événements ont le vent en poupe

De nombreux grands événements nationaux et internationaux ont marqué 2025: l'Eurovision, le Championnat d'Europe de football féminin, les Championnats du monde de ski freestyle et la Fête fédérale de lutte suisse et des jeux alpestres (FFLS). Le point fort a été le roadshow «SRG SSR on the Road to Basel» organisé par les quatre sociétés régionales.



Concerts de Looppoli (Suisse italienne), Marie Jay (Suisse romande), Mattiu (Suisse romanche) et Cachita (Suisse alémanique) (image: SRG.D / Gian Vaitl)

Dans chaque région linguistique, les artistes se sont produit.es ensemble – une déclaration de cohésion et de diversité linguistique et musicale. La finale du roadshow a été l'interprétation de la chanson gagnante de l'Eurovision de 1988, «Ne partez pas sans moi» de Céline Dion, chantée en quatre langues pendant l'Eurovision sur la Barfüsserplatz à Bâle.



Le «making of» de «Ne partez pas sans moi» de Céline Dion en quatre langues à l'Eurovision 2025

Lors de la Fête fédérale de lutte suisse et des jeux alpestres (FFLS) à Mollis, SRG.D a mis en avant le thème de la «cohésion» et échangé avec le public sur la lutte à la télévision.

Engagement régional

En 2025, les sociétés membres de SRG.D ont continué à s'engager pour le dialogue et l'ancrage de la SSR au sein de la population. Un nouveau format a été lancé avec la série «SRG.Diskutiert». Les questions actuelles sur le rôle des médias dans la société seront au centre de l'attention – avec des voix de la politique, de l'économie, du sport et de la culture ainsi que du public. Des clips pour les médias sociaux et une série de documentaires ont été réalisés en parallèle.



La Suisse: quatre langues, un pays et des médias qui nous unissent («SRG.Diskutiert»)

Société régionale SRG.D

Membres: **17 017** (état fin 2025)

Président: **Lukas Bruhin**

Secrétaire générale: **Lea Rindlisbacher**

Site web: **www.srgd.ch**

SSR.SR

Etre présent et en échange avec le public

La société SSR Suisse Romande (SSR.SR) a pris part à la tournée musicale «SRG SSR On the Road to Basel», destinée à promouvoir des artistes émergent.es suisses et à renforcer la cohésion entre les régions en vue de l'Eurovision. Pour l'étape romande du 2 mai, SSR.SR et la RTS ont réalisé une première coproduction éditoriale avec une émission spéciale en direct sur RTS Option Musique. L'événement a affiché complet en quatre jours. Porté par une animation incarnant deux univers musicaux et générationnels, et intégrant pleinement les quatre langues nationales, il a attiré un public varié, généré un fort engagement sur les réseaux sociaux et bénéficié d'une large visibilité médiatique. Rediffusé sur RTS Première en juin dernier, cet événement a renforcé la notoriété de la SSR, rappelé son ancrage dans toutes les régions du pays, mis en lumière son rôle crucial dans la promotion des artistes suisses et favorisé une vraie cohésion interne entre collègues des différentes régions.



De gauche à droite: Jean Marc Richard (RTS), Gjon's Tears, Cachita, Marie Jay, Valentina Londino (Loopoli), Mattiu Defuns, Marine Kaltenbacher (RTS) (image: RTS/Anne Laure Lechat)



Presstival

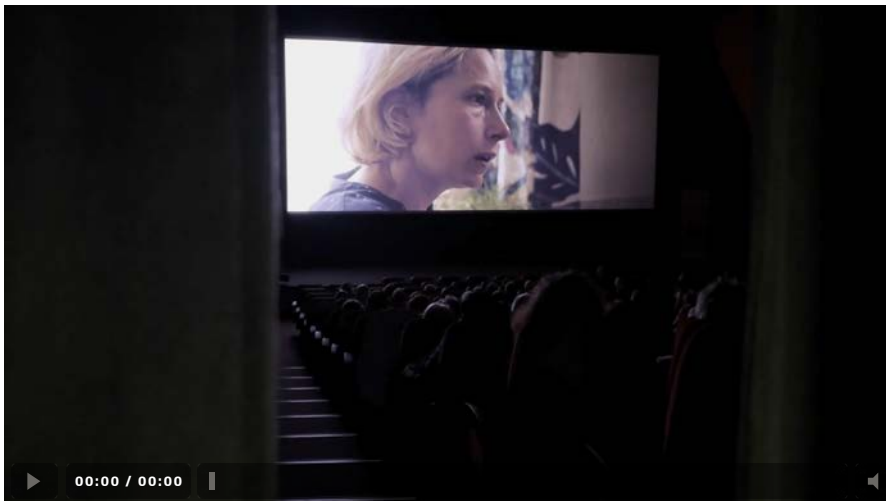
La société SSR Suisse Romande s'est associée à la première édition du Presstival, un festival dédié au journalisme en Suisse romande, organisé le 7 juin à Bienne. Dans un contexte de mutations numériques, de désinformation croissante et de pressions sur les médias, ce partenariat illustre notre engagement en faveur d'un journalisme indépendant, de la diversité de l'information et du dialogue entre médias, institutions et public. SSR.SR et ses sociétés cantonales ont participé à l'événement pour échanger sur le rôle du service public audiovisuel, notamment via un quiz, et ont organisé un débat sur la régulation des plateformes numériques. Ce partenariat a renforcé notre visibilité auprès de plusieurs centaines de passant.es, permis l'adhésion de nouveaux membres, affirmé notre position dans le débat public et créé des synergies constructives au sein du paysage médiatique romand.



De gauche à droite: Zineb Baaziz (SSR.SR), Laurent Klein (SSR.VD), Amanda Addo (SSR.BE) (image: SSR.NE/Christian Berger)

Tournée de projections publiques

Comme chaque année, SSR Suisse romande a organisé une projection gratuite dans chacun des cantons romands. Ces rendez-vous permettent de mettre en valeur les coproductions RTS et SSR, tout en rappelant le rôle essentiel du Pacte de l'audiovisuel dans la production cinématographique suisse. En 2025, quatre films ont été proposés: «Les Courageux», «Sauvage», «The Deal» et «Mary Anning». Cette tournée a réuni plus de 1500 personnes, membres des SSR cantonales ou non, offrant ainsi une opportunité unique de toucher un public large et de transmettre nos messages sur le service public audiovisuel.



Projections publiques SSR Suisse Romande (vidéo: SSR.SR)

Société régionale SSR.SR

Membres: **2873** (état fin 2025)
 Président: **Hugues Hiltbold**
 Secrétaire générale: **Nathalie Abbet**
 Site web: www.ssr.ch

SSR.CORSI

Activités de soutien au médias de service public

2025 a de nouveau été une année riche en événements: Le Comité et le secrétariat de SSR.CORSI ont encouragé le débat sur les médias de service public dans toute la Suisse italienne, notamment en vue de la votation du 8 mars sur la réduction du montant de la redevance.

Le Conseil régional a mis sur pied des groupes de travail qui se sont penchés sur l'analyse des données et des thèmes ainsi que sur la couverture médiatique. Ils ont également participé à des événements organisés par d'autres associations de la région afin de favoriser les échanges avec de nouveaux interlocuteurs. SSR.CORSI n'a toutefois pas fait sa campagne de votation avec l'argent de la redevance, mais l'a financée par des collectes de fonds ad hoc.

Communication et événements: concentration sur les nouveaux groupes-cibles et la désinformation

En 2025, les événements et les activités rédactionnelles se sont concentrés sur de nouveaux groupes-cibles et sur la lutte contre la désinformation, en accordant une attention particulière aux personnes vulnérables. Ont été présentées les offres d'accessibilité et d'inclusion soutenues par la SSR ces dernières années ainsi que l'offre numérique RSI pour le jeune public. Le thème des fake news a suscité un grand intérêt lors d'une série d'événements destinés aux seniors.



Événement «Les médias de service public: inclusion et accessibilité à la SSR et à la RSI» (image: Diana Zanoschi)



Série d'événements «Fake News et personnes vulnérables» (image: SSR.CORSI)

Au total, plus de 1200 personnes de la société régionale et du grand public ont assisté à une vingtaine d'événements en Suisse italienne. La collaboration avec des institutions et des associations a permis d'atteindre plus de 5000 personnes. A cela s'ajoutaient des interviews et des contributions rédactionnelles. Grâce à la campagne, 135 nouveaux membres ont été recrutés.

Deux projets importants lancés en 2024 – la mise en valeur des archives historiques de SSR.CORSI et la révision de la base de données des membres – ont été menés à bien.

Assemblée générale du 10 mai et manifestation du 22 novembre

Outre le président de la SSR, Jean-Michel Cina, la directrice générale de la SSR, Susanne Wille, et le directeur de la RSI, Mario Timbal, de nombreux.es représentant.es du monde politique, des autorités et des organisations de la société civile ont participé à l'Assemblée générale du 10 mai et à la manifestation publique du 22 novembre. La discussion a porté sur les risques de l'initiative «200 francs, ça suffit!» et une collecte de fonds a été organisée au profit de la campagne de votation.



Assemblée générale 2025 (image: Gaia Pasqualini)

La manifestation publique «Il prezzo nascosto del taglio del canone» («Le prix caché de la réduction de la redevance»), à laquelle ont participé environ 450 personnes, a donné lieu à un large débat entre les partisan.es de l'initiative – Raide Bassi et Paolo Pamini – et les opposant.es – Greta Gysin et Alex Farinelli. Des invité.es du monde de la culture et du sport, comme Luigi Pedrazzini, Pier Tami et Daniele Finzi Pasca, sont également intervenu.es.



Manifestation «Le prix caché de la réduction de la redevance» (image: Gaia Pasqualini)

Pour conclure, voici une citation de l'auteur argentin Jorge Luis Borges: «On discute pour comprendre, pas pour avoir raison.» Pour SSR.CORSI, il s'agit de comprendre les sujets en profondeur.

Société régionale SSR.CORSI

Membres: **3004** (état fin 2025)
 Présidente: **Giovanna Masoni Brenni**
 Secrétaire générale: **Laura Méar**
 Site web: **www.ssr-corsi.ch**

SRG.R

Un engagement aussi hors des Grisons

Pour SRG SSR Svizra Rumantscha (SRG.R), l'année 2025 a été marquée par un travail de projet intensif, une forte présence dans l'espace public et la mise en avant conséquente de la langue romanche. Notre objectif n'a pas changé: promouvoir le plurilinguisme, la diversité culturelle et le dialogue sociétal en Suisse.

Le point fort de 2025: «SRG SSR On the Road to Basel»

Pour SRG.R, le plus grand projet de l'année a été, et de loin, le roadshow «SRG SSR on the Road to Basel» organisé par les quatre sociétés régionales en amont de l'Eurovision Song Contest 2025. SRG.R a joué un rôle central dans l'organisation de l'étape de Coire le 12 avril et de la grande finale du 14 mai à Bâle.

Des concerts animés en plusieurs langues par des artistes des quatre régions linguistiques ainsi qu'une projection de films d'archives ont été proposés. La tournée a débuté en janvier à Lugano, avant de passer par Coire et Lausanne et enfin par Bâle. Ce projet a envoyé un signal fort en faveur de la cohésion des régions linguistiques.



«SRG SSR On the Road to Basel»: l'artiste Mattiu et sa sœur Tiziana sur scène à Coire (image: SRG.R/Momir Čavió)

Autres activités culturelles et liées au programme

Pour renforcer la présence du romanche, SRG.R a participé à l'assemblée des délégué.es de la fédération des chasseurs grisons à Brigels. La chasse est une tradition annuelle fortement enracinée et un élément important de la culture grisonne.

Autre point fort particulier de 2025: le festival «Festivalet» à Zurich. Pour SRG.R, ce festival est d'une importance cruciale, puisque de nombreux.euses romanches vivent dans le «bas-pays», la soi-disant diaspora. Il n'est pas rare que Zurich soit considérée comme la «plus grande communauté» rhétoromanche de Suisse. Lors du festival, un photographe a réalisé des portraits de romanches en tant que futur.es ambassadeur.rices du nouveau projet de cartes postales de SRG.R.

Un autre travail photographique important a été réalisé lors du «Festival Da La Chanzun Rumantscha» à Vella. SRG.R soutient la culture du chant rhéto-romanche. Ce festival réunit des compositeur.trices suisses et étranger.ères qui créent de la musique et de la littérature chorale en romanche. Cet engagement en faveur de la création culturelle contemporaine est d'une grande importance pour le maintien et le développement de la langue romanche et SRG.R y contribue.

Dialogue et communication

SRG.R a participé à la série de débats «SRG.Diskutiert» de SRG.D et organisé, le 15 novembre 2025, une table ronde sur le thème du plurilinguisme à Maienfeld. Ce format a renforcé l'échange public et la visibilité médiatique des préoccupations.



«SRG.Diskutiert» à Maienfeld/GR: événement public commun de SRG.R et SRG.D sur le plurilinguisme (image: SRG.R/Sandra Killias)

Perspectives

2025 a montré de manière impressionnante comment SRG.R peut maintenir vivante et renforcer encore la langue romanche par des projets culturels, un engagement dans la société civile et une communication ciblée.

Société régionale SRG.R

Membres: **990** (état fin 2025)
 Président: **Vincent Augustin**
 Secrétaire générale: **Sandra Killias**
 Site web: **www.srgr.ch**

08 Comptes annuels

132	Comptes annuels
132	Introduction Comptes annuels
136	Comptes du groupe
136	Compte de résultat
137	Bilan
138	Tableau de financement
138	Tableau des capitaux propres
139	Principes régissant l'établissement des comptes
143	Annexe
155	Segments – informations
157	Liste des participations
159	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés
162	Comptes annuels maison mère
162	Compte de résultat
163	Bilan
164	Tableau de financement
164	Tableau des capitaux propres
165	Principes régissant l'établissement des comptes
168	Annexe
180	Segments – informations
183	Rapport de l'organe de révision sur les comptes

Image: Direction générale SSR

Comptes annuels

Introduction à la partie financière

Les chiffres-clés ci-après se rapportent aux comptes annuels du groupe SSR.

Indicateurs

mio. CHF	2024	2025	Evolution
Compte de résultat			
Produits d'exploitation	1 561,0	1 557,6	-3,4
Charges d'exploitation	-1 543,3	-1 554,7	-11,4
Résultat d'exploitation	17,7	2,9	-14,8
Résultat financier	-2,3	-5,7	-3,4
Impôts	-0,1	-0,1	-
Résultat d'entreprise	15,3	-2,9	-18,2
Bilan			
Liquidités	123,8	88,8	-35,0
Actifs immobilisés	765,0	783,5	18,5
Fonds propres	531,1	528,3	-2,8
Total du bilan	1 102,8	1 100,4	-2,4
Tableau de financement			
Investissements	99,4	105,3	5,9
Free cashflow	-3,0	-34,7	-31,7

Commentaire du compte de résultat

Un résultat 2025 légèrement négatif dans le contexte de la transformation

La SSR affiche une perte de 2,9 millions de francs pour l'année 2025 pour un produit d'exploitation de 1,56 milliard de francs. Cela s'explique, d'une part, par le recul du produit d'exploitation, notamment en raison de la baisse des recettes issues de la redevance média et du recul des recettes publicitaires. D'autre part, les charges d'exploitation ont augmenté en raison des provisions pour restructuration liées à la transformation Enavant. La suppression de 248 postes à temps plein a toutefois permis de réduire sensiblement les coûts salariaux. L'utilisation des contenus SSR demeure élevée et continue sa migration vers les canaux numériques.

2025 a été marquée par de grands événements nationaux, comme le Concours Eurovision de la Chanson (Eurovision) à Bâle, les Championnats d'Europe de football féminin (UEFA Women's EURO) en Suisse et la Fête fédérale de lutte suisse et des jeux alpestres (FFLS) à Mollis. La SSR les a couverts dans leur intégralité, offrant au public des expériences inoubliables. Les audiences, impressionnantes, le montrent: en moyenne, 965 000 personnes ont suivi les quatre rencontres de la Nati disputées dans le cadre de l'UEFA Women's EURO 2025 – soit une part de marché de 59,1 % en prime time. La descente du Lauberhorn a fait vibrer 1 221 000 téléspectateur.trices en moyenne pour une part de marché de 77,5 %. Dans l'ensemble, la SSR atteint son public dans toutes les langues et toutes les régions, y compris les jeunes. Ainsi, la population continue d'utiliser largement l'offre de la SSR sur ces différents canaux: 81 % des personnes âgées de 15 ans et plus utilisent au moins une fois par semaine les offres de la SSR – à la radio, à la télévision, sur le web, via les apps et sur les réseaux sociaux.

2025 s'est écoulée sous le signe du projet «Enavant SRG SSR». Dans le cadre de la transformation à l'échelle de l'entreprise, la SSR adopte de nouvelles structures et de nouveaux processus, renforce la collaboration au-delà des régions et s'aligne de manière cohérente sur l'évolution des besoins du public. Parallèlement, des mesures de réduction des coûts ont également été lancées afin de faire face à la baisse du montant de la redevance média des ménages décidée par le Conseil fédéral à partir de 2027.

Le recul des recettes commerciales atténué par les grands événements de l'année

La SSR boucle l'année 2025 sur un résultat d'exploitation de 1,56 milliard de francs et une perte de 2,9 millions de francs. Si, par rapport à 2024, les recettes issues de la redevance média sont en recul de 33,4 millions de francs et les recettes publicitaires de 4,1 millions de francs, les recettes de sponsoring dans le cadre des grands événements sportifs de l'année et l'Eurovision en ont cependant légèrement atténué l'impact. Les recettes issues des programmes, en revanche, progressent de 7,0 millions par rapport à 2024 – notamment grâce à des recettes plus élevées provenant des droits de retransmission – tout comme les recettes commerciales globales, qui enregistrent une augmentation de 3,1 millions de francs. Les autres recettes d'exploitation ont également nettement progressé (+ 26,8 millions), notamment en lien avec des prestations autour de la transmission de l'Eurovision et grâce à un gain sur la vente d'un immeuble.

Coûts salariaux et effectifs en recul

Par rapport à 2024, les charges d'exploitation progressent de 11,4 millions de francs, principalement du fait des provisions pour restructuration en lien avec la transformation à l'échelle de l'entreprise. Après ajustement, il apparaît toutefois que la base des coûts est en diminution: les frais salariaux effectifs ont reculé de 15,6 millions de francs, les effectifs s'étant eux-mêmes contractés durablement de 248 ETP (-4,3 %). Avec les provisions constituées à hauteur de 49,7 millions de francs à charge des comptes 2025, les coûts du plan social liés pour les autres suppressions de postes d'ici 2029 sont déjà pris en compte au bilan et ne pèseront plus sur les résultats futurs. Ces provisions expliquent également pourquoi les charges de personnel augmentent de 23,0 millions de francs alors même que les coûts salariaux reculent. Ainsi, la SSR crée une marge de manœuvre pour des mesures tournées vers l'avenir dans le cadre de la transformation en cours.

Les investissements dans les immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevés à 105,3 millions de francs, soit 5,9 millions de plus que l'année précédente. S'établissant à 74 millions de francs, les amortissements progressent quant à eux de 0,5 million par rapport à 2024. Le nouveau site de la RTS sur le campus de l'EPFL à Ecublens est actuellement mis en service progressivement, tandis que la transformation du site de la RSI à Comano se déroule conformément aux plans. Grâce à une stratégie immobilière rigoureuse, la SSR optimise ses sites dans le cadre de la transformation, réduit les surfaces et diminue ainsi ses coûts. De plus, la vente du bâtiment de la RSI à Lugano-Besso a permis de générer un gain de plus de 10 millions de francs.

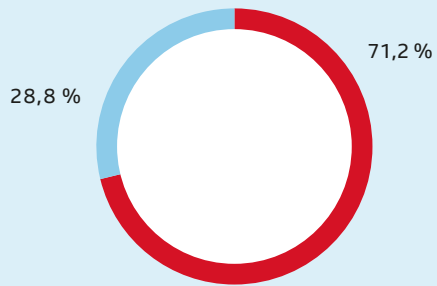
Perspectives

Des recettes stables provenant de la redevance média sont attendues pour 2026, celle-ci n'étant réduite à 312 francs par ménage qu'à partir de 2027, tandis que 80 % des entreprises assujetties à la TVA en seront exonérées. Une nouvelle réduction de la redevance des ménages à 300 francs est prévue dès 2029.

L'environnement média actuel reste par ailleurs exposé à des risques, notamment un marché publicitaire fragile marqué par une forte volatilité et des transferts vers les plateformes de tiers. Cette année toutefois, deux grands événements sportifs figurent au programme – les Jeux olympiques d'hiver et la Coupe du monde de football de la FIFA – et apporteront un soutien ponctuel au secteur commercial.

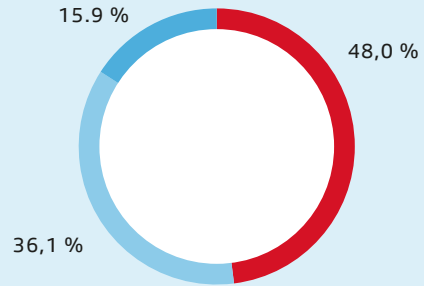
Avec le projet «Enavant SRG SSR», la SSR s'aligne stratégiquement sur l'évolution des besoins du public, s'adapte à un cadre financier réduit et assure un service public de haute qualité. En 2026/2027, sa priorité sera la mise en œuvre rigoureuse du projet de transformation afin de réduire les coûts et de pérenniser son avenir.

Fortune 2025



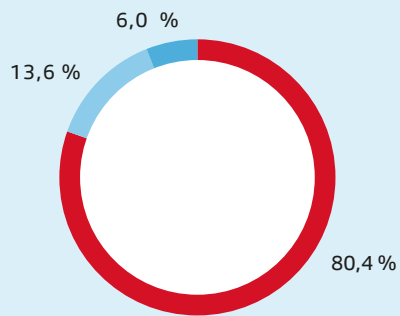
- Actifs immobilisés (2024: 69,4 %)
- Actifs circulants (2024: 30,6 %)

Structure des capitaux 2025



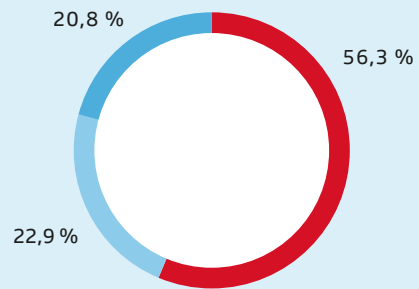
- Fonds propres (2024: 48,2 %)
- Capitaux étrangers à long terme (2024: 23,3 %)
- Capitaux étrangers à court terme (2024: 28,5 %)

Produits d'exploitation 2025



- Recettes issues de la redevance média (2024: 82,4 %)
- Recettes commerciales (2024: 13,3 %)
- Autres recettes (2024: 4,3 %)

Charges d'exploitation 2025



- Charges de personnel (2024: 55,3 %)
- Charges programme et production (2024: 23,9 %)
- Autres charges d'exploitation et amortiss. (2024: 20,8 %)

Compte de résultat et bilan en comparaison pluriannuelle

mio. CHF	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes issues de la redevance média	1 222,9	1 230,9	1 265,9	1 286,2	1 252,8
Recettes commerciales	237,2	240,7	209,6	207,8	210,9
Autres recettes	108,4	77,2	67,8	67,0	93,9
Produits d'exploitation	1 568,5	1 548,8	1 543,3	1 561,0	1 557,6
Charges de personnel	782,8	810,0	794,1	852,9	875,8
Charges programme et production	435,0	402,2	393,3	368,8	355,7
Charges administratives et publicitaires générales	91,4	104,8	105,6	103,6	108,3
Amortissements et corrections de valeur	73,9	69,0	69,2	73,5	74,0
Autres charges d'exploitation	131,9	128,9	142,3	144,5	140,9
Charges d'exploitation	1 515,0	1 514,9	1 504,5	1 543,3	1 554,7
Résultat d'exploitation	53,5	33,9	38,8	17,7	2,9
Résultat financier	-3,7	-6,8	-1,5	-2,3	-5,7
Impôts	-1,1	0,5	-0,1	-0,1	-0,1
Résultat d'entreprise	48,7	27,6	37,2	15,3	-2,9
Résultat d'entreprise en % du produit d'exploitation	3,1	1,8	2,4	1,0	-0,2

Les comptes annuels 2025 affichent une perte d'entreprise de 2,9 millions de francs.

	2021	2022	2023	2024	2025
Actifs circulants	400,4	440,1	353,3	337,8	316,9
Actifs immobilisés	712,0	718,5	774,8	765,0	783,5
Actifs	1 112,4	1 158,6	1 128,1	1 102,8	1 100,4
Capitaux étrangers à court terme	191,3	484,1	211,5	314,3	174,6
Capitaux étrangers à long terme	470,1	195,9	400,8	257,4	397,5
Fonds propres	451,0	478,6	515,8	531,1	528,3
Passifs	1 112,4	1 158,6	1 128,1	1 102,8	1 100,4

Le total du bilan diminue de 2,4 millions pour s'établir à 1 100,4 millions de francs.

Comptes du groupe

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2024	2025	Evolution
Recettes issues de la redevance média	G1	1 286 194	1 252 825	-33 369
Recettes commerciales	G2	207 845	210 937	3 092
Autres recettes	G3	66 999	93 800	26 801
Produit d'exploitation		1 561 038	1 557 562	-3 476
Charges de personnel	G4	852 851	875 818	22 967
Charges programme et production	G5	368 813	355 667	-13 146
Charges administratives et publicitaires générales	G6	103 618	108 279	4 661
Amortissements et corrections de valeur	G7	73 486	74 025	539
Autres charges d'exploitation	G8	144 535	140 912	-3 623
Charges d'exploitation		1 543 303	1 554 701	11 398
Résultat d'exploitation		17 735	2 861	-14 874
Résultat financier	G9	-2 314	-5 630	-3 316
Impôts	G10	-59	-75	-16
Part des sociétés associées au résultat	G17	-28	-12	16
Résultat du groupe		15 334	-2 856	-18 190

G = Explications dans l'annexe aux comptes du groupe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2024	2025	Evolution
Liquidités	G11	123 785	88 769	-35 016
Créances résultant de livraisons et de prestations	G12	33 887	32 060	-1 827
Autres créances à court terme	G13	21 339	31 301	9 962
Stock de programmes et marchandises	G14	124 771	131 318	6 547
Comptes de régularisation actifs	G15	34 045	33 465	-580
Actifs circulants		337 827	316 913	-20 914
Immobilisations corporelles	G16	757 461	777 103	19 642
Sociétés associées	G17	762	750	-12
Immobilisations financières	G18	1 410	385	-1 025
Immobilisations incorporelles	G19	5 356	5 242	-114
Actifs immobilisés		764 989	783 480	18 491
Actifs		1 102 816	1 100 393	-2 423
Dettes financières à court terme	G24	100 000	-	-100 000
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G20	59 587	52 549	-7 038
Autres dettes à court terme	G21	33 534	26 958	-6 576
Provisions à court terme	G22	74 962	49 609	-25 353
Comptes de régularisation passifs	G23	46 193	45 468	-725
Capitaux étrangers à court terme		314 276	174 584	-139 692
Dettes financières à long terme	G24	200 000	300 000	100 000
Provisions à long terme	G25	57 423	97 548	40 125
Capitaux étrangers à long terme		257 423	397 548	140 125
Capitaux étrangers		571 699	572 132	433
Capital social		480 000	480 000	-
Bénéfices et pertes cumulés		35 783	51 117	15 334
Résultat du groupe		15 334	-2 856	-18 190
Capitaux propres		531 117	528 261	-2 856
Passifs		1 102 816	1 100 393	-2 423

G = Explications dans l'annexe aux comptes du groupe

Tableau de flux de trésorerie

CHF 1000	Annexe	2024	2025	Evolution
Résultat du groupe		15 334	-2 856	-18 054
Part des sociétés associées au résultat		28	12	-16
Amortissements	G7	73 486	74 025	539
Utilisation provisions de l'employeur	G18	35 000	1 025	-33 975
Variation provisions sans incidence sur le fonds	G22/G25	-19 579	14 772	34 351
Autres charges sans incidence sur le fonds		656	1 311	655
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-61	-10 869	-10 808
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	G12	13 522	1 827	-11 695
Variation stock de programmes et marchandises	G14	7 246	-6 547	-13 793
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	G13/G15	-8 259	2 718	10 977
Variation engagements résultant de livraisons et de prestations	G20	-11 662	-7 038	4 624
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	G21/G23	-9 388	-7 301	2 087
Flux de fonds liés à l'exploitation		96 323	61 079	-35 244
Achat d'immobilisations corporelles	G16	-97 856	-104 753	-6 897
Subventions liées à des actifs	G16	46	-	-46
Vente d'immobilisations corporelles	G16	80	9 481	9 401
Achat d'immobilisations incorporelles	G19	-1 570	-547	1 023
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-99 300	-95 819	3 481
Free cashflow		-2 977	-34 740	-31 763
Souscription de prêts contre reconnaissance de dette	G24	-	99'724	99'724
Remboursement de prêts contre reconnaissance de dette	G24	-	-100 000	-100 000
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-	-276	-276
Variation des fonds		-2 977	-35 016	-32 039
Liquidités au 1 ^{er} janvier	G11	126 762	123 785	-2 977
Liquidités au 31 décembre	G11	123 785	88 769	-35 016
Variation des fonds		-2 977	-35 016	-32 039

G = Explications dans l'annexe aux comptes du groupe

Sous la rubrique **vente d'immobilisations corporelles**, 9,2 millions de francs concernent une vente d'immeuble à Lugano-Besso. Sur cette transaction, 12,1 millions de francs seront exigibles en 2026 et 2027 et sont inscrits comme variation des autres créances en tant qu'opération sans effet sur les liquidités.

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capital social	Bénéfices et pertes cumulés	Total
Solde au 1^{er} janvier 2024	480 000	35'783	515'783
Résultat du groupe	-	15 334	15 334
Solde au 31 décembre 2024	480 000	51 117	531 117
Résultat du groupe	-	-2 856	-2 856
Solde au 31 décembre 2025	480 000	48 261	528 261

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels fournissent une image fidèle et sincère (true and fair view) du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

La norme RPC 31 «Recommandation complémentaire pour les sociétés cotées» a été appliquée pour la première fois durant l'exercice 2025, la SSR ayant émis un emprunt obligataire. Cela implique la divulgation du taux d'intérêt et de l'échéance de cet emprunt (G 24) ainsi que la présentation d'informations par segment (G 34).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées pour l'année 2025 sont fournies dans l'annexe aux comptes du groupe (G28).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels du groupe est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Si, ultérieurement, les raisons de cette détérioration de la valeur disparaissent (partiellement), on effectue une réévaluation par le compte de résultat.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. Leur évaluation se fait à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programmes radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables cumulés. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 10 000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs pour des immobilisations corporelles. Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'utilisation sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et informatique de 5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 5 à 10 ans

La valeur des terrains n'est corrigée qu'exceptionnellement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans.

Les droits en ligne acquis sont activés comme des immobilisations incorporelles s'ils présentent une période d'utilisation de plus de 24 mois. Les droits avec des périodes d'utilisation plus courtes sont traités comme des stocks de programmes.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan. Les provisions pour restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Les avoirs en temps à long terme du personnel sont portés au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. Les impôts différés sont comptabilisés sur la base de l'application de valeurs déterminées selon la méthode de la juste valeur (true and fair) par comparaison avec les valeurs applicables en droit fiscal. Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les douze prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse douze mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme. Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire. Pour l'exercice écoulé, ce taux s'élève à 1,6 %.

Produits

Les recettes issues de la redevance média sont plafonnées. La quote-part annuelle dévolue à la SSR est octroyée par l'OFCOM à raison de douze tranches mensuelles égales et passée au compte de résultat. Une éventuelle participation à la croissance des ménages est versée séparément, pour moitié en mars et pour moitié en septembre. La publicité est commercialisée par Admeira SA. Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le montant des recettes publicitaires est toujours présenté en net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat et la commission de vente, ainsi que les taxes et redevances, sont directement déduits du produit publicitaire brut. Depuis avril 2020, la SSR commercialise elle-même le sponsoring. Tout comme les recettes publicitaires, les recettes de sponsoring sont comptabilisées dans le résultat de la période correspondant à leur diffusion.

Engagements conditionnels et créances éventuelles

Les engagements conditionnels et créances éventuelles mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Subventions publiques

Les subventions publiques liées au résultat sont publiées dans la note G 3. Il s'agit avant tout de subventions fédérales pour le mandat SSR destiné à l'étranger. Les subventions publiques liées au patrimoine sont présentées en brut dans le tableau des flux de trésorerie, sous la rubrique «Flux de fonds liés aux opérations d'investissement». Pour ses sites de Zurich et Genève, la SSR dispose en outre de deux droits de superficie gratuits (voir G 3).

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes du groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et dans lesquelles elle exerce un contrôle grâce aux droits de vote attachés à sa participation. Il regroupe les entreprises suivantes:

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Maison mère (holding), sous la forme juridique d'une association

Sociétés du groupe	2024	2025
SWISS TXT SA, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Centre de compétence pour les services infrastructure, numérique, distribution et accès	100 %	100 %

La participation à 100 % dans Telvetia SA, Berne (capital-actions de 1,0 million de francs), a été liquidée durant l'exercice sous revue.

Swiss Radioplayer GmbH (participation à 25 %) et Radio Events GmbH (participation à 50 %), au capital initial de 20 000 francs chacune, ne sont pas consolidées en vertu du principe d'importance relative; elles figurent parmi les autres participations. La liste complète des sociétés associées et des autres participations figure dans l'annexe aux comptes du groupe (G 35).

Méthode de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20 % des droits de vote et celles de moindre importance sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. La valeur des participations entre 20 % et 50 % est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portée au bilan. Les participations supérieures à 50 % sont intégralement consolidées. La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne de l'acquisition. Les capitaux propres de la société consolidée sont inscrits dans les comptes annuels de la maison mère (holding) à la valeur comptable de la participation au moment de l'acquisition ou de la fondation.

Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères homogènes au moment de la première consolidation. Suite à cette réévaluation, l'éventuelle différence entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est compensée directement au titre de goodwill avec les capitaux propres au moment de l'acquisition. Lors de la vente de sociétés, le goodwill imputé sur les capitaux propres est recyclé. Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et des diverses sociétés du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Consolidation des dettes, chiffre d'affaires interne et bénéfices intermédiaires

Les charges et les produits réalisés entre les sociétés consolidées ainsi que leurs dettes et créances réciproques sont éliminés. Les bénéfices intermédiaires sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales.

Annexe avec explications

G1 Recettes issues de la redevance média

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Recettes issues de la redevance média	1 286 194	1 252 825	-33 369
Total	1 286 194	1 252 825	-33 369

Les **recettes issues de la redevance média** diminuent de 33,4 millions de francs par rapport à l'année précédente (2024: +20,3 millions), la compensation du renchérissement ayant été réduite de 69 à 35 millions de francs.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Publicité	141 945	137 841	-4 104
Sponsoring	29 106	29 256	150
Programme	36 794	43 840	7 046
Total	207 845	210 937	3 092

En 2025, les **recettes commerciales** progressent de 3,1 millions de francs (2024: -1,8 million). L'évolution de la pénétration des blocs publicitaires est en baisse du fait de la fragmentation toujours croissante de l'utilisation. En outre, aucun événement sportif majeur (à l'exception du Championnat d'Europe de football féminin, ou CE) n'a eu lieu en 2025. En raison de la bonne demande sur le marché publicitaire, notamment lors du CE féminin et de l'Eurovision, les **recettes publicitaires** ont diminué moins fortement (-4,1 millions) que prévu par rapport à l'exercice précédent (2024: +1,6 million). En 2025, les **recettes de sponsoring** restent pratiquement inchangées (+0,2 million de francs) en raison des produits générés par l'Eurovision (2024: -2,4 millions). Les **recettes de programme** progressent de 7,0 millions de francs (2024: -1,0 million) principalement grâce à des recettes plus élevées provenant des droits de retransmission ainsi que des produits générés par l'Eurovision. Les droits de retransmission et recettes de licences (22,1 millions) ainsi que les opérations de compensation (14,4 millions) constituent la majeure partie des recettes de programme.

G3 Autres recettes

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Contributions	21 342	20 365	-977
Prestations de services	27 175	41 469	14 294
Autres produits d'exploitation	18 482	31 966	13 484
Total	66 999	93 800	26 801

Par rapport à l'exercice précédent, les **subventions** publiques reculent de 1,0 million de francs (2024: -0,4 million). La SSR dispose de droits de superficie gratuits pour ses sites de Genève (12 675 m²; échéance du contrat de superficie en 2044) et de Zurich (31 338 m²; échéance du contrat de superficie en 2041). La valeur de ces droits est estimée à 3,5 millions de francs l'an. Par rapport à l'exercice précédent, le **produit des prestations de service** progresse de 14,3 millions de francs (2024: -1,5 million). Cette progression s'explique principalement par l'organisation de l'Eurovision à Bâle. Les **autres produits d'exploitation** augmentent de 13,5 millions de francs (2024: +1,2 million), essentiellement sous l'effet du bénéfice réalisé sur la vente d'immeuble à Lugano-Besso.

G4 Charges de personnel

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Salaires	656 899	641 253	-15 646
Indemnités	21 713	22 438	725
Prestations sociales	141 220	143 193	1 973
Autres charges de personnel	33 019	68 934	35 915
Total	852 851	875 818	22 967

En particulier, la baisse des effectifs – conséquence des mesures d'économie mises en place – entraîne une diminution des coûts liés aux **salaires** de 15,6 millions de francs (2024: +10,8 millions). Les **autres charges de personnel** ont augmenté de 35,9 millions de francs (2024: +44,4 millions). Cette évolution découle des frais de restructuration provisionnés pour les réductions de personnel prévues dans les années suivantes.

G5 Charges programme et production

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Indemnisations artistes et auteur.es	17 686	16 288	-1 398
Droits d'auteur.e	112 429	107 609	-4 820
Productions de tiers et commandes	223 121	198 579	-24 542
Charges de liaisons et de lignes	8 046	26 832	18 786
Charges diverses programme et production	4 215	4 971	756
Variation des stocks de programmes	3 316	1 388	-1 928
Total	368 813	355 667	-13 146

Moins de grandes manifestations sportives ayant eu lieu durant l'année sous revue, les coûts liés aux **droits d'auteur.e** reculent de 4,8 millions de francs (2024: +16,7 millions). Les **productions de tiers et commandes** sont en recul de 24,5 millions de francs (2024: -0,4 million). Une part importante est due à la provision constituée l'année précédente pour les charges nettes de la SSR pour l'organisation de l'Eurovision 2025 (contrat déficitaire). La dissolution de la provision pour la poursuite de la diffusion FM avait entraîné une baisse des charges l'année précédente. En conséquence, les **charges de liaisons et de lignes** sont désormais en progression de 18,8 millions de francs (2024: -46,6 millions) pour s'établir à 26,8 millions de francs (sans diffusion FM), soit au niveau habituel.

G6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Charges administratives	31 331	35 986	4 655
Publicité	28 022	32 287	4 265
Communication, logistique et frais	44 265	40 006	-4 259
Total	103 618	108 279	4 661

Les **charges administratives** sont en progression de 4,7 millions de francs (2024: +0,6 million). La majeure partie des coûts découle de loyers et de leasings (21,0 millions); les coûts restants se répartissent entre les primes d'assurance, le matériel de bureau et les logiciels. Les coûts supplémentaires sont dus à la constitution d'une provision sur un contrat de location à long terme (contrat déficitaire). Les **charges publicitaires** augmentent de 4,3 millions de francs (2024: -2,3 millions). Cette augmentation provient de contreparties (notamment dans le cadre de l'Eurovision) qui représentent environ la moitié des charges publicitaires. Le recul de 4,3 millions de francs pour **la communication, la logistique et les frais** (2024: -0,4 million) résulte essentiellement de la baisse des frais liés aux voyages d'affaires, 2025 ayant accueilli moins de grands événements sportifs que l'année précédente.

G7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	71 821	71 996	175
Dépréciations immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	71 821	71 996	175
Dépréciations immobilisations financières	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	1 665	2 029	364
Valeurs incorporelles	1 665	2 029	364
Total	73 486	74 025	539

La répartition et la modification des amortissements figurent dans les tableaux des immobilisations sous les rubriques G 16 et G 19.

G8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Entretien et remplacement	78 822	73 835	-4 987
Autres charges	65 713	67 077	1 364
Total	144 535	140 912	-3 623

Les **charges d'entretien et remplacement** se contractent de 5,0 millions de francs (2024: +5,0 millions) sous l'effet de coûts d'électricité moindres. Les **autres charges** progressent de 1,4 million de francs (2024: -2,8 millions) et s'expliquent en particulier par l'augmentation des charges de surveillance.

G9 Résultat financier

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Produits financiers	4 453	1 260	-3 193
Charges financières	-6 767	-6 890	-123
Total	-2 314	-5 630	-3 316

Par rapport à 2024, le **résultat financier** recule de 3,2 millions de francs. Facteurs déterminants: produits des participations/intérêts en diminution de -1,8 million de francs et résultats de change de -1,2 million de francs. Les **produits financiers** comprennent principalement des gains de change sur les devises étrangères (1,1 million) et les intérêts (0,2 million). Les **charges financières** se composent des intérêts sur les capitaux étrangers (5,5 millions), des pertes de change sur monnaies étrangères (1,0 million) et des commissions/frais (0,4 million).

G10 Impôts

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Impôts courants	-59	-75	-16
Total	-59	-75	-16

En tant qu'association à but non lucratif, la SSR n'est pas assujettie à l'impôt. Les **impôts courants** indiqués concernent la société SWISS TXT SA.

G11 Liquidités

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	14 779	88 695	73 916
Fonds assimilés à des liquidités	109 006	74	-108 932
Total	123 785	88 769	-35 016

Le détail de ces évolutions est présenté dans le tableau des flux de trésorerie. Les dépôts à courte échéance effectués l'année précédente disparaissent durant l'année sous revue.

G12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	34'105	32 192	-1 913
Parties liées	7	11	4
Corrections de valeur	-225	-143	82
Total	33'887	32 060	-1 827

G13 Autres créances à court terme

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	21 339	31 301	9 962
Total	21 339	31 301	9 962

Les **autres créances à court terme** progressent de 10,0 millions de francs (2024: +1,4 million). Cette évolution découle avant tout d'une créance résultant de la vente d'un bien immobilier en 2025.

G14 Stocks de programmes et de marchandises

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Paiements anticipés de programmes	18 094	26 093	7 999
Productions maison	60 345	58 331	-2 014
Productions de tiers	46 077	46 570	493
Corrections de valeur	-474	-280	194
Stocks de programmes	105 948	104 621	-1 327
Stocks de marchandises	729	604	-125
Total	124 771	131 318	6 547

Les **versements anticipés** affichent une hausse de 8,0 millions de francs (2024: -3,7 millions) en particulier dans le domaine des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions vidéo et films non encore diffusés sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. La baisse s'élève à 1,3 million de francs (2024: -3,4 millions) et concerne des productions maison. Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

G15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	34 045	33 463	-582
Parties liées	-	2	2
Total	34 045	33 465	-580

G16 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2024	466 209	132 847	128 547	7 387	734 990
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2024	1 081 058	445 003	128 547	30 537	1 685 144
Entrées	8 086	23 629	64 892	1 269	97 876
Sorties	-1 324	-21 866	- 331	-1 462	-24 983
Reclassifications	2 977	27 914	-33 868	149	-2 828
Solde au 31.12.2024	1 090 797	474 680	159 240	30 493	1 755 209
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2024	-614 850	-312 158	-	-23 148	-950 154
Amortissements prévus	-26 520	-43 399	-	-1 902	-71 821
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sorties	1 321	21 500	-	1 409	24 227
Solde au 31.12.2024	-640 049	-334 057	-	-23 641	-997 748
Valeurs comptables nettes 31.12.2024	450 748	140 623	159 240	6 852	757 461
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2025	1 090 797	474 680	159 240	30 493	1 755 209
Entrées	13 005	22 185	68 200	1 368	104 758
Sorties	-32 995	-37 214	-	-727	-70 936
Reclassifications	7 898	14 926	-24 696	504	-1 368
Solde au 31.12.2025	1 078 705	474 577	202 744	31 638	1 787 664
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2025	-640 049	-334 057	-	-23 641	-997 748
Amortissements prévus	-28 286	-42 136	-	-1 574	-71 996
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sorties	22 386	36 138	-	658	59 182
Solde au 31.12.2025	-645 949	-340 055	-	-24 557	-1 010 561
Valeurs comptables nettes 31.12.2025	432 756	134 522	202 744	7 081	777 103

Comme en 2024, la part de **terrains non bâtis** s'élève à 1,7 million de francs. Le solde de reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir G 19). Le recul des **terrains et bâtiments** concerne la vente d'immeuble à Lugano-Besso.

G17 Sociétés associées

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Sociétés associées	762	750	-12
Total	762	750	-12

Les détails relatifs aux **sociétés associées** figurent à l'index des participations (G 35).

G18 Immobilisations financières

CHF 1000	Créances à long terme	Participations	Prêts	Réserve de cotisations de l'employeur	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2024	-	385	-	36 010	36 395
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2024	331	398	-	36 010	36 739
Entrées	-	-	-	15	15
Sorties	-331	-	-	-35 000	-35 331
Solde au 31.12.2024	-	398	-	1 025	1 423
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2024	-331	-13	-	-	-344
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	331	-	-	-	331
Solde au 31.12.2024	-	-13	-	-	-13
Valeurs comptables nettes 31.12.2024	-	385	-	1 025	1 410
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2025	-	398	-	1 025	1 423
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	-13	-	-1 025	-1 038
Solde au 31.12.2025	-	385	-	-	385
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2025	-	-13	-	-	-13
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	13	-	-	13
Solde au 31.12.2025	-	-	-	-	-
Valeurs comptables nettes 31.12.2025	-	385	-	-	385

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Participations	385	385	-
Réserve de cotisations employeur	1 025	-	-1 025
Total	1 410	385	-1025

Les **immobilisations financières** reculent du fait de l'utilisation de la **réserve de cotisations de l'employeur** de 1,0 million de francs.

G19 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Logiciels et licences	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2024	2 623	2 623
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2024	38 065	38 065
Entrées	1 570	1 570
Sorties	-988	-988
Reclassifications	2 828	2 828
Solde au 31.12.2024	41 475	41 475
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2024	-35 442	-35 442
Amortissements prévus	-1 665	-1 665
Dépréciations	-	-
Sorties	988	988
Solde au 31.12.2024	-36 119	-36 119
Valeurs comptables nettes au 31.12.2024	5 356	5 356
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2025	41 475	41 475
Entrées	547	547
Sorties	-625	-625
Reclassifications	1 368	1 368
Solde au 31.12.2025	42 765	42 765
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2025	-36 119	-36 119
Amortissements prévus	-2 029	-2 029
Dépréciations	-	-
Sorties	625	625
Solde au 31.12.2025	-37 523	-37 523
Valeurs comptables nettes au 31.12.2025	5 242	5 242

La **reclassification** provient des immobilisations corporelles (voir G 16). Les sorties concernent des mises hors service d'installations immatérielles intégralement amorties.

G20 Engagements résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	57 458	50 312	-7 146
Parties liées	2 129	2 237	108
Total	59 587	52 549	-7 038

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** diminuent de 7,0 millions de francs (2024: -11,4 millions). Cette diminution s'explique par des engagements moins importants dans la distribution (notamment en lien avec l'arrêt de la diffusion FM) et les droits sportifs.

G21 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	22 008	26 958	4 950
Parties liées	11 526	-	-11 526
Total	33 534	26 958	-6 576

Les **autres dettes à court terme** se contractent de 6,6 millions de francs (2024: -6,6 millions) principalement sous l'effet d'une baisse des dettes envers la Caisse fédérale de compensation. Les dettes envers la Caisse de pension qui figuraient l'année précédente sous les **parties liées** sont désormais présentées sous les **tiers**.

G22 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2024	4 523	5 465	23 058	18 151	51 197
Constitution	3 204	12 922	18 547	-	34 673
Utilisation	-3 327	-3 653	-20 685	-	-27 665
Dissolution	-1 186	-1 186	-1 648	-	-4 020
Reclassification court/long terme	2 000	8 979	9 798	-	20 777
Valeur comptable au 31.12.2024	5 214	22 527	29 070	18 151	74 962
Constitution	2 298	13 278	850	-	16 426
Utilisation	-4 968	-18 881	-22 506	-	-46 355
Dissolution	-245	-4 462	-6 265	-	-10 972
Reclassification court/long terme	2 000	11 370	2 178	-	15 548
Valeur comptable au 31.12.2025	4 299	23 832	3 327	18 151	49 609

Les **provisions** figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 4,3 millions de francs (2024: 5,2 millions). Elles se composent de 2,0 millions de francs (2024: 2,0 millions) pour les primes de fidélité et de 2,3 millions de francs (2024: 2,4 millions) pour les absences prolongées pour cause de maladie. Les **provisions pour restructuration** se montent à 23,8 millions de francs (2024: 22,5 millions) et doivent être utilisées dans le cadre de plans sociaux. Les **autres provisions** se montent à 3,3 millions de francs (2024: 29,1 millions). Sur cette somme, 2,4 millions de francs (2024: 20,2 millions) ont été provisionnés pour des contrats déficitaires. Les 0,9 million de francs restants (2024: 1,2 million) se répartissent entre diverses positions de moindre importance. La plus grande partie de l'utilisation et de la dissolution concerne la diffusion FM. La **provision pour impôts** s'élève à 18,2 millions de francs (2024: 18,2 millions); elle concerne les gains immobiliers de la vente de deux immeubles au cours des exercices précédents.

G23 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	46 183	45 463	-720
Parties liées	10	5	-5
Total	46 193	45 468	-725

G24 Dettes financières

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Dettes financières à court terme	100 000	-	-100 000
Dettes financières à long terme	200 000	300 000	100 000
Total	300 000	300 000	-

Les **prêts contre reconnaissance de dette** courent respectivement jusqu'au 2 octobre 2028 (50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,28 %, et 50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,31 %) et 2 octobre 2030 (50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,44 %, et 50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,46 %).

L'**emprunt obligataire** présente la durée et le taux d'intérêt suivants:

100 millions de francs à 0,95 % au 29 septembre 2032.

G25 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable au 1.1.2024	33 812	18 696	48 041	217	100 766
Constitution	4 732	3 748	175	-	8 655
Utilisation	-2 676	-2 062	-2 316	-	-7 054
Dissolution	-	-33	-24 134	-	-24 167
Reclassification court/long terme	-2 000	-8 979	-9 798	-	-20 777
Valeur comptable au 31.12.2024	33 868	11 370	11 968	217	57 423
Constitution	11 014	49 700	5 311	-	66 025
Utilisation	-9 934	-	-144	-	-10 078
Dissolution	-	-	-57	-217	-274
Reclassification court/long terme	-2 000	-11 370	-2 178	-	-15 548
Valeur comptable au 31.12.2025	32 948	49 700	14 900	-	97 548

Les **provisions à long terme personnel et prévoyance** couvrent les avoirs en temps à long terme et les primes de fidélité des collaborateurs.trices de plus de 32,9 millions de francs (2024: 33,9 millions). Les **provisions pour restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de plus de 49,7 millions de francs (2024: 11,4 millions). Les **autres provisions** sont constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 0,4 million de francs (2024: 0,3 million), de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments loués de plus de 3,1 millions de francs (2024: 1,9 million) et de provisions pour les contrats déficitaires de plus de 5,1 millions de francs (2024: 3,3 millions). Les 6,3 millions de francs restants (2024: 6,5 millions) sont répartis à hauteur de 4,9 millions pour la démolition partielle d'un immeuble à Comano et de 1,2 million pour le désamiantage du bâtiment de la Galette, à Genève. 0,2 million concerne diverses provisions de moindre importance. La **provision pour impôts latents** est dissoute du fait de l'utilisation de la réserve de cotisations de l'employeur chez SWISS TXT SA.

Autres indications

G 26 Engagements conditionnels et engagements/créances non-inscrits au bilan

Il existe dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel des obligations d'acceptation d'un total de 68,0 millions de francs (2024: 102,0 millions) pour les années 2026 à 2027. La Business Unit Sport a conclu des engagements à long terme (droits de licence et engagements de production) pour des manifestations sportives à venir pour un montant total de 166,9 millions de francs (2024: 188,6 millions). Les autres engagements non-inscrits au bilan pour des contrats de programme sont estimés à 10,4 millions de francs (2024: 11,4 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 100,1 millions de francs (2024: 123,0 millions). 8,6 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 33,1 millions dans deux à cinq ans et 58,4 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 127,3 millions de francs (2024: 128,6 millions).

Les garanties bancaires s'élèvent à plus de 0,7 million de francs (2024: 0,7 million) et les autres engagements conditionnels à 1,8 million de francs (2024: 2,5 millions). Les litiges juridiques non-inscrits au bilan s'élèvent à 15,0 millions de francs (2024: 15,0 millions).

G 27 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
		positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2024			
Achat Euro	56 382	458	356
Achat US-Dollar	10 352	500	-
Total achat	66 734	958	356
Total des opérations de change à option au 31.12.2024			
	66 734	958	356
Opérations de change à option ouvertes 2025			
Achat Euro	55 187	686	1
Achat US-Dollar	9 483	61	26
Total achat	64 670	747	27
Total des opérations de change à option au 31.12.2025			
	64 670	747	27

Toutes les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

G 28 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès de l'institution de prévoyance juridiquement autonome Caisse de pension SSR (CPS). Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employé.es et de l'employeur. L'assurance des collaborateur.trices de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2025, le cercle des personnes assurées comprenait 6424 (2024: 6755) assuré.es actif.ves et 3180 (2024: 3080) bénéficiaires de prestations.

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) vis-à-vis de l'institution de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 2025	Renoncia- tion à l'utilisa- tion 2025	Constitu- tion/ Utilisation 2025	Bilan 31.12.25	Bilan 31.12.24	Résultat réserves dans charges de personnel	
						2025	2024
Institutions de prévoyance	-	-	-1 025	-	1 025	1 025	35 000
Total	-	-	-1 025	-	1 025	1 025	35 000

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.2025	Part économique de l'entité		Var. exer. préc. et avec effet sur le résultat de l'exercice	Cotisa- tions ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
		31.12.25	31.12.24			2025	2024
Plan de prévoyance sans excédent / déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec excédent de couverture	359 900	-	-	-	83 465	83 465	80 343
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total	359 900	-	-	-	83 465	83 465	80 343

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice provisoire au 31 décembre 2025. Le taux de couverture de la CPS s'élève à 109,9 % au 31 décembre 2025 (2024: 107,0 %). Le taux de couverture affiché est calculé sur la base du taux d'intérêt de 1,5 % en vigueur au 1er janvier 2022.

G 29 Engagements envers des institutions de prévoyance

Il existe des engagements à court terme envers la Caisse de pension pour un montant de 11,5 millions de francs au 31 décembre 2025. Le règlement de la dette a eu lieu le 9 janvier 2026.

G 30 Honoraires de l'organe de révision

Pour les prestations en lien avec la révision ordinaire, des honoraires d'un montant de 0,3 million de francs (2024: 0,3 million) ont été convenus avec l'organe de révision.

G 31 Evaluation des risques et mesures

La gestion des risques fait partie intégrante des décisions entrepreneuriales; la situation globale est évaluée périodiquement par le Conseil d'administration. Principaux domaines de risque identifiés à la fin de l'exercice:

Risques stratégiques: les profondes mutations structurelles du secteur des médias – utilisation fragmentée, domination des plateformes, progrès rapides de la technologie/de l'IA et baisse de la pénétration linéaire – augmentent le risque d'une perte de pertinence et de visibilité. Dans le même temps, les exigences en matière de données et de compétences produits ainsi que de cyber-exposition augmentent. Les programmes de transformation et d'efficacité comportent en outre des risques de mise en œuvre, de capacité et d'acceptation.

Risques politiques: la réduction du montant de la redevance média déjà ordonnée par le Conseil fédéral, les nouvelles exonérations de cette redevance pour les entreprises et la suppression de la compensation du renchérissement (partiellement compensée par la croissance du nombre de ménages) constituent déjà un défi financier. A cela s'ajoutent les risques liés aux interventions parlementaires et les questions relatives au financement du mandat pour l'étranger.

Risques financiers: le recul des recettes commerciales, la volatilité macroéconomique et les paramètres politiques pèsent sur la base des résultats. Les risques de liquidité et de refinancement résultent des échéances et des conditions de marché; les incertitudes peuvent affecter les spreads, les conditions et la base d'investisseurs. La contre-mesure consiste en une planification roulante, en un calendrier des échéances, en marges de sécurité et en lignes garanties, en une discipline en matière de fonds de roulement, en une diversification des sources de financement ainsi qu'en un équilibre approprié des échéances.

Risques réglementaires: les modifications du cadre juridique et réglementaire – notamment en ce qui concerne le mandat de prestations, les règles applicables au domaine online, les restrictions en matière de publicité et les obligations de rendre compte – peuvent avoir une incidence sur l'offre, le financement et les processus. Un système de contrôle interne bien ancré permet de réduire les risques liés aux rapports et aux processus et garantit la régularité des rapports financiers.

Réponse de l'entreprise: «Enavant SRG SSR»

Le projet «Enavant SRG SSR» oriente la SSR vers le «digital first», rassemble les forces par-delà les régions et simplifie les structures afin d'accroître l'efficacité et l'efficacité. Le programme sert à la fois de mesure de réduction des coûts et de mesure structurelle pour atténuer les baisses de revenus d'origine politique; il renforce également la résilience financière par une priorisation du portefeuille, des normes uniformes et une plus grande réutilisation des contenus.

G 32 Transactions avec des parties liées

Durant l'année sous revue, les produits réalisés avec des parties liées s'élèvent à 0,5 million de francs (2024: 0,3 million) et les charges à 8,8 millions de francs (2024: 8,9 millions) pour les contributions d'exploitation.

Les soldes des créances et des engagements avec des parties liées sont comptabilisés séparément dans les présents comptes annuels.

G 33 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la date de clôture du bilan et jusqu'à l'adoption des comptes du groupe par le Conseil d'administration le 2 avril 2026, il ne s'est produit à notre connaissance aucun événement important susceptible d'influencer la représentativité des comptes annuels 2025.

Le 8 mars 2026, le peuple suisse a rejeté l'initiative populaire fédérale « 200 francs, ça suffit ! (initiative SSR) ». Le résultat du vote n'a aucune incidence sur l'évaluation et la comptabilisation des actifs et des dettes au 31 décembre 2025.

G34 Segments: informations

CHF 1000	Unités nationales	SWI	SRF	RTR	RTS	RSI	Consol.	Groupe
Produits d'exploitation 2025								
Redevance média	1 252 825	-	-	-	-	-	-	1 252 825
Publicité	137 841	-	-	-	-	-	-	137 841
Allocation aux unités d'entreprise	-1 112 305	9 109	499 956	24 085	360 580	218 575	-	-
Recettes des unités d'entreprise	151 943	9 126	45 965	791	19 415	14 869	-75 213	166 896
Total	430 304	18 235	545 921	24 876	379 995	233 444	-75 213	1 557 562
Charges d'exploitation 2025								
Charges de personnel	155 935	12 464	329 513	16 139	228 532	133 306	-71	875 818
Charges de programme / production	106 840	1 448	98 310	4 432	90 289	58 170	-3 822	355 667
Autres charges d'exploitation	176 957	4 000	68 066	2 773	42 666	26 049	-71 320	249 191
Total	439 732	17 912	495 889	23 344	361 487	217 525	-75 213	1 480 676
EBITDA	-9 428	323	50 032	1 532	18 508	15 919	-	76 886
Amortissements	9 939	323	32 829	1 314	15 935	13 686	-	74 025
EBIT	-19 367	-	17 203	218	2 573	2 233	-	2 861
Résultat financier								-5 630
Impôts/Sociétés associées								-87
Résultat du groupe 2025								-2 856
Effectifs 2025								
Nombre de postes à temps plein (ETP)								
En moyenne annuelle	637	80	2 281	125	1 488	982	-	5 593
au 31.12.	617	80	2 222	123	1 460	977	-	5 479
Produits d'exploitation 2024								
Redevance média	1 286 194	-	-	-	-	-	-	1 286 194
Publicité	141 945	-	-	-	-	-	-	141 945
Allocation aux unités d'entreprise	-1 148 457	10 280	516 853	24 428	363 845	233 051	-	-
Recettes des unités d'entreprise	125 437	9 361	46 021	818	19 651	5 398	-73 787	132 899
Total	405 119	19 641	562 874	25 246	383 496	238 449	-73 787	1 561 038
Charges d'exploitation 2024								
Charges de personnel	100 557	13 108	357 638	16 348	223 771	141 497	-68	852 851
Charges de programme / production	107 335	1 735	102 576	4 084	99 413	57 569	-3 899	368 813
Autres charges d'exploitation	166 809	4 512	71 681	3 292	45 142	26 538	-69 820	248 154
Total	374 701	19 355	531 895	23 724	368 326	225 604	-73 787	1 469 818
EBITDA	30 418	286	30 979	1 522	15 170	12 845	-	91 220
Amortissements	9 364	283	32 502	1 309	16 995	13 032	-	73 486
EBIT	21 054	3	-1 523	213	-1 825	-187	-	17 735
Résultat financier								-2 314
Impôts/Sociétés associées								-87
Résultat du groupe 2024								15 334
Effectifs 2024								
Nombre de postes à temps plein (ETP)								
En moyenne annuelle	603	82	2 393	128	1 556	1 010	-	5 772
au 31.12.	636	83	2 364	127	1 527	990	-	5 727

Segments – informations

Les segments sont répartis par région linguistique (RSI, RTR, RTS et SRF). En outre, les segments SWI swissinfo.ch et unités nationales sont également présentés. Les unités nationales regroupent la Direction générale DG, la Business Unit Sport BUS, l'unité Finances UF et SWISS TXT SA.

Les unités nationales fournissent des services centralisés aux unités d'entreprise régionales (coûts de distribution, droits d'auteur, contrats sportifs, coûts d'emprunt, prestations informatiques, services d'accessibilité, etc.) et supportent les frais d'overhead.

La redevance média et les recettes publicitaires sont versées à la SSR via l'unité Finances et sont réparties entre les unités d'entreprise régionales selon une clé fixe. Le montant restant aux unités nationales couvre les coûts des services centraux mentionnés ci-dessus.

Segment Unités nationales

La baisse de 37,4 millions de francs des recettes issues de la redevance et de la publicité se traduit par une allocation des moyens aux unités d'entreprise en recul de 36,2 millions de francs. Les recettes des unités d'entreprise progressent de 26,5 millions de francs, notamment sous l'effet du produit de l'Eurovision à Bâle et d'augmentations dans les prestations informatiques de SWISS TXT SA.

Les charges de personnel augmentent de 55,4 millions de francs. Principale raison: la constitution d'une provision centralisée pour restructuration de 49,7 millions de francs. L'organisation de l'Eurovision à Bâle est un autre facteur de coûts.

Une grande partie de l'augmentation de 10,1 millions de francs des autres charges d'exploitation est due à l'Eurovision.

Segments SWI et RTR

Sous l'effet des mesures d'économie, les charges d'exploitation se contractent de 1,5 million de francs chez SWI et de 0,4 million chez RTR.

Segment SRF

Les charges de personnel diminuent de 28,1 millions de francs en raison d'une baisse significative des effectifs (-112 ETP). Ce sont surtout les mesures mises en œuvre pour réduire la base de coûts et le remplacement restrictif des départs en retraite qui y ont contribué, dans le cadre de la phase de transformation. De plus, des provisions pour frais de restructuration ont pu être dissoutes. Ces mesures sont également responsables d'une partie de la baisse de 3,4 millions de francs des charges de production. La réduction de 3,6 millions de francs des charges d'exploitation s'explique par d'autres mesures d'économie ainsi que par la baisse des prix de l'électricité.

Segment RTS

Les coûts salariaux reculent de 4,4 millions de francs en raison d'une baisse significative des effectifs (-68 ETP), principalement du fait des mesures de réduction des coûts et du remplacement limité des départs en retraite. Du fait de la constitution d'une provision pour restructuration, les charges de personnel augmentent au total de 4,8 millions de francs. Les économies réalisées au niveau des charges de production (-9,1 millions) s'expliquent en premier lieu par le fait que l'année précédente, une importante production de fiction avait été produite / diffusée. La RTS a elle aussi pu réduire ses charges d'exploitation (-2,4 millions de francs) sous l'effet de la baisse des prix de l'électricité.

Segment RSI

Les recettes de l'unité d'entreprise, en progression de 9,5 millions de francs, comprennent le bénéfice de la vente d'immeuble à Lugano-Besso. Ce gain au niveau de l'unité est compensé par une réduction de l'allocation, car les immeubles sont la propriété de la SSR. Les frais de personnel se contractent de 8,2 millions de francs en raison de la réduction des effectifs.

Evolution des effectifs

Au 31 décembre 2025, les effectifs en ETP (équivalents temps plein) ont diminué de 248 unités par rapport à l'année précédente, passant de 5 727 à 5 479 unités. Cette diminution se traduit par une baisse des coûts salariaux dans toutes les unités de l'entreprise.

En raison des autres plans de restructuration nécessaires à la SSR, des provisions correspondantes doivent être constituées – des provisions qui dépassent nettement les économies réalisées sur les salaires. Pour cette raison, les charges de personnel augmentent de 23,0 millions de francs (+2,7 %) alors que, dans le même temps, les effectifs diminuent de 4,3 %.

G35 Liste des participations au 31 décembre 2025

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale, en milliers	Participation SSR en %	Méthode de consolidation*
Sociétés du groupe (participation entre 50,1 % et 100 %)				
SWISS TXT SA, Bienne				
Centre de compétence pour les services infrastructure, numérique, distribution et accès	CHF	1 000	100,0	intégrale
Sociétés associées (participation entre 20 % et 50,0 %)				
Viasuisse AG, Bienne				
Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	36,1	équivalence
SMD Schweizer Mediendatenbank AG, Zurich				
Exploitation d'une banque de données online pour les médias	CHF	108	33,3	équivalence
Autres participations (participation inférieure à 20 % ou de moindre importance)				
Keystone-SDA-ATS AG, Berne	CHF	2 857	7,0	v.a.
SwissMediaCast AG, Zurich	CHF	1 330	7,7	v.a.
SwissMediaForum AG, Baden	CHF	200	10,0	v.a.
Institut für Rundfunktechnik GmbH, Munich (en liquidation)	EUR	140	5,7	v.a.
TV5 Monde SA, Paris	EUR	145	10,5	v.a.
Swiss Radioplayer GmbH, Berne	CHF	20	25,0	v.a.
Radio Events GmbH, Berne	CHF	20	50,0	v.a.

* Méthode de consolidation: (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Proposition

Conformément à la séance du Conseil d'administration du 2 avril 2026, compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes annuels 2025 du groupe et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégué.es de la SSR du 24 avril 2026 d'approuver les comptes annuels 2025 du groupe.

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Jean-Michel Cina



La directrice générale
Susanne Wille



Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision et de ses filiales (le groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2025, le compte de résultat consolidé, le tableau des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 136 à 158) donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Consolidés» de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession qui s'appliquent aux audits des états financiers des sociétés d'intérêt public. Nous avons aussi satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Éléments Clés de l'Audit

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de notre audit des comptes consolidés de la période sous revue. Ces éléments ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion d'audit distincte sur ces éléments.

Éléments clés de l'audit**Comment les éléments clés de l'audit ont été considérés dans notre audit****Immobilisations corporelles – Activation et évaluation**

La comptabilisation des immobilisations corporelles dans les comptes consolidés s'effectue à leur coût d'acquisition ou de revient, diminuée des amortissements économiquement nécessaires et des dépréciations de valeur. Au 31 décembre 2025, les comptes consolidés présentent des immobilisations corporelles d'une valeur totale de 777'103 milliers de CHF. Cela correspond à 70.6 pour cent de l'ensemble des actifs. De notre point de vue, cette position, d'un montant très élevé, revêt une importance particulière, car le caractère activable, les durées d'utilisation retenues ainsi que la vérification du caractère durable de la valeur des investissements en immobilisations corporelles relèvent d'un certain degré d'appréciation.

Caractère activable des immobilisations corporelles

Le conseil d'administration ou la direction approuve les demandes d'investissement en fonction du montant de l'investissement.

Chaque mois, le caractère activable des factures est vérifié. Les immobilisations activées sont amorties à partir de leur mise en service sur la durée d'utilisation définie.

Caractère durable de la valeur des immobilisations corporelles

La direction évalue régulièrement s'il existe des indices d'une éventuelle perte de valeur. Si tel est le cas, un test de dépréciation est effectué.

De plus, la direction établit périodiquement des expertises d'évaluation pour les immeubles (catégorie « terrains et bâtiments ») afin de vérifier leur valeur.

Pour l'exercice 2025, la direction conclut qu'il n'existe aucun indice d'une éventuelle perte de valeur.

Les principes d'évaluation des immobilisations corporelles sont présentés en annexe dans les principes d'activation et d'évaluation. Des explications sur les différentes positions figurent dans l'annexe G16 Immobilisations corporelles ainsi que G7 Amortissements et corrections de valeur.

Dans le cadre de la vérification du système de contrôle interne, nous nous sommes assurés, par le biais d'entretiens, de la consultation de documents et de la vérification des contrôles clés, que des processus internes appropriés existent pour l'activation et l'évaluation des immobilisations corporelles.

Dans le domaine des investissements, nous avons vérifié par sondage le caractère activable des immobilisations concernées à l'aide des factures ainsi que des contrats correspondants, l'affectation à la bonne catégorie d'immobilisations et la pertinence des durées d'utilisation résultantes.

En ce qui concerne d'éventuelles dépréciations, nous avons évalué les expertises d'évaluation des immeubles ainsi que l'appréciation de la direction.

Nous avons également vérifié les informations figurant en annexe.

Provisions – Exhaustivité et évaluation

Les provisions sont des obligations probables résultant d'un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables. Au 31 décembre 2025, des provisions à court terme et à long terme d'un montant de 49'609 milliers de CHF et de 97'548 milliers de CHF respectivement sont inscrites au bilan.

La majeure partie des provisions est liée aux coûts du personnel – d'une part sur la base de dispositions légales en droit du travail, d'autre part sur la base des coûts de restructuration attendus.

À notre avis, cette position revêt une importance particulière, car elle nécessite un degré élevé d'estimations et de jugement de la part de la direction.

Les principes d'évaluation des provisions sont présentés dans l'annexe « Principes d'activation et d'évaluation » des comptes consolidés. La composition et l'évolution des postes du bilan sont exposées aux notes G22 et G25.

Dans le cadre de la vérification du système de contrôle interne, nous nous sommes assurés, par le biais d'entretiens, de la consultation de documents et de la vérification des contrôles clés, que des processus internes appropriés existent pour l'enregistrement des augmentations et diminutions ainsi que pour l'évaluation des provisions.

Nous avons également examiné la méthodologie et les facteurs d'entrée des estimations ainsi que les calculs de la direction en consultant des documents appropriés et en menant des entretiens, et nous avons évalué la fiabilité des estimations de la direction sur la base de l'expérience acquise.

Nous avons également vérifié les informations figurant en annexe.

Autres Informations

Le conseil d'administration est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent les informations contenues dans le rapport annuel, mais pas les comptes consolidés, les comptes annuels et nos rapports y afférents.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne porte pas sur les autres informations et nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'audit à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous avons la responsabilité de lire les autres informations et d'apprécier si elles présentent des incohérences significatives avec les comptes consolidés ou les connaissances que nous avons acquises lors de l'audit des comptes annuels, ou si elles semblent autrement présenter des inexactitudes significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons qu'il existe une inexactitude significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux Comptes Consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider le groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes consolidés est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse: <https://expertsuisse.ch/rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'Autres Obligations Légales et Réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Berne, le 2 avril 2026

BDO SA

Beat Rüfenacht
Réviseur responsable
Expert-réviseur agréé

Fabian Mollet
Expert-réviseur agréé

Comptes de la maison mère

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2024	2025	Evolution
Recettes issues de la redevance média	M1	1 286 194	1 252 825	-33 369
Recettes commerciales	M2	207 871	210 962	3 091
Autres recettes	M3	66 610	94 055	27 445
Produit d'exploitation		1 560 675	1 557 842	-2 833
Charges de personnel	M4	817 580	839 886	22 306
Charges programme et production	M5	372 711	359 452	-13 259
Charges administratives et publicitaires générales	M6	97 306	102 230	4 924
Amortissements et corrections de valeur	M7	66 180	66 535	355
Autres charges d'exploitation	M8	190 126	187 508	-2 618
Charges d'exploitation		1 543 903	1 555 611	11 708
Résultat d'exploitation		16 772	2 231	-14 541
Résultat financier	M9	-1 839	-5 188	-3 349
Résultat annuel		14 933	-2 957	-17 890

M = Explications dans l'annexe aux comptes de la maison mère

Bilan

CHF 1000	Annexe	2024	2025	Evolution
Liquidités	M10	117 464	78 524	-38 940
Créances résultant de livraisons et de prestations	M11	33 739	32 092	-1 647
Autres créances à court terme	M12	22 584	31 267	8 683
Stock de programmes et marchandises	M13	124 771	131 318	6 547
Comptes de régularisation actifs	M14	21 623	25 121	3 498
Actifs circulants		320 181	298 322	-21 859
Immobilisations corporelles	M15	730 895	753 802	22 907
Immobilisations financières	M16	30 218	29 918	-300
Immobilisations incorporelles	M17	5 140	5 056	-84
Actifs immobilisés		766 253	788 776	22 523
Actifs		1 086 434	1 087 098	664
Dettes financières à court terme	M22	100 000	-	-100 000
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M18	57 152	52 468	-4 684
Autres dettes à court terme	M19	32 681	26 737	-5 944
Provisions à court terme	M20	74 962	49 609	-25 353
Comptes de régularisation passifs	M21	43 746	42 990	-756
Capitaux étrangers à court terme		308 541	171 804	-136 737
Dettes financières à long terme	M22	200 000	300 000	100 000
Provisions à long terme	M23	56 400	96 758	40 358
Capitaux étrangers à long terme		256 400	396 758	140 358
Capitaux étrangers		564 941	568 562	3 621
Capital social		480 000	480 000	-
Bénéfices et pertes cumulés		26 560	41 493	14 933
Résultat annuel		14 933	-2 957	-17 890
Capitaux propres		521 493	518 536	-2 957
Passifs		1 086 434	1 087 098	664

M = Explications dans l'annexe aux comptes de la maison mère

Tableau de flux de trésorerie

CHF 1000	Annexe	2024	2025	Evolution
Résultat annuel		14 933	-2 957	-17 890
Amortissements	M7	66 180	66 535	355
Bénéfice de liquidation Telvetia SA		-	-112	-112
Utilisation provisions de l'employeur	M16	35 000	-	-35 000
Variation provisions sans incidence sur le fonds	M20/M23	-19 625	15 005	34 630
Autres charges sans incidence sur le fonds		628	1 053	425
Résultat de la vente d'immobilisations corporelles		-61	-10 845	-10 784
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	M11	12 837	1 647	-11 190
Variation stock de programmes et marchandises	M13	7 246	-6 547	-13 793
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	M12/M14	-7 671	-81	7 590
Variation engagements résultant de livraisons et de prestations	M18	-12 071	-4 684	7 387
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	M19/M21	-9 921	-6 700	3 221
Flux de fonds liés à l'exploitation		87 475	52 314	-35 161
Achat d'immobilisations corporelles	M15	-88 857	-100 325	-11 468
Subventions liées au patrimoine	M15	46	-	-46
Vente d'immobilisations corporelles	M15	80	9 453	9 373
Octroi de prêt	M16	-3 000	-2 000	1 000
Produit de liquidation Telvetia	M16	-	2 412	2 412
Achat d'immobilisations incorporelles	M17	-1 570	-518	1 052
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-93 301	-90 978	2 323
Free cashflow		-5 826	-38 664	-32 838
Souscription de prêts contre reconnaissance de dette	M22	-	99 724	99 724
Remboursement de prêts contre reconnaissance de dette	M22	-	-100 000	-100 000
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-	-276	-276
Variation des fonds		-5 826	-38 940	-33 114
Liquidités au 1 ^{er} janvier	M10	123 290	117 464	-5 826
Liquidités au 31 décembre	M10	117 464	78 524	-38 940
Variation des fonds		-5 826	-38 940	-33 114

M = Explications dans l'annexe aux comptes de la maison mère

Sous la rubrique **vente d'immobilisations corporelles**, 9,2 millions de francs concernent une vente d'immeuble à Lugano-Besso. Sur cette transaction, 12,1 millions de francs seront exigibles en 2026 et 2027 et sont inscrits comme variation des autres créances en tant qu'opération sans effet sur les liquidités.

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capital social	Bénéfices et pertes cumulés	Total
Solde au 1.1.2024	480 000	26 560	506 560
Résultat annuel	-	14 933	14 933
Solde au 31.12.2024	480 000	41 493	521 493
Résultat annuel	-	-2 957	-2 957
Solde au 31.12.2025	480 000	38 536	518 536

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels de la maison mère (bouclément individuel) de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC et au Code des obligations (CO). La SSR ne disposant d'aucune réserve latente, les valeurs disponibles valent tant pour la clôture conformément aux Swiss GAAP RPC que pour celle selon le droit commercial (double clôture). Les comptes annuels fournissent une image fidèle et sincère (true and fair view) du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

La norme RPC 31 «Recommandation complémentaire pour les sociétés cotées» a été appliquée pour la première fois durant l'exercice 2025, la SSR ayant émis un emprunt obligataire. Cela implique la divulgation du taux d'intérêt et de l'échéance de cet emprunt (M 22) ainsi que la présentation d'informations par segment (M 32).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Participations

La principale participation directe de la maison mère de la SSR au 31 décembre 2025 est:

Sociétés du groupe	2024	2025
SWISS TXT SA, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Centre de compétence pour les services infrastructure, numérique, distribution et accès	100 %	100 %

La participation à 100 % dans Telvetia SA, Berne (capital-actions de 1,0 million de francs), a été liquidée durant l'exercice sous revue.

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe aux comptes de la maison mère pour l'année 2025 (M 26).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Inversement, toute réévaluation résultant de la disparition (partielle) des causes de la dépréciation d'actif est elle aussi comptabilisée avec effet sur les résultats.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. Leur évaluation se fait à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programme radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables cumulés. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 10 000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs. Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'utilisation sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et informatique de 5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 5 à 10 ans

La valeur des terrains n'est corrigée qu'exceptionnellement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans.

Les droits en ligne acquis sont activés comme des immobilisations incorporelles s'ils présentent une période d'utilisation de plus de 24 mois. Les périodes plus courtes seront traitées comme des stocks de programme.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des obligations réelles basées sur un événement survenu dans le passé, et dont le montant et/ou l'échéance ne sont pas connus mais cependant estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. L'événement passé doit s'inscrire avant la date du bilan.

Les provisions pour restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Les avoirs en temps à long terme du personnel sont portés au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les douze prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse douze mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme.

Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire. Pour l'exercice écoulé, ce taux s'élève à 1,6 %.

Produits

Les recettes issues de la redevance média sont plafonnées. La quote-part annuelle dévolue à la SSR est octroyée par l'OFCOM à raison de douze tranches mensuelles égales et passée au compte de résultat. Une éventuelle participation à la croissance des médias est versée séparément, pour moitié en mars et pour moitié en septembre. La publicité est commercialisée par Admeira SA. Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le montant des recettes publicitaires est toujours présenté en net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat et la commission de vente, ainsi que les taxes et redevances, sont directement déduits du produit publicitaire brut. Depuis avril 2020, la SSR commercialise elle-même le sponsoring. Tout comme les recettes publicitaires, les recettes de sponsoring sont comptabilisées dans le résultat de la période correspondant à leur diffusion.

Engagements conditionnels et créances éventuelles

Les engagements conditionnels et créances éventuelles mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Subventions publiques

Les subventions publiques liées au résultat sont publiées dans la note M 3. Il s'agit avant tout de subventions fédérales pour le mandat SSR destiné à l'étranger. Les subventions publiques liées au patrimoine sont présentées en brut dans le tableau des flux de trésorerie, sous la rubrique «Flux de fonds liés aux opérations d'investissement». Pour ses sites de Zurich et Genève, la SSR dispose en outre de deux droits de superficie gratuits (voir M 3).

Annexe avec explications

M1 Recettes issues de la redevance média

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Recettes issues de la redevance média	1 286 194	1 252 825	-33 369
Total	1 286 194	1 252 825	-33 369

Les **recettes issues de la redevance média** diminuent de 33,4 millions de francs par rapport à l'année précédente (2024: +20,3 millions), la compensation du renchérissement ayant été réduite de 69 à 35 millions de francs.

M2 Recettes commerciales

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Publicité	141 945	137 841	-4 104
Sponsoring	29 131	29 281	150
Programme	36 795	43 840	7 045
Total	207 871	210 962	3 091

En 2025, les **recettes commerciales** progressent de 3,1 millions de francs (2024: -1,8 million). L'évolution de la pénétration des blocs publicitaires est en baisse du fait de la fragmentation toujours croissante de l'utilisation. En outre, aucun événement sportif majeur (à l'exception du Championnat d'Europe de football féminin ou CE) n'a eu lieu en 2025. En raison de la bonne demande sur le marché publicitaire, notamment lors du CE féminin et de l'Eurovision, les recettes publicitaires ont diminué moins fortement (-4,1 millions de francs) que prévu par rapport à l'exercice précédent (2024: +1,6 million). En 2025, les **recettes de sponsoring** restent pratiquement inchangées (+0,2 million de francs) en raison des produits générés par l'Eurovision (2024: -2,4 millions). Les **recettes de programme** progressent de 7,0 millions de francs (2024: -1,0 million) principalement grâce à des recettes plus élevées provenant des droits de retransmission ainsi que des produits générés par l'Eurovision. Les droits de retransmission et recettes de licences (22,1 millions de francs) ainsi que les opérations de compensation (14,4 millions de francs) constituent la majeure partie des recettes de programme.

M3 Autres recettes

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Contributions	21 287	20 292	-995
Prestations de services	26 014	40 617	14 603
Autres produits d'exploitation	19 309	33 146	13 837
Total	66 610	94 055	27 445

Par rapport à l'exercice précédent, les **subventions** publiques reculent de 1,0 million de francs (2024: +0,2 million). La SSR dispose de droits de superficie gratuits pour ses sites de Genève (12 675 m²; échéance du contrat de superficie en 2044) et de Zurich (31 338 m²; échéance du contrat de superficie en 2041). La valeur de ces droits est estimée à 3,5 millions de francs l'an. Par rapport à l'exercice précédent, le **produit des prestations de service** progresse de 14,6 millions de francs (2024: -1,3 million). Cette progression s'explique principalement par l'organisation de l'Eurovision à Bâle. Les **autres produits d'exploitation** augmentent de 13,8 millions de francs (2024: +1,1 million), essentiellement sous l'effet du bénéfice réalisé sur la vente d'immeuble à Lugano-Besso.

M4 Charges de personnel

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Salaires	629 375	613 106	-16 269
Indemnités	20 899	21 680	781
Prestations sociales	135 311	136 927	1 616
Autres charges de personnel	31 995	68 173	36 178
Total	817 580	839 886	22 306

En particulier, la baisse des effectifs – conséquence des mesures d'économie mises en place – entraîne une diminution des coûts liés aux **salaires** de 16,3 millions de francs (2024: +8,9 millions). Les **autres charges de personnel** ont augmenté de 36,2 millions de francs (2024: +43,8 millions). Cette évolution découle des frais de restructuration provisionnés pour les réductions de personnel prévues dans les années suivantes.

M5 Charges programme et production

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Indemnisations artistes et auteur.es	17 685	16 288	-1 397
Droits d'auteur.e	112 429	107 609	-4 820
Productions de tiers et commandes	223 503	198 960	-24 543
Charges de liaisons et de lignes	11 563	30 236	18 673
Charges diverses programme et production	4 215	4 971	756
Variation des stocks de programmes	3 316	1 388	-1 928
Total	372 711	359 452	-13 259

Moins de grandes manifestations sportives ayant eu lieu durant l'année sous revue, les coûts liés aux **droits d'auteur.e** reculent de 4,8 millions de francs (2024: +16,7 millions). Les **productions de tiers et commandes** sont en recul de 24,5 millions de francs (2024: -0,2 million). Une part importante est due à la provision constituée l'année précédente pour les charges nettes de la SSR pour l'organisation de l'Eurovision 2025 (contrat déficitaire). La dissolution de la provision pour la poursuite de la diffusion FM avait entraîné une baisse des charges l'année précédente. En conséquence, les **charges de liaisons et de lignes** sont désormais en progression de 18,7 millions de francs (2024: -46,4 millions) pour s'établir à 30 millions de francs (sans diffusion FM), soit au niveau habituel.

M6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Charges administratives	25 928	30 652	4 724
Publicité	27 874	32 189	4 315
Communication, logistique et frais	43 504	39 389	-4 115
Total	97 306	102 230	4 924

Les **charges administratives** sont en progression de 4,7 millions de francs (2024: -1,5 million). La majeure partie des coûts découle de loyers et de leasings (20,4 millions); les coûts restants se répartissent entre les primes d'assurance, le matériel de bureau et les logiciels. Les coûts supplémentaires sont dus à la constitution d'une provision sur un contrat de location à long terme (contrat déficitaire). Les **charges publicitaires** augmentent de 4,3 millions de francs (2024: -2,3 millions). Cette augmentation provient de contreparties (notamment dans le cadre de l'Eurovision) qui représentent environ la moitié des charges publicitaires. Le recul de 4,1 millions de francs pour **la communication, la logistique et les frais** (2024: -0,5 million) résulte essentiellement de la baisse des frais liés aux voyages d'affaires, 2025 ayant accueilli moins de grands événements sportifs que l'année précédente.

M7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	64 573	64 567	-6
Dépréciations immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	64 573	64 567	-6
Dépréciations immobilisations financières	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	1 607	1 968	361
Valeurs incorporelles	1 607	1 968	361
Total	66 180	66 535	355

La répartition et la modification des amortissements figurent dans les tableaux des immobilisations sous les rubriques M 15 et M 17.

M8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Entretien et remplacement	58 985	53 740	-5 245
Autres charges	131 141	133 768	2 627
Total	190 126	187 508	-2 618

Les **charges d'entretien et remplacement** se contractent de 5,2 millions de francs (2024: +4,5 millions), sous l'effet de coûts d'électricité moindres. Les **autres charges** progressent de 2,6 millions de francs (2024: +4,4 millions), ce qui s'explique notamment par l'augmentation des charges facturées par SWISS TXT SA (développement des services informatiques et réalisations de projets).

M9 Résultat financier

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Produits financiers	4 770	1 637	-3 133
Charges financières	-6 609	-6 825	-216
Total	-1 839	-5 188	-3 349

Par rapport à 2024, le **résultat financier** recule de 3,3 millions de francs. Facteurs déterminants: produits des participations/intérêts en diminution de -1,8 million de francs et résultats de change de -1,5 million de francs. Les **produits financiers** comprennent principalement des gains de change sur les devises étrangères (1,0 million) et les intérêts (0,5 million). Les **charges financières** se composent des intérêts sur les capitaux étrangers (5,5 millions), des pertes de change sur monnaies étrangères (0,9 million) et des commissions/frais (0,4 million).

M10 Liquidités

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	8 458	78 450	69 992
Fonds assimilés à des liquidités	109 006	74	-108 932
Total	117 464	78 524	-38 940

Le détail des évolutions est présenté dans le tableau de flux de trésorerie. Les placements à terme effectués l'année précédente, avec une durée courte, disparaissent durant l'exercice sous revue.

M11 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	33 187	31 751	-1 436
Sociétés du groupe	769	469	-300
Parties liées	7	11	4
Corrections de valeur	-224	-139	85
Total	33 739	32 092	-1 647

M12 Autres créances à court terme

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	20 584	31 267	10 683
Sociétés du groupe	2 000	-	-2 000
Total	22 584	31 267	8 683

Les **autres créances à court terme** progressent de 8,7 millions de francs (2024: +3,2 millions). Dans la catégorie des tiers, cette évolution découle avant tout d'une créance résultant de la vente d'un bien immobilier en 2025.

M13 Stock de programmes et marchandises

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Paiements anticipés de programmes	18 094	26 093	7 999
Productions maison	60 345	58 331	-2 014
Productions de tiers	46 077	46 570	493
Corrections de valeur	-474	-280	194
Stocks de programmes	105 948	104 621	-1 327
Stocks de marchandises	729	604	-125
Total	124 771	131 318	6 547

Les **versements anticipés** affichent une hausse de 8,0 millions de francs (2024: -3,7 millions) en particulier dans le domaine des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions vidéo et films non encore diffusés sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. La baisse s'élève à 1,3 million de francs (2024: -3,4 millions) et concerne des productions maison. Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

M14 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	21 623	25 084	3 461
Sociétés du groupe	-	35	35
Parties liées	-	2	2
Total	21 623	25 121	3 498

M15 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2024	466 209	111 593	124 956	7 374	710 132
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2024	1 080 256	395 902	124 956	29 879	1 630 993
Entrées	8 086	16 442	63 136	1 225	88 889
Sorties	-716	-20 348	-331	-901	-22 296
Reclassifications	2 977	24 212	-30 166	149	-2 828
Solde au 31.12.2024	1 090 603	416 208	157 595	30 352	1 694 758
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2024	-614 047	-284 310	-	-22 505	-920 862
Amortissements prévus	-26 520	-36 158	-	-1 895	-64 573
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sorties	711	20 009	-	849	21 569
Solde au 31.12.2024	-639 855	-300 457	-	-23 551	-963 863
Valeurs comptables nettes 31.12.2024	450 748	115 751	157 595	6 801	730 895
Valeurs d'acquisition / de production					
Solde au 1.1.2025	1 090 603	416 208	157 595	30 352	1 694 758
Entrées	13 005	18 162	67 795	1 368	100 330
Sorties	-32 995	-27 909	-	-696	-61 600
Reclassifications	7 898	13 260	-23 029	504	-1 367
Solde au 31.12.2025	1 078 511	419 721	202 361	31 528	1 732 121
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2025	-639 855	-300 457	-	-23 551	-963 863
Amortissements prévus	-28 285	-34 715	-	-1 567	-64 567
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sorties	22 386	27 092	-	635	50 113
Solde au 31.12.2025	-645 755	-308 080	-	-24 484	-978 319
Valeurs comptables nettes 31.12.2025	432 756	111 641	202 361	7 044	753 802

Comme en 2024, la part de **terrains non bâtis** s'élève à 1,7 million de francs. Le solde de reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir M 17). Le recul des **terrains et bâtiments** concerne la vente d'immeuble à Lugano-Besso.

M 16 Immobilisations financières

CHF 1000	Créances à long terme	Participations	Prêts	Réserve de cotisations de l'employeur	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2024	-	6 218	21 000	35 000	62 218
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2024	-	6 531	21 000	35 000	62 531
Entrées	-	-	3 000	-	3 000
Sorties	-	-	-	-35 000	-35 000
Solde au 31.12.2024	-	6 531	24 000	-	30 531
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2024	-	-313	-	-	-313
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2024	-	-313	-	-	-313
Valeurs comptables nettes au 31.12.2024	-	6 218	24 000	-	30 218
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2025	-	6 531	24 000	-	30 531
Entrées	-	-	2 000	-	2 000
Sorties	-	-2 613	-	-	-2 613
Solde au 31.12.2025	-	3 918	26 000	-	29 918
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2025	-	-313	-	-	-313
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	313	-	-	313
Solde au 31.12.2025	-	-	-	-	-
Valeurs comptables nettes au 31.12.2025	-	3 918	26 000	-	29 918

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Prêts aux sociétés du groupe	24 000	26 000	2 000
Prêts	24 000	26 000	2 000
Sociétés du groupe (participation supérieure à 50 %)	5 410	3 110	-2 300
Sociétés à participations (participation entre 20 % et 49 %)	423	423	-
Autres participations (participation inférieure à 20 %)	385	385	-
Participations	6 218	3 918	-2 300
Réserve de cotisations employeur	-	-	-
Total	30 218	29 918	-300

Les **immobilisations financières** reculent du fait de la liquidation de Telvetia SA (-2,3 millions) et de la cession de la participation entièrement dépréciée dans IRT GmbH, Munich. Les corrections de valeur relatives à ces deux sociétés sont dissoutes. Le **prêt** accordé à SWISS TXT SA est augmenté de 2,0 millions de francs.

M 17 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Logiciels et licences	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2024	2 349	2 349
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2024	36 515	36 515
Entrées	1 570	1 570
Sorties	-543	-543
Reclassifications	2 828	2 828
Solde au 31.12.2024	40 370	40 370
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2024	-34 166	-34 166
Amortissements prévus	-1 607	-1 607
Dépréciations	-	-
Sorties	543	543
Solde au 31.12.2024	-35 230	-35 230
Valeurs comptables nettes au 31.12.2024	5 140	5 140
Valeurs d'acquisition / de production		
Solde au 1.1.2025	40 370	40 370
Entrées	517	517
Sorties	-369	-369
Reclassifications	1 367	1 367
Solde au 31.12.2025	41 885	41 885
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2025	-35 230	-35 230
Amortissements prévus	-1 968	-1 968
Dépréciations	-	-
Sorties	369	369
Solde au 31.12.2025	-36 829	-36 829
Valeurs comptables nettes au 31.12.2025	5 056	5 056

La reclassification provient des immobilisations corporelles (voir M 15). Les sorties concernent des mises hors service d'installations incorporelles intégralement amorties.

M18 Engagements résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	53 068	48 154	-4 914
Sociétés du groupe	1 955	2 077	122
Parties liées	2 129	2 237	108
Total	57 152	52 468	-4 684

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** diminuent de 4,7 millions de francs (2024: -12,1 millions). Cette diminution s'explique par des engagements moins importants dans la distribution (notamment en lien avec l'arrêt de la diffusion FM) et les droits sportifs.

M19 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	21 617	26 737	5 120
Parties liées	11 064	-	-11'064
Total	32 681	26 737	-5 944

Les **autres dettes à court terme** se contractent de 5,9 millions de francs (2024: -0,6 million) principalement sous l'effet d'une baisse des dettes envers la Caisse fédérale de compensation. Les dettes envers la Caisse de pension qui figuraient l'année précédente sous les **parties liées** sont désormais présentées sous les **tiers**.

M20 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2024	4 523	5 465	23 058	18 151	51 197
Constitution	3 204	12 922	18 547	-	34 673
Utilisation	-3 327	-3 653	-20 685	-	-27 665
Dissolution	-1 186	-1 186	-1 648	-	-4 020
Reclassification court/long terme	2 000	8 979	9 798	-	20 777
Valeur comptable au 31.12.2024	5 214	22 527	29 070	18 151	74 962
Constitution	2 298	13 278	850	-	16 426
Utilisation	-4 968	-18 881	-22 504	-	-46 353
Dissolution	-246	-4 462	-6 266	-	-10 974
Reclassification court/long terme	2 000	11 370	2 178	-	15 548
Valeur comptable au 31.12.2025	4 298	23 832	3 328	18 151	49 609

Les **provisions** figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 4,3 millions de francs (2024: 5,2 millions). Elles se composent de 2,0 millions de francs (2024: 2,0 millions) pour les primes de fidélité et de 2,3 millions de francs (2024: 2,4 millions) pour les absences prolongées pour cause de maladie. Les **provisions pour restructuration** se montent à 23,8 millions de francs (2024: 22,5 millions) et doivent être utilisées dans le cadre de plans sociaux. Les **autres provisions** se montent à 3,3 millions de francs (2024: 29,1 millions). Sur cette somme, 2,4 millions de francs (2024: 20,2 millions) ont été provisionnés pour des contrats déficitaires. Les 0,9 million de francs restants (2024: 1,2 million) se répartissent entre diverses positions de moindre importance. La plus grande partie de l'utilisation et de la dissolution concerne la diffusion FM. La **provision pour impôts** s'élève à 18,2 millions de francs (2024: 18,2 millions); elle concerne les gains immobiliers de la vente de deux immeubles au cours des exercices précédents.

M 21 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Tiers	43 414	42 794	-620
Sociétés du groupe	322	191	-131
Parties liées	10	5	-5
Total	43 746	42 990	-756

M 22 Dettes financières

CHF 1000	2024	2025	Evolution
Dettes financières à court terme	100 000	-	-100 000
Dettes financières à long terme	200 000	300 000	100 000
Total	300 000	300 000	-

Les **prêts contre reconnaissance de dette** courent respectivement jusqu'au 2 octobre 2028 (50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,28 %, et 50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,31 %) et 2 octobre 2030 (50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,44 %, et 50 millions de francs; taux d'intérêt à 2,46 %).

L'**emprunt obligataire** présente la durée et le taux d'intérêt suivants:

100 millions de francs à 0,95 % au 29 septembre 2032.

M 23 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2024	33 061	18 689	48 041	-	99 791
Constitution	4 677	3 747	175	-	8 599
Utilisation	-2 676	-2 062	-2 316	-	-7 054
Dissolution	-	-25	-24 134	-	-24 159
Reclassification court/long terme	-2 000	-8 979	-9 798	-	-20 777
Valeur comptable au 31.12.2024	33 062	11 370	11 968	-	56 400
Constitution	10 990	49 700	5 311	-	66 001
Utilisation	-9 894	-	-144	-	-10 038
Dissolution	-	-	-57	-	-57
Reclassification court/long terme	-2 000	-11 370	-2 178	-	-15 548
Valeur comptable au 31.12.2025	32 158	49 700	14 900	-	96 758

Les **provisions à long terme personnel et prévoyance** couvrent les avoirs en temps à long terme et les primes de fidélité des collaborateurs de plus de 32,1 millions de francs (2024: 33,1 millions). Les **provisions pour restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de plus de 49,7 millions de francs (2024: 11,4 millions). Les **autres provisions** sont constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 0,4 million de francs (2024: 0,3 million), de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments loués de plus de 3,1 millions de francs (2024: 1,9 million) et de provisions pour les contrats déficitaires de plus de 5,1 millions de francs (2024: 3,3 millions). Les 6,3 millions de francs restants (2024: 6,5 millions) sont répartis à hauteur de 4,9 millions pour la démolition partielle d'un immeuble à Comano et de 1,2 million pour le désamiantage du bâtiment de la Galette, à Genève. 0,2 million de francs concerne diverses provisions de moindre importance.

Autres indications

M 24 Engagements conditionnels et engagements/créances non-inscrits au bilan

Il existe dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel des obligations d'acceptation d'un total de 68,0 millions de francs (2024: 102,0 millions) pour les années 2026 à 2027. La Business Unit Sport a conclu des contrats à long terme (droits de licence et engagements de production) pour des manifestations sportives à venir pour un montant total de 166,9 millions de francs (2024: 188,6 millions). Les autres engagements non-inscrits au bilan pour des contrats de programme sont estimés à 10,4 millions de francs (2024: 11,4 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 100,0 millions de francs (2024: 121,6 millions). 8,6 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 33,0 millions dans deux à cinq ans et 58,4 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 111,5 millions de francs (2024: 107,2 millions).

Les garanties bancaires s'élèvent à plus de 0,7 million de francs (2024: 0,7 million) et les autres engagements conditionnels à 0,7 million de francs (2024: 1,4 million). Les litiges juridiques non-inscrits au bilan s'élèvent à 15,0 millions de francs (2024: 15,0 millions).

M 25 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
		positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2024			
Achat Euro	56 382	458	356
Achat US-Dollar	10 352	500	-
Total achat	66 734	958	356
Total des opérations de change à option au 31.12.2024			
	66 734	958	356
Opérations de change à option ouvertes 2025			
Achat Euro	55 187	686	1
Achat US-Dollar	9 483	61	26
Total achat	64 670	747	27
Total des opérations de change à option au 31.12.2025			
	64 670	747	27

Toutes les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

M 26 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès de l'institution de prévoyance juridiquement autonome Caisse de pension SSR (CPS). Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employé.es et de l'employeur. L'assurance des collaborateur.trices de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2025, le cercle des personnes assurées comprenait 6141 (2024: 6461) assuré.es actif.ves et 3150 (2024: 3054) bénéficiaires de prestations.

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) vis-à-vis de l'institution de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 2025	Renoncia- tion à	Utilisation 2025	Bilan 31.12.25	Bilan 31.12.24	Résultat réserves dans charges de personnel	
		l'utilisa- tion 2025				2025	2024
Institutions de prévoyance	-	-	-	-	-	-	35 000
Total	-	-	-	-	-	-	35 000

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit	Part économique de l'entité		Var. exer. préc. et avec effet sur le résultat de l'exercice	Cotisa- tions ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
	31.12.25	31.12.25	31.12.24			2025	2024
Plan de prévoyance sans excédent/déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec excédent de couverture	359 900	-	-	-	80 118	80 118	77 173
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total	359 900	-	-	-	80 118	80 118	77 173

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice provisoire au 31 décembre 2025. Le taux de couverture de la CPS s'élève à 109,9 % au 31 décembre 2025 (2024: 107,0 %). Le taux de couverture affiché est calculé sur la base du taux d'intérêt de 1,5 % en vigueur au 1er janvier 2022.

M 27 Engagements envers des institutions de prévoyance

Il existe des engagements à court terme envers la Caisse de pension pour un montant de 11,0 millions de francs au 31 décembre 2025. Le règlement de la dette a eu lieu le 9 janvier 2026.

M 28 Honoraires de l'organe de révision

Pour les prestations en lien avec la révision ordinaire, des honoraires d'un montant de 0,3 million de francs (2024: 0,3 million) ont été convenus avec l'organe de révision.

M 29 Evaluation des risques et mesures

La gestion des risques fait partie intégrante des décisions entrepreneuriales; la situation globale est évaluée périodiquement par le Conseil d'administration. Principaux domaines de risque identifiés à la fin de l'exercice:

Risques stratégiques: les profondes mutations structurelles du secteur des médias – utilisation fragmentée, domination des plateformes, progrès rapides de la technologie/de l'IA et baisse de la pénétration linéaire – augmentent le risque d'une perte de pertinence et de visibilité. Dans le même temps, les exigences en matière de données et de compétences produits ainsi que de cyber-exposition augmentent. Les programmes de transformation et d'efficacité comportent en outre des risques de mise en œuvre, de capacité et d'acceptation.

Risques politiques: la réduction du montant de la redevance média déjà ordonnée par le Conseil fédéral, les nouvelles exonérations de cette redevance pour les entreprises et la suppression de la compensation du renchérissement (partiellement compensée par la croissance du nombre de ménages) constituent déjà un défi financier. A cela s'ajoutent les risques liés aux interventions parlementaires et les questions relatives au financement du mandat pour l'étranger.

Risques financiers: le recul des recettes commerciales, la volatilité macroéconomique et les paramètres politiques pèsent sur la base des résultats. Les risques de liquidité et de refinancement résultent des échéances et des conditions de marché; les incertitudes peuvent affecter les spreads, les conditions et la base d'investisseurs. La contre-mesure consiste en une planification roulante, en un calendrier des échéances, en marges de sécurité et en lignes garanties, en une discipline en matière de fonds de roulement, en une diversification des sources de financement ainsi qu'en un équilibre approprié des échéances.

Risques réglementaires: les modifications du cadre juridique et réglementaire – notamment en ce qui concerne le mandat de prestations, les règles applicables au domaine online, les restrictions en matière de publicité et les obligations de rendre compte – peuvent avoir une incidence sur l'offre, le financement et les processus. Un système de contrôle interne bien ancré permet de réduire les risques liés aux rapports et aux processus et garantit la régularité des rapports financiers.

Réponse de l'entreprise: «Enavant SRG SSR»

Le projet «Enavant SRG SSR» oriente la SSR vers le «digital first», rassemble les forces par-delà les régions et simplifie les structures afin d'accroître l'efficacité et l'efficacité. Le programme sert à la fois de mesure de réduction des coûts et de mesure structurelle pour atténuer les baisses de revenus d'origine politique; il renforce également la résilience financière par une priorisation du portefeuille, des normes uniformes et une plus grande réutilisation des contenus.

M 30 Transactions avec des parties liées

Durant l'année sous revue, les produits réalisés avec des parties liées s'élèvent à 0,5 million de francs (2024: 0,3 million) et les charges à 8,8 millions de francs (2024: 8,9 millions) pour les contributions d'exploitation.

Les soldes des créances et des engagements avec des parties liées sont comptabilisés séparément dans les présents comptes annuels.

M 31 Événements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 2 avril 2026, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Le 8 mars 2026, le peuple suisse a rejeté l'initiative populaire fédérale « 200 francs, ça suffit ! (initiative SSR) ». Le résultat du vote n'a aucune incidence sur l'évaluation et la comptabilisation des actifs et des dettes au 31 décembre 2025.

M32 Segments: informations

CHF 1000	Unités nationales	SWI	SRF	RTR	RTS	RSI	Maison mère
Produits d'exploitation 2025							
Redevance média	1 252 825	-	-	-	-	-	1 252 825
Publicité	137 841	-	-	-	-	-	137 841
Allocation aux unités d'entreprise	-1 112 305	9 109	499 956	24 085	360 580	218 575	-
Recettes des unités d'entreprise	77 010	9 126	45 965	791	19 415	14 869	167 176
Total	355 371	18 235	545 921	24 876	379 995	233 444	1 557 842
Charges d'exploitation 2025							
Charges de personnel	119 932	12 464	329 513	16 139	228 532	133 306	839 886
Charges de programme et production	106 803	1 448	98 310	4 432	90 289	58 170	359 452
Autres charges d'exploitation	146 183	4 000	68 066	2 773	42 666	26 049	289 737
Total	372 918	17 912	495 889	23 344	361 487	217 525	1 489 075
EBITDA	-17 547	323	50 032	1 532	18 508	15 919	68 767
Amortissements	2 448	323	32 829	1 314	15 935	13 686	66 535
EBIT	-19 995	-	17 203	218	2 573	2 233	2 231
Résultat financier							-5 188
Impôts							-
Résultat d'entreprise 2025							-2 957
Effectifs 2025							
Nombre de postes à temps plein (ETP)							
En moyenne annuelle	385	80	2 281	125	1 488	982	5 341
au 31.12.	370	80	2 222	123	1 460	977	5 232
Produits d'exploitation 2024							
Redevance média	1 286 194	-	-	-	-	-	1 286 194
Publicité	141 945	-	-	-	-	-	141 945
Allocation aux unités d'entreprise	-1 148 457	10 280	516 853	24 428	363 845	233 051	-
Recettes des unités d'entreprise	51 287	9 361	46 021	818	19 651	5 398	132 536
Total	330 969	19 641	562 874	25 246	383 496	238 449	1 560 675
Charges d'exploitation 2024							
Charges de personnel	65 218	13 108	357 638	16 348	223 771	141 497	817 580
Charges de programme et production	107 334	1 735	102 576	4 084	99 413	57 569	372 711
Autres charges d'exploitation	136 267	4 512	71 681	3 292	45 142	26 538	287 432
Total	308 819	19 355	531 895	23 724	368 326	225 604	1 477 723
EBITDA	22 150	286	30 979	1 522	15 170	12 845	82 952
Amortissements	2 059	283	32 502	1 309	16 995	13 032	66 180
EBIT	20 091	3	-1 523	213	-1 825	-187	16 772
Résultat financier							-1'839
Impôts							-
Résultat d'entreprise 2024							14'933
Effectifs 2024							
Nombre de postes à temps plein (ETP)							
En moyenne annuelle	359	82	2'393	128	1'556	1'010	5'528
au 31.12.	381	83	2'364	127	1'527	990	5'472

Segments: informations

Les segments sont répartis par région linguistique (RSI, RTR, RTS et SRF). En outre, les segments SWI swissinfo.ch et unités nationales sont également présentés. Les unités nationales comprennent la Direction générale DG, la Business Unit Sport BUS et l'unité Finances UF.

Les unités nationales fournissent des services centralisés aux unités d'entreprise régionales (coûts de distribution, droits d'auteur, contrats sportifs, coûts d'emprunt, etc.) et supportent les frais d'overhead.

La redevance média et les recettes publicitaires sont versées à la SSR via l'unité Finances et sont réparties entre les unités d'entreprise régionales selon une clé fixe. Le montant restant aux unités nationales couvre les coûts des services centraux mentionnés ci-dessus.

Segment Unités nationales

La baisse de 37,4 millions de francs des recettes issues de la redevance et de la publicité se traduit par une allocation des moyens aux unités d'entreprise en recul de 36,2 millions de francs. Les recettes des unités d'entreprise progressent de 25,7 millions de francs en partie sous l'effet du produit de l'Eurovision à Bâle.

Les charges de personnel augmentent de 54,7 millions de francs. Principale raison: la constitution d'une provision centralisée pour restructuration de 49,7 millions de francs. L'organisation de l'Eurovision à Bâle est un autre facteur de coûts.

Une grande partie de l'augmentation de 9,9 millions de francs des autres charges d'exploitation est due à l'Eurovision.

Segments SWI et RTR

Sous l'effet des mesures d'économie, les charges d'exploitation se contractent de 1,5 million de francs chez SWI et de 0,4 million chez RTR.

Segment SRF

Les charges de personnel diminuent de 28,1 millions de francs en raison d'une baisse significative des effectifs (-112 ETP). Ce sont surtout les mesures mises en œuvre pour réduire la base de coûts et le remplacement restrictif des départs en retraite qui y ont contribué dans le cadre de la phase de transformation. De plus, des provisions pour frais de restructuration ont pu être dissoutes. Ces mesures sont également responsables d'une partie de la baisse de 3,4 millions de francs des charges de production. La réduction de 3,6 millions de francs des charges d'exploitation s'explique par d'autres mesures d'économie ainsi que par la baisse des prix de l'électricité.

Segment RTS

Les coûts salariaux reculent de 4,4 millions de francs en raison d'une baisse significative des effectifs (-68 ETP), principalement du fait des mesures de réduction des coûts et du remplacement limité des départs en retraite. Du fait de la constitution d'une provision pour restructuration, les charges de personnel augmentent au total de 4,8 millions de francs. Les économies réalisées au niveau des charges de production (-9,1 millions) s'expliquent en premier lieu par le fait que l'année précédente, une importante production de fiction avait été produite / diffusée. La RTS a elle aussi pu réduire ses charges d'exploitation (-2,4 millions de francs) sous l'effet de la baisse des prix de l'électricité.

Segment RSI

Les recettes de l'unité d'entreprise, en progression de 9,5 millions de francs, comprennent le bénéfice de la vente d'immeuble à Lugano-Besso. Ce gain au niveau de l'unité est compensé par une réduction de l'allocation, car les immeubles sont la propriété de la SSR. Les frais de personnel se contractent de 8,2 millions de francs en raison de la réduction des effectifs.

Evolution des effectifs

Au 31 décembre 2025, les effectifs en ETP (équivalents temps plein) ont diminué de 240 unités par rapport à l'année précédente, passant de 5472 à 5232 unités. Cette diminution se traduit par une baisse des coûts salariaux dans toutes les unités de l'entreprise.

En raison des autres plans de restructuration nécessaires à la SSR, des provisions correspondantes doivent être constituées – des provisions qui dépassent nettement les économies réalisées sur les salaires. Pour cette raison, les charges de personnel augmentent de 22,3 millions de francs (+2,7 %) alors que, dans le même temps, les effectifs diminuent de 4,4 %.

Proposition

Conformément à la séance du Conseil d'administration du 2 avril 2026, compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes annuels 2025 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 24 avril 2026 d'approuver les comptes annuels 2025 de la maison mère.

L'exercice 2025 se solde par un résultat d'entreprise négatif de 3,0 millions de francs, que nous proposons de prélever sur les réserves provenant des bénéfices.

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Jean-Michel Cina



La directrice générale
Susanne Wille



Rapport de l'organe de révision

À l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (la société), comprenant le bilan au 31 décembre 2025, le compte de résultat, le tableau des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (pages 162 à 182) donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Fondement de l'Opinion d'Audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels" de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession qui s'appliquent aux audits des états financiers des sociétés d'intérêt public. Nous avons aussi satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Éléments Clés de l'Audit

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de notre audit des comptes annuels de la période sous revue. Ces éléments ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion d'audit distincte sur ces éléments.

Éléments clés de l'audit**Comment les éléments clés de l'audit ont été considérés dans notre audit****Immobilisations corporelles – Activation et évaluation**

Immobilisations corporelles - Activation et évaluation
La comptabilisation des immobilisations corporelles dans les comptes annuels s'effectue à leur coût d'acquisition ou de revient, diminuée des amortissements économiquement nécessaires et des dépréciations de valeur. Au 31 décembre 2025, les comptes annuels présentent des immobilisations corporelles d'une valeur totale de 753'802 milliers de CHF. Cela correspond à 69.3 pour cent de l'ensemble des actifs. De notre point de vue, cette position, d'un montant très élevé, revêt une importance particulière, car le caractère activable, les durées d'utilisation retenues ainsi que la vérification du caractère durable de la valeur des investissements en immobilisations corporelles relèvent d'un certain degré d'appréciation.

Caractère activable des immobilisations corporelles

Le conseil d'administration ou la direction approuve les demandes d'investissement en fonction du montant de l'investissement.

Chaque mois, le caractère activable des factures est vérifié. Les immobilisations activées sont amorties à partir de leur mise en service sur la durée d'utilisation définie.

Caractère durable de la valeur des immobilisations corporelles

La direction évalue régulièrement s'il existe des indices d'une éventuelle perte de valeur. Si tel est le cas, un test de dépréciation est effectué.

De plus, la direction établit périodiquement des expertises d'évaluation pour les immeubles (catégorie « terrains et bâtiments ») afin de vérifier leur valeur.

Pour l'exercice 2025, la direction conclut qu'il n'existe aucun indice d'une éventuelle perte de valeur.

Les principes d'évaluation des immobilisations corporelles sont présentés en annexe dans les principes d'activation et d'évaluation. Des explications sur les différentes positions figurent dans l'annexe M15 Immobilisations corporelles ainsi que M7 Amortissements et corrections de valeur.

Dans le cadre de la vérification du système de contrôle interne, nous nous sommes assurés, par le biais d'entretiens, de la consultation de documents et de la vérification des contrôles clés, que des processus internes appropriés existent pour l'activation et l'évaluation des immobilisations corporelles.

Dans le domaine des investissements, nous avons vérifié par sondage le caractère activable des immobilisations concernées à l'aide des factures ainsi que des contrats correspondants, l'affectation à la bonne catégorie d'immobilisations et la pertinence des durées d'utilisation résultantes.

En ce qui concerne d'éventuelles dépréciations, nous avons évalué les expertises d'évaluation des immeubles ainsi que l'appréciation de la direction.

Nous avons également vérifié les informations figurant en annexe.

Provisions – Exhaustivité et évaluation

Les provisions sont des obligations probables résultant d'un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables. Au 31 décembre 2025, des provisions à court terme et à long terme d'un montant de 49'609 milliers de CHF et de 96'758 milliers de CHF respectivement sont inscrites au bilan.

La majeure partie des provisions est liée aux coûts du personnel – d'une part sur la base de dispositions légales en droit du travail, d'autre part sur la base des coûts de restructuration attendus.

À notre avis, cette position revêt une importance particulière, car elle nécessite un degré élevé d'estimations et de jugement de la part de la direction.

Les principes d'évaluation des provisions sont présentés dans l'annexe « Principes d'activation et d'évaluation » des comptes annuels. La composition et l'évolution des postes du bilan sont exposées aux notes M20 et M23.

Dans le cadre de la vérification du système de contrôle interne, nous nous sommes assurés, par le biais d'entretiens, de la consultation de documents et de la vérification des contrôles clés, que des processus internes appropriés existent pour l'enregistrement des augmentations et diminutions ainsi que pour l'évaluation des provisions.

Nous avons également examiné la méthodologie et les facteurs d'entrée des estimations ainsi que les calculs de la direction en consultant des documents appropriés et en menant des entretiens, et nous avons évalué la fiabilité des estimations de la direction sur la base de l'expérience acquise.

Nous avons également vérifié les informations figurant en annexe.

Autres Informations

Le conseil d'administration est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent les informations contenues dans le rapport annuel, mais pas les comptes consolidés, les comptes annuels et nos rapports y afférents.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne porte pas sur les autres informations et nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'audit à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous avons la responsabilité de lire les autres informations et d'apprécier si elles présentent des incohérences significatives avec les comptes consolidés ou les connaissances que nous avons acquises lors de l'audit des comptes annuels, ou si elles semblent autrement présenter des inexactitudes significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous concluons qu'il existe une inexactitude significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux Comptes Annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels lesquels donnent une image fidèle conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation de la société ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse: <https://expertsuisse.ch/rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art 69b CC, en liaison avec l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Berne, le 2 avril 2026

BDO SA

Beat Rüfenacht
Réviseur responsable
Expert-réviseur agréé

Fabian Mollet
Expert-réviseur agréé

Editeur

SRG SSR, Berne
srgssr.ch, info@srgssr.ch

Direction du projet et rédaction

Cornelia Egli, Imelda Lütolf und Dominic Witschi (Rapport annuel)
Daniel Anderegg, Bettina Rudolf (Comptes)
srgssr.ch, info@srgssr.ch

Traduction

Service linguistique SSR, Berne
pool.tandem@srgssr.ch

Concept, design, réalisation

HEUSSERBISCHOFF AG, Zürich
heusserbischoff.ch

Photos

srgssr.ch/rg2025

Format de publication/mise en page

La version officielle du rapport de gestion est en ligne à l'adresse: srgssr.ch/rg2025

Date de publication

28 avril 2026

Le rapport de gestion est disponible en français et en allemand.
La version allemande fait foi.